

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ÉTUDE DES REPRÉSENTATIONS SOCIALES DE LA GESTION DE L'EAU, DE SES
ENJEUX AINSI QUE DES PRATIQUES D'ACTEURS PARTICIPANT A UN
PROGRAMME D'ÉDUCATION COMMUNAUTAIRE SUR LES ALGUES BLEUES

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN ÉDUCATION

PAR
MARIE-HÉLÈNE BROUSSEAU

JUIN 2012

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Lorsque nous occupons un travail à temps complet, la réalisation d'un projet de recherche est une tâche laborieuse. Combinée à un horaire personnel chargé, il ne s'agit pas d'un travail de tout repos. Sous la réussite, il se cache un lot de projets reportés, de négociations et de vacances utilisées pour fins d'études pour ne nommer que quelques difficultés. Mais sous la réussite, il se cache aussi des aides qui nous permettent de cheminer et d'atteindre nos objectifs.

Je témoigne ainsi ma reconnaissance à Chantal Ouellet, professeure au Département d'éducation et formation spécialisées ainsi qu'à Catherine Garnier, directrice du Groupe d'études sur l'interdisciplinarité et les représentations sociales (GEIRSO). Toutes les deux de l'université du Québec à Montréal (UQAM), elles ont agi à titre de directrice et de co-directrice de cette recherche. Leur expertise et leurs conseils judicieux m'ont été salutaires tout au long des étapes de la recherche.

Je tiens aussi à remercier mon supérieur, Luc Gagnon, pour son ouverture d'esprit. Il a su m'accorder un horaire de travail flexible afin que je puisse me libérer aux périodes nécessaires. Je remercie aussi mon conjoint pour sa compréhension lorsque nos fins de semaine prenaient la forme d'un lundi matin. Je remercie également mes parents, mes collègues et amis qui m'ont supportée dans les moments où j'en avais le plus besoin.

Je remercie également, sincèrement, Mélissa Laniel du Centre régional de l'environnement des Laurentides, monsieur Gilles Pilon de l'Agence des bassins versants de Saint-Anne-des-Lacs, monsieur Frédéric Girard du Département de l'environnement à Saint-Anne-des-Lacs ainsi que tous les citoyens ayant participé au projet. Sans leur collaboration et leur implication, il aurait été impossible de réaliser la présente recherche.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES	viii
LISTE DES TABLEAUX.....	ix
LISTE DES ABBRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES	xii
RÉSUMÉ	xiv
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
ÉTAT DE LA SITUATION ET PROBLÉMATIQUE	3
1.1 État de la situation.....	3
1.1.1 Situation de l'eau au Québec.....	3
1.1.2 Eau et vie	6
1.1.3 Gestion de l'eau au Québec	10
1.2 Problématique générale de recherche.....	20
1.2.1 Programmes d'éducation communautaire comme angle éducatif.....	20
1.2.2 Problème des algues bleues dans les plans d'eau du Québec.....	23
1.2.3 Éducation relative à l'environnement.....	27
1.2.4 Éducation à la santé.....	28
1.2.5 Éducation en santé environnementale	29
1.3 Pertinence de la recherche.....	30
1.4 Question de recherche	34

CHAPITRE II	
CADRE THÉORIQUE	36
2.1 Représentations sociales.....	36
2.2 Objet d'étude applicable aux représentations sociales.....	44
2.3 Représentations sociales des enjeux de l'eau : la protection des plans d'eau	47
2.4 Étude des représentations sociales dans le cadre d'un programme d'éducation communautaire.....	48
2.5 Objectifs de recherche.....	51
CHAPITRE III	
MÉTHODOLOGIE.....	53
3.1 Démarche générale de la recherche.....	53
3.2 Opérationnalisation de la méthodologie de recherche	55
3.2.1 Site à l'étude : la municipalité de Saint-Anne-des-Lacs.....	55
3.2.2 Description du programme «Bleu Laurentides».....	56
3.2.3 Sélection des participants	58
3.2.4 Techniques de cueillette de données : le questionnaire d'enquête, la consultation de documents et l'entretien semi-dirigé	62
3.3 Collecte de données.....	64
3.3.1 Consultation des documents	65
3.3.2 Questionnaire d'enquête : élaboration, validation et passation	68
3.3.3 Entretien semi-dirigé : élaboration et passation	72
3.4 Traitement et analyse de données	75
3.5 Préoccupations éthiques	79
3.6 Description des participants de Saint-Anne-des-Lacs et des municipalités de ses bassins versants	80

CHAPITRE IV	
LE PROGRAMME D'ÉDUCATION COMMUNAUTAIRE.....	84
4.1 Contexte du programme d'éducation communautaire 2010 : les instances et la planification	84
4.1.1 Instances impliquées dans le programme d'éducation communautaire	85
4.1.2 Planification du programme d'éducation communautaire.....	86
4.2 Programme d'éducation communautaire 2010	92
CHAPITRE V	
REPRÉSENTATIONS SOCIALES DE LA GESTION DE L'EAU CHEZ LES RIVERAINS	99
5.1 Représentations sociales des riverains en regard de la gestion et de la protection de l'eau sur le territoire	99
5.1.1 Gestion de l'eau sur le territoire en général.....	99
5.1.2 Mobilisation municipale dans la protection de l'eau.....	102
5.1.3 Engagement des riverains comme moyen d'intervention dans la protection des plans d'eau	104
5.1.4 Attentes des riverains à l'égard de la gestion de l'eau en général.	108
5.2 Représentations sociales des enjeux de la gestion et de la protection des plans d'eau	110
5.2.1 Catégories induites de l'épreuve d'association de termes et éléments de contenu	110
5.2.2 Importance relative des catégories induites de l'association de termes et des éléments de contenu	114
5.3 Synthèse des résultats.....	119
CHAPITRE VI	
LES PRATIQUES DE PROTECTION DE L'EAU DES RIVERAINS	122
6.1 Importance accordée aux pratiques environnementales chez les riverains	122
6.2 Pratiques environnementales déclarées.....	127
6.3 Participation aux activités offertes sur le territoire	130

6.3	Participation aux activités offertes sur le territoire	130
6.3.1	Conférences, formations et projections de film.....	130
6.3.2	Journée verte de la municipalité.....	132
6.3.3	Rencontre avec l'agent de liaison dans le cadre de la tournée porte-à-porte....	133
6.4	Associations de lacs	135
6.5	Synthèse des résultats.....	137
CHAPITRE VII		
LES RELATIONS ENTRE LES REPRÉSENTATIONS ET LES PRATIQUES DES RIVERAINS		140
7.1	Groupes de riverains : engagés et désengagés	140
7.2	Représentations sociales des enjeux de la gestion et de la protection de l'eau des « engagés » et des « désengagés »	148
7.3	Interprétation et discussions.....	153
7.3.1	Conditions permettant de susciter l'intérêt dans un programme d'éducation communautaire	155
CONCLUSION		162
APPENDICE A		
PLAN D'ACTION DÉTAILLÉ SUR LES ALGUES BLEU-VERT (MDDEP, 2008)		171
APPENDICE B		
QUESTIONNAIRE D'ENQUÊTE.....		175
APPENDICE C		
GUIDE D'ENTRETIEN DES RIVERAINS		187
APPENDICE D		
GUIDE D'ENTRETIEN AVEC BLEU LAURENTIDES		191
APPENDICE E		
GUIDE D'ENTRETIEN POUR LA MUNICIPALITÉ.....		194
APPENDICE F		
GUIDE D'ENTRETIEN POUR L'ABVLACS		196

APPENDICE H	
FORMULAIRE DE CONSENTEMENT	200
APPENDICE I	
TABLEAU DE LA RÉPARTITION DES PRIORITÉS ACCORDÉES AUX PRATIQUES ENVIRONNEMENTALES	204
RÉFÉRENCES	205

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
1.1 Le bassin versant : un territoire pour les cours d'eau	5
1.2 Cycle de la gestion intégrée de l'eau par bassin	12

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
1.1 Répartition des pouvoirs des MRC et des municipalités par rapport à la protection des plans d'eau et de leur bassin versant	19
3.1 Trois phases de recrutement et leurs retombées sur le nombre de participants recrutés	60
3.2 Périodes de réalisation et résultats des tournées porte-à-porte.....	61
3.3 Objectifs de recherche, techniques de cueillette de données et participants	63
3.4 Documents institutionnels consultés, leur provenance et leur nombre	67
3.5 Répartition des participants selon les tranches d'âge et le sexe.....	80
3.6 Répartition des participants selon le statut de résidence, l'accès au lac et le genre.....	81
3.7 Répartition des participants selon la scolarité et le genre	82
4.1 Les modalités de planification du programme d'éducation communautaire entre l'ABVLACS et le Département de l'environnement.....	87
4.2 Faits saillants des activités du programme d'éducation communautaire	94
5. 1 Catégories et contenu des représentations sociales de la gestion de l'eau sur le territoire en général	100

5.2	Catégories et contenu des représentations sociales de la mobilisation municipale dans la protection des plans d'eau.....	102
5.3	Catégories et contenu des représentations sociales de l'engagement des riverains comme moyen d'intervention dans la protection des plans d'eau	105
5.4	Catégories et contenu des représentations sociales des attentes de la gestion et de la protection de l'eau sur le territoire.....	109
5.5	Catégories induites de l'association libre à tris successifs de la liste des 8 termes.....	112
5.6	Représentations sociales des enjeux de la gestion et de la protection de l'eau selon le deuxième tri	116
5.7	Représentations sociales des enjeux de la gestion et de la protection de l'eau selon le dernier tri	118
6.1	Tableau synthèse des priorités accordées aux pratiques environnementales	123
6.2	Raisons à l'origine des pratiques environnementales	124
6.3	Pratiques environnementales déclarées.....	127
6.4	Raisons entourant la participation ou non aux activités du programme d'éducation communautaire à SADL.....	131
6.5	Tableau synthèse de la participation aux activités du programme.....	135
6.6	Raisons entourant la participation ou non à titre de membre dans une association de lacs.....	136
7.1	Tableau synthèse des représentations sociales des engagés et des désengagés	142

7.2	Caractéristiques des engagés selon l'âge, le sexe, le statut de résident ainsi que le niveau et le domaine d'études.....	143
7.3	Caractéristiques des désengagés selon l'âge, le sexe, le statut de résident ainsi que le niveau et le domaine d'études.....	146
7.4	Représentation sociale des enjeux de la gestion de la protection de l'eau chez les engagés.....	149
7.5	Représentation sociale des enjeux de la gestion de la protection de l'eau chez les désengagés.....	152

LISTE DES ABBRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
APPEL	Association pour la protection de l'environnement du lac Saint-Charles et des Marais du Nord
BAPE	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
CA	Conseil d'administration
CCE	Comité conseil en environnement
CCU	Comité conseil en urbanisme
COGESAM	Conseil de Gestion du Bassin Versant des Lacs Saint-Amour et Marois
CRE	Conseil régional de l'environnement
GIEBV	Gestion intégrée par bassin versant
LAU	Loi sur l'aménagement et l'urbanisme
LCM	Loi sur les compétences municipales
LCMVF	Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune

LQE	Loi sur la qualité de l'environnement
MAROT	Ministère des affaires municipales, région et occupation du territoire
MDDEP	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
MRC	Municipalité régionale de comté
MSSS	Ministère de la santé et des services sociaux
OBV	Organisme de bassin versant
PDE	Plan directeur de l'eau
PPRLPI	Politique de la protection des rives et des plaines inondables
SAD	Schéma d'aménagement et de développement

RÉSUMÉ

En éducation relative à l'environnement, en éducation relative à la santé et en santé environnementale, peu de recherches ont été menées sur les questions de l'eau et aucune n'a été réalisée sur la problématique des cyanobactéries. Par ailleurs, aucune de ces recherches n'a exploré le phénomène des pratiques des acteurs dans les programmes d'éducation communautaires sur l'eau et le processus de transformation des pratiques environnementales qui en découle. Dû aux difficultés associées aux changements de conduites liées aux enjeux environnementaux et de santé, cette recherche vise à saisir les représentations sociales des acteurs, participant à un programme d'éducation communautaire sur les algues bleues, à identifier les pratiques environnementales déclarées et à analyser les liens entre ces pratiques et les représentations sociales.

Les conclusions tirées de cette recherche sont de plusieurs ordres : 1) un lien est notable entre les représentations sociales de la gestion de l'eau et les représentations sociales de ses enjeux; 2) aucun lien n'est perceptible entre l'importance accordée aux pratiques environnementales et leur mise en pratique; 3) des profils de riverains peuvent être établis en fonction de la comparaison à leurs pratiques déclarées; 4) un lien est perceptible entre les représentations sociales de la gestion de l'eau et les pratiques environnementales déclarées. Il s'avère que les riverains « engagés » ont une perception générale positive de la gestion de l'eau sur le territoire comparativement aux riverains « désengagés ». De plus, la gestion de l'eau et les solutions de protection agissent à titre de principes organisateurs de prises de position dans les représentations sociales des enjeux de l'eau chez « engagés ». Les éléments de contenu de la représentation touchant à l'éducation, aux sources du problème et à la communauté constituent également des éléments importants dans son organisation. Il en ressort donc une vision utilitariste de la protection de l'environnement chez les « engagés » et cette dernière explique le côté pragmatique de leurs pratiques déclarées. Du côté des « désengagés », aucun élément dans le contenu de la représentation sociale ne renvoie à la définition du problème. Ce constat illustre en l'occurrence une vision idéologique de la protection de l'environnement chez les « désengagés » et vient expliquer que les pratiques environnementales demeurent abstraites pour eux.

La conclusion que nous pouvons tirer de cette recherche est que les représentations sociales ont une relation de concomitance avec les pratiques environnementales déclarées des riverains. En l'occurrence, ces informations apportent un éclairage intéressant pour comprendre les difficultés associées au déploiement d'un programme d'éducation communautaire axée sur la protection des plans d'eau et à la mise en œuvre de nouvelles pratiques environnementales.

Mots-clés : environnement, représentations sociales, éducation, communautaire, pratiques environnementales.

INTRODUCTION

Les trois premiers chapitres présentent la problématique de recherche, le cadre conceptuel ainsi que la méthodologie de recherche. Les quatre derniers chapitres répondent chacun à un des objectifs de recherche.

Le premier chapitre de ce mémoire dresse l'état de la situation et la problématique dont découlent les questions de recherche. Pour commencer, la situation de l'eau au Québec, la portée sociale de la ressource ainsi que le cadre législatif de l'eau sont présentés. Ensuite, le contexte de gestion par GIBV et les limites associées au cadre réglementaire présentent les programmes d'éducation communautaire comme une solution prometteuse pour agir dans la protection de l'eau. Le problème lié aux algues bleues au Québec ainsi qu'une recension d'écrits sont par la suite exposés pour faire valoir la pertinence de mener une recherche portant sur l'étude des points de vue de la gestion de l'eau et de ses enjeux ainsi que des pratiques des acteurs participant à un programme d'éducation communautaire sur les algues bleues.

La problématique est suivie du cadre théorique qui s'articule autour du concept des représentations sociales dans le chapitre II. Dans ce chapitre, le concept des représentations sociales est défini et leurs modèles d'étude sont expliqués. Cette présentation débouche sur une explication du modèle retenue dans le cadre du projet de recherche. L'étude des représentations sociales dans le cadre d'un programme d'éducation communautaire sur les algues bleues et le lien entre les pratiques et les représentations sociales sont par la suite établies et conduit vers les objectifs de recherche.

Dans le chapitre III, la description de la méthodologie de recherche et de son opérationnalisation sur le terrain est présentée : la sélection du site à l'étude, des participants

et des techniques de collectes de données, et la description du programme étudié. Les étapes de la collecte de données, le déroulement ainsi que le respect des critères de scientificité sont par la suite expliqués. Le traitement et l'analyse de données, les préoccupations éthiques et une description détaillée des participants sont dans un dernier temps exposés.

Le chapitre IV décrit le contexte de planification du programme d'éducation communautaire Bleu Laurentides dans la municipalité de Saint-Anne-des-Lacs. À cette fin, la planification et le développement du programme d'éducation communautaire pour l'année 2010 est présenté. Ensuite, les activités de formation et de sensibilisation du programme d'éducation sont décrites

Les représentations sociales de la gestion de l'eau chez riverains font l'objet du chapitre V. Il présente les représentations sociales des riverains en regard de la gestion et de la protection de l'eau. Ces représentations sociales se déclinent en quatre représentations sociales : 1) la gestion de l'eau sur le territoire; 2) la mobilisation municipale dans la protection de l'eau; 3) l'engagement des riverains comme moyen d'intervention, 4) les attentes de riverains à l'égard de la gestion de l'eau. Les représentations des enjeux de la gestion et de la protection de l'eau sont par la suite décrites.

Le chapitre VI présente les pratiques environnementales des riverains dans la protection de l'eau ainsi que la participation auto-rapportée aux activités offertes dans le cadre du programme d'éducation communautaire.

Le chapitre VII porte sur les relations entre les pratiques et les représentations de la gestion de l'eau. D'abord, il définit les groupes de riverains en regard de leurs pratiques déclarées et de leurs représentations de la gestion et de la protection de l'eau : engagés et désengagés. Il présente ensuite la représentation sociale des enjeux de la gestion et de la protection de l'eau pour chacun des groupes et explique les liens entre ces représentations sociales et les pratiques déclarées. Cette mise en relation débouche sur la présentation de propositions d'amélioration du programme étudié.

CHAPITRE I

ÉTAT DE LA SITUATION ET PROBLÉMATIQUE

Ce chapitre présente l'état de la situation et la problématique dont découle la question de recherche. D'abord, l'état de la situation est décrit par la présentation de la situation de l'eau au Québec, de la portée sociale de l'eau ainsi que de son cadre de gestion. Ensuite, les limites du cadre réglementaires sont exposées de façon à cadrer la problématique de recherche et montrer comment les programmes d'éducation communautaire apparaissent comme moyen d'intervention complémentaire. De plus, le problème des algues bleues au Québec est présenté de façon à montrer l'existence d'un besoin d'intervention concret en matière de protection de l'eau et démontrer que les programmes d'éducation communautaire peuvent s'inscrire comme une solution à ce problème. Enfin, une recension de différentes recherches en éducation relative à l'environnement, en éducation relative à la santé et en éducation en santé environnementales y est présentée et dresse la pertinence scientifique et sociale de la recherche.

1.1 État de la situation

Cette section présente la situation générale de l'eau au Québec. Elle explique également les caractéristiques de l'eau pour décrire sa portée sociale. Pour terminer, elle dresse le portrait du cadre législatif de l'eau au Québec.

1.1.1 Situation de l'eau au Québec

Cette section décrit le mode de gestion de l'eau préconisé au Québec ainsi que les mesures mises en place dans la lutte aux algues bleues. Ensuite, elle situe les programmes

d'éducation communautaire en tant que moyen d'intervention complémentaire de ces mesures.

« À l'instar de nombreux pays, le Québec a choisi de mettre en œuvre la gestion intégrée et écosystémique de ses eaux dans une perspective de développement durable » (Auger et Baudrand, 2004, p. iii). Une telle gestion sous-tend les principes d'une approche systémique de gestion en considérant les activités humaines en tant que partie intégrante des écosystèmes. La gestion intégrée de l'eau génère en ce sens un cadre favorable dans la promotion du développement durable au moyen d'objectifs sociaux, économiques et environnementaux.

C'est dans cette perspective que le gouvernement du Québec a opté pour la mise en place d'une gestion intégrée par bassin versant (GIEBV). Mentionnons qu'un bassin versant se définit comme étant la superficie du territoire drainé par le réseau hydrographique d'un cours d'eau donné. C'est l'eau de surface qui s'écoule en suivant la topographie du terrain qui forme un réseau hydrique. Le bassin versant le plus familier au Québec est le fleuve Saint-Laurent (Jean, 1994, p. 296). La figure 1.1 illustre le concept de bassin versant.

La GIEBV se veut « une approche participative volontaire et engagée des différents acteurs de l'eau dans leur ensemble. » (Auger et Baudrand, 2004, p. iii). Elle suppose tout un processus de coordination des actions pouvant avoir un impact sur la ressource. Elle préconise en l'occurrence la mobilisation des acteurs locaux et régionaux ainsi que l'implication de la population dans le devenir de la ressource. Elle responsabilise conséquemment les différents acteurs de l'eau et favorise une concertation véritable entre les instances locales, régionales et gouvernementales dans la gestion de la ressource.

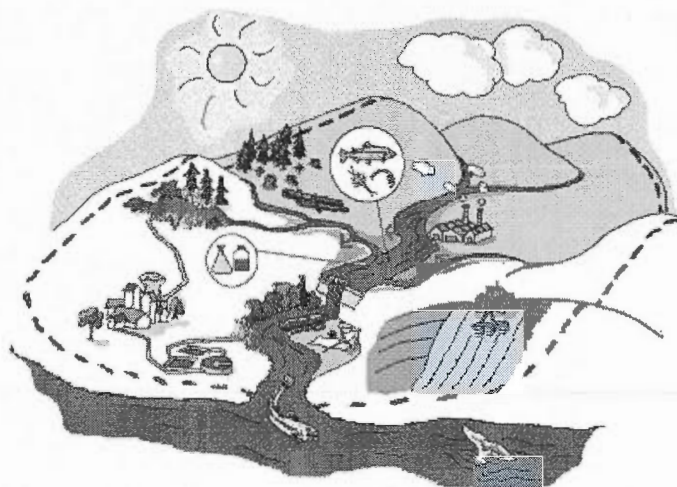


Figure 1.1 Le bassin versant : un territoire pour les cours d'eau (Tiré de : Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, http://www.mddep.gouv.qc.ca/jeunesse/bassin_versant/hydrologie.htm)

Les démarches d'assainissement et de protection des plans d'eau entreprises au Québec a redonné aux citoyens du Québec le goût de l'eau. Elle a créé chez divers usagers des lacs et des cours d'eau des attentes d'ordre économique, environnemental et social (Auger et Baudrand, 2004). Le problème de pollution lié au phénomène d'eutrophisation des lacs et la prolifération des algues bleues a, par exemple, suscité une attention particulière au Québec ces dernières années. Le phénomène d'eutrophisation réfère au vieillissement naturel ou accéléré d'un lac par l'influence des activités humaine par lequel des apports importants en matières organiques, toxiques ou microbiennes amènent le lac à devenir dystrophe, donc d'évoluer vers une tourbière ou encore de devenir un marécage (Jean, 1994, p.86). À ce sujet, le gouvernement québécois a adopté un plan d'intervention détaillé pour assurer une saine gestion des problèmes liés aux algues bleues. Bien que les résultats de cette mesure dénotent une amélioration de la situation par la réalisation de projets concrets, le problème demeure et constitue toujours un sujet d'intérêt public. En effet, de nombreux efforts restent à déployer étant donné l'équilibre fragile des plans d'eau.

Les programmes d'éducation communautaire, étant ancrées dans le milieu, peuvent néanmoins jouer un rôle notable dans la protection des plans d'eau. En effet, le succès d'une approche efficace et fonctionnelle de concertation des acteurs de l'eau repose sur la

dynamique locale et le sentiment d'appartenance des acteurs à l'égard de leur ressource en eau et de leur bassin versant. Or, les programmes d'éducation communautaires peuvent répondre au besoin de construire des modèles de développement qui sont compatibles avec les caractéristiques de chaque environnement qui tiennent compte, notamment, de l'histoire de chacun, des niveaux de vie différents, de l'éducation et des modèles d'utilisation de l'énergie. Par ailleurs, elles créent un contexte favorable à la mobilisation citoyenne en raison de l'engagement et de l'implication qu'elles suscitent chez les acteurs. Ensuite, elles donnent un cadre d'analyse pertinent pour rendre compte des processus entourant l'émergence de l'importance accordée à la protection de l'eau par l'appropriation et le déploiement de nouvelles pratiques environnementales chez les acteurs du milieu.

En vue de faire valoir la portée sociale de la ressource, les caractéristiques de l'eau, la revue du cadre législatif de la gestion de l'eau ainsi que les répercussions écologiques, sociales et de santé associées aux phénomènes des algues bleues seront présentés dans la prochaine section. Cette présentation permettra de cadrer le besoin de maintenir et de développer une mobilisation citoyenne par le biais de programmes communautaires viables aux fins de la préservation, non seulement des plans d'eau du Québec, mais également de l'accessibilité tant en qualité qu'en quantité à la ressource.

1.1.2 Eau et vie

En vue de démontrer le caractère singulier de l'eau, son importance et l'image auquel elle renvoie dans la société, les caractéristiques biophysiques et culturelles de l'eau ainsi que la situation de l'eau au Québec seront présentées dans la prochaine section.

L'eau est source de vie. Elle constitue une ressource précieuse, car elle ne possède aucun substitut. Par ailleurs, par sa qualité et son accessibilité, elle est également garante de la qualité de vie des générations actuelles et futures. L'eau conditionne la vie humaine et sociale. En ce sens, elle s'avère une ressource unique. Par ses caractéristiques et ses fonctions particulières, elle ne peut se comparer à aucune autre ressource.

Dans son mémoire, Vézina (2008) définit six particularités de l'eau afin de définir son unicité : 1) condition de vie ; 2) ressource limitée ; 3) écosystème en soi ; 4) mobile ; 5) répartition inégale et 6) ressource culturelle, symbolique et sociale.

L'eau est premièrement essentielle à la vie de tous les organismes vivants. Pour les êtres humains, elle assure le bon fonctionnement de l'organisme comme la régulation de la température, le transport des ressources nutritives et l'élimination des déchets. Pour les écosystèmes, elle contrôle le climat et assure également le transport des aliments et des déchets. Elle constitue aussi une ressource vitale pour plusieurs organismes du fait qu'elle représente l'habitat de plusieurs espèces. Elle conditionne, en l'occurrence, la vie.

L'eau est aussi une ressource limitée. En effet, il n'est pas possible de produire plus d'eau. Il n'est également pas envisageable de la substituer à une autre substance puisqu'elle conditionne la vie. C'est dans cette optique que l'eau se positionne comme une ressource non renouvelable, car elle ne peut pas être considérée de la sorte au sens où elle peut se recycler sans fin si son cycle de renouvellement est respecté. Cet élément introduit par le fait même son caractère écosystémique.

Le cycle de l'eau est un cycle global qui intègre tous les éléments d'un environnement pour assurer le maintien de l'écosystème d'un milieu donné. En effet, les éléments d'un milieu sont interdépendants dans le cycle de l'évaporation/précipitation de sorte que des modifications au cycle impliquent des transformations à tous les éléments qui en font partie. De plus, le cycle hydrologique est rattaché au maintien de l'équilibre d'autres systèmes tel que le climat par exemple. En raison de sa nature écosystémique, l'eau est souvent qualifiée de ressource « environnement » et une gestion globale doit être mise en place pour contrôler les approvisionnements.

En lien avec cette gestion globale, la quatrième caractéristique de l'eau renvoie à sa mobilité. L'eau n'est pas fixe sur un territoire donné. Elle circule librement en fonction du réseau hydrographique d'un cours d'eau, soit par bassin versant. L'eau ne s'arrête pas nécessairement sur les lignes des frontières d'États prédéfinies, et du fait même, elle peut être

considérée comme n'appartenant à personne. L'eau se veut, en ce sens, une ressource politisée.

Elle se définit aussi par son inégalité en termes de répartition sur les territoires. En effet, seulement quelques pays se partagent les deux tiers des ressources mondiales en eau (Vézina, 2008). Il s'agit du Brésil, de la Russie, du Canada, des États-Unis, de la Chine, de l'Inde et de la Colombie. Or, cette distribution peut générer l'ostracisme des peuples moins bien nantis si le partage est mal géré. Comme le souligne Vézina (2008) citant Fauchon (2005), « L'eau est un vecteur d'inégalités profondes car sa répartition géographique place les États et les populations dans une situation de disparités dont on a du mal à imaginer l'importance » (p. 29). Par sa propriété écosystémique, sa mobilité et sa répartition inégale, l'eau constitue ainsi une ressource particulière et unique relativement aux enjeux sociaux, politiques, économiques et éthiques qu'elle soulève.

Enfin, la liste des caractéristiques de l'eau serait incomplète sans évoquer sa nature culturelle, symbolique et sociale. Selon Bouguerra (2003), l'eau est avant tout « un bien communautaire et patrimonial avant d'être un bien économique » (p. 30). Il n'hésite pas à attribuer à l'eau un rôle social. Dans la même perspective, Cosgrove (Francoeur, 2004) témoigne du droit fondamental de l'accès à la ressource pour tous les citoyens en soulignant que l'eau est avant tout un droit pour les peuples (Francoeur, 2004). Ainsi, puisque l'eau est un élément constitutif des idéologies et des croyances des civilisations, il est possible de lui accorder un rôle culturel et social.

L'eau peut aussi se décrire par sa nature symbolique car elle intervient dans la constitution des repères culturels d'une civilisation. Comme le souligne Vézina (2008), la *Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection*, adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale le 11 juin 2009, illustre bien l'importance de l'attachement symbolique de l'eau chez les Québécois. Cette dernière précise « les responsabilités de l'État, à titre de gardien de la ressource au nom des citoyens, de même que les droits et les devoirs de la collectivité. » ([MDDEP] Ministère du Développement durable de l'Environnement et des Parcs, 2002, 1.4). Elle confirme aussi le statut juridique des

ressources en eau comme une partie du patrimoine de la collectivité. Ce statut s'est notamment exprimé de façon très marquée et consensuelle dans le cadre des tractations entourant l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) en 1990. Comme le précise le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), la résistance des Québécois envers la conception de l'eau comme un bien de commerce comme les autres a été vive. À ce sujet, le BAPE avance que ce serait la crainte de l'ingérence du géant américain dans les affaires de la province qui aurait suscité un sentiment d'inquiétude chez les Québécois et provoqué une forme d'appropriation nationale de l'eau. Cet événement souligne bien le caractère symbolique de l'eau en démontrant en quoi elle peut s'avérer être un gage d'identité.

En fonction des attributs présentés, la nature de l'eau peut être sociale. En effet, ses usages peuvent être directement rattachés aux expériences, à l'histoire et au vécu des personnes en rapport avec la ressource. L'importance accordée à l'eau peut aussi être liée à la situation géopolitique des peuples. Les relations entretenues entre les personnes et la ressource peuvent en l'occurrence être étroitement associées aux idéologies et à la culture des groupes sociaux auxquels ils appartiennent en jouant un rôle dans la définition de leur identité. Les moyens mis en œuvre dans la gestion de cette ressource doivent donc tenir compte de cette particularité.

Les enjeux de l'eau amènent à se questionner sur la situation actuelle de l'eau au Québec, notamment sur son état, sa qualité et sa quantité. L'abondance de lacs et de rivières demeure au Québec. Selon les données du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP), le Québec détient plus de 3 % des réserves d'eau douces renouvelables. De plus, « Le Québec compte 430 bassins versants majeurs, dont 100 ont une superficie de drainage supérieure à 4 000 km² » (Auger et Baudrand, 2004, p. 5). Cependant, la consommation en eau ne cesse de croître et cette ressource fait l'objet de pressions croissantes. Par exemple, « entre 1972 et 1996, le rythme des prélèvements d'eau au Canada a augmenté de près de 90 %, passant de 24 milliards à 45 milliards de mètres cubes par année, alors que la population s'est accrue de seulement 33,6 % durant la même période » (Environnement Canada, 2009, par. 5).

La gestion de l'eau d'un pays, d'une province ou d'une nation est d'une importance capitale. En effet, une relation étroite peut s'établir entre le développement économique d'une région et la qualité de ses approvisionnements en eau. Puisque la qualité de vie d'une population peut être liée à une saine gestion de l'eau, il importe de se pencher sur l'étude du cadre législatif de la gestion de l'eau au Québec en vue de comprendre la situation actuelle de ses plans d'eau, mais aussi de saisir la pertinence des diverses actions à mener pour assurer la qualité de l'eau des milieux lacustres ainsi que leur stabilité. La prochaine section portera ainsi sur le cadre de la gestion de l'eau au Québec.

1.1.3 Gestion de l'eau au Québec

Cette section qui s'intéresse au cadre de gestion de l'eau au Québec présente la Politique nationale de l'eau et décrit l'approche de gestion intégrée par bassin versant (GIBV). Elle expose ensuite les outils réglementaires provinciaux et municipaux de façon à saisir leur portée et débouche sur la problématique de recherche par une présentation des limites du système réglementaire dans la protection de la ressource.

1.1.3.1 Politique nationale de l'eau

En 2002, le Québec s'est doté d'une Politique nationale de l'eau pour garantir la pérennité de la ressource et assurer la protection de la santé publique ainsi que des écosystèmes aquatiques. Cette politique se veut une approche dite de milieu.

La Politique nationale de l'eau, qui se fonde sur une étroite collaboration des citoyens et des citoyennes à la gestion de cette précieuse ressource, et s'appuie sur la démocratisation de l'information (Gouvernement du Québec, 2002, p. IV). Elle fait appel à tous les acteurs de l'eau, soit les instances locales et régionales, les gestionnaires dans le secteur tant privé que public, les usagers, les intervenants scientifiques, les riverains ainsi que les citoyens. Elle répond aux attentes de la population à l'égard de l'adoption d'un processus « pour assurer la protection, la restauration et la mise en valeur de cette ressource si vitale et prédominante pour notre l'avenir » (Gouvernement du Québec, 2002, p. VI). Elle a pour

principaux enjeux de préserver la qualité de l'eau des écosystèmes aquatiques afin d'assurer leur pérennité, de protéger la santé publique, de reconnaître le droit fondamental des Québécois et des Québécoises d'avoir un plein accès à l'eau en lui octroyant un statut de patrimoine collectif, et d'assurer la gestion intégrée de l'eau dans une perspective de développement durable.

La Politique nationale de l'eau met de l'avant divers engagements en matière de protection et de contrôle de la qualité de l'eau, et ce, autant dans le secteur agricole, industriel que municipal. Elle comprend cinq orientations majeures : 1) la réforme de la gouvernance de l'eau, 2) l'implantation de la gestion intégrée du Saint-Laurent, 3) la protection de la qualité de l'eau et des écosystèmes aquatiques, 4) la poursuite de l'assainissement de l'eau et de l'amélioration de la gestion de ses services, ainsi que 5) la valorisation des activités récréotouristiques.

La réforme de la gouvernance de l'eau a eu des répercussions importantes. Elle préconise la responsabilisation par l'octroi d'un leadership local et régional des acteurs de l'eau d'une part, et d'autre part, elle prône une meilleure coordination et une plus grande imputabilité à ces derniers. Dans la revue de la gouvernance de l'eau, les axes d'intervention du gouvernement sont les suivants : la révision du cadre juridique de l'eau, la mise en place de la gestion par bassin versant, le développement de connaissance sur l'eau, l'instauration des instruments économiques pour la gouvernance et le renforcement des partenaires et des relations du Québec. Plusieurs engagements ont été mis de l'avant par le gouvernement sur les axes suivants : 1) la création d'outils légaux pour la mise en œuvre de la Politique, le soutien financier et technique de la mise en place de 33 organismes de bassin, 2) l'appui aux associations de riverains de lacs de villégiature, 3) le développement de programmes de sensibilisation et d'éducation à l'intention des divers acteurs de l'eau, 4) l'inventaire des grands aquifères du Québec, 5) la création d'un régime de redevances pour l'utilisation de la ressource; et 6) l'intensification de la participation du Québec au sein des organisations internationales de gestion du bassin des grands Lacs et du Saint-Laurent en sont quelques exemples.

La gestion intégrée par bassin versant (GIEBV), qui mérite une attention particulière, a été définie comme suit par Auger et Beaudrand (2004) :

[...] un ensemble coordonné de décisions et d'actions collectives qui, dans le choix des projets de mise en valeur, de restauration et de protection de l'eau (surface ou souterraine) et des écosystèmes aquatiques, prend en compte les différents usages et facteurs (environnementaux, sociaux, économiques, politiques, culturels) impliqués sur la base du bassin versant. (p. 4)

Les éléments clés de la mise en œuvre de la GIEBV sont : 1) la création d'organismes de bassin, 2) l'établissement d'un cycle de gestion de la GIEBV, 3) la réalisation d'un Plan directeur de l'eau (PDE), 4) la signature de contrats de bassin, 5) le suivi et l'évaluation des actions posées ainsi que 6) l'information et la participation citoyenne. La figure 1.2 montre le cycle de gestion de la GIEBV et comprend quatre cercles imbriqués.



Figure 1.2 Cycle de la gestion intégrée de l'eau par bassin versant (Tiré de : Ministère de l'environnement, Gestion intégrée de l'eau par bassin versant : Cadre de référence pour les organismes de bassin versant prioritaires, p.13)

Les organismes de bassins versants constituent le moteur de la démarche. Pour cette raison, ils se situent dans le premier cercle au centre du modèle. La philosophie de gestion qui sous-tend les organismes de bassins versants se retrouve dans le deuxième cercle. Les organismes de bassin constituent de nouvelles entités au Québec. Ils agissent avant tout comme des tables de concertation. Ils n'ont pas pour objet de se substituer aux acteurs en place (Auger et Baudrand, 2004). Ils ont comme mandat d'élaborer un Plan directeur de l'eau (PDE) en concertation avec les acteurs présents dans un bassin versant donné. En ce sens, la composition des membres du conseil d'administration de l'organisme doit être représentative des acteurs locaux et régionaux du bassin versant et représenter autant le secteur économique, municipal, communautaire que gouvernemental. La création de ces organismes constitue l'étape préalable au développement d'un PDE.

Le développement du PDE est la raison d'être des OBV. Il s'agit de leur mandat. Pour cette raison, le PDE se situe au pourtour de la figure 1.2. Le PDE prend la forme d'un document qui rassemble les informations nécessaires en vue de présenter un portrait clair de l'ensemble des facteurs ayant un effet sur la qualité des eaux et sur les écosystèmes des bassins. Il a pour but de clarifier les préoccupations et les intérêts des acteurs d'un bassin versant. Il vise aussi une évaluation des actions envisagées pour protéger, restaurer et mettre en valeur la ressource et les écosystèmes aquatiques du bassin versant relativement à leurs implications et à leurs retombées économiques. Par la mise en place d'objectifs et la sélection d'indicateurs de mesure, il mène à l'élaboration d'un plan d'action entre les acteurs du milieu. Dans le troisième cercle du modèle, les étapes 1 à 4 de la figure 1.2 réfèrent aux phases de son développement, et les étapes 5 et 6, aux phases de sa mise en œuvre. La première étape consiste à amasser les informations nécessaires pour présenter un portrait de l'ensemble des facteurs anthropique ou naturels et de leurs effets sur la qualité des eaux et sur les écosystèmes du bassin versant. Après avoir dressé un portrait et un diagnostic par l'analyse de ces informations, la deuxième étape consiste à cerner les préoccupations et les intérêts de la population et des acteurs de l'eau de ce bassin versant. De ces préoccupations, une liste d'actions envisagées et envisageables pour protéger, restaurer ou mettre en valeur les écosystèmes de ce bassin versant sont évaluées en termes de coûts et de retombées

économiques et traduites en indicateurs pour aboutir à leur insertion dans le PDE. Il s'agit de la troisième et de la quatrième étape présentée dans la figure 1.2.

Dans l'élaboration du plan d'action du PDE, des contrats de bassin peuvent être mis en place pour assurer son application. Puisqu'ils apparaissent comme moyen pour atteindre les objectifs fixés par le PDE, qui est la raison d'être des OBV, ils se situent également au pourtour de la figure. Les contrats de bassins réfèrent aux ententes desquelles seront consignés les différents engagements des acteurs de l'eau pour la réalisation des actions identifiées dans le plan d'action du PDE. En effet, les municipalités régionales de comté (MRC) et les communautés qui sont membres d'un organisme de bassin versant peuvent « s'engager par les contrats de bassin à mettre en œuvre certaines actions, et le cas échéant, à harmoniser leur schéma d'aménagement et de développement en fonction du PDE [...] » (Auger et Baudrand, 2004, p. 14). Les contrats de bassin peuvent aussi prendre la forme d'un protocole d'entente qui, à l'opposé des contrats, n'engendre pas une force obligatoire au plan juridique. Ils se situent en ce sens entre l'étape de l'élaboration du plan d'action et sa mise en œuvre relativement au modèle présenté (figure 1.2).

Dans l'optique d'assurer l'efficacité du plan d'action, l'évaluation du PDE constitue un élément important de la GIEBV. Cette évaluation consiste à surveiller la réalisation des actions, à mesurer leurs effets en fonction des objectifs identifiés et à suivre de manière générale l'évolution de l'environnement par rapport à l'état initial de la problématique. Il s'agit de la dernière étape du cycle de GIEBV. Le déploiement du plan d'action ainsi que les suivis et les évaluations qui en découlent se font sur une période de cinq ans. Le premier cycle de gestion de la GIEBV s'échelonne ainsi sur huit ans, car ce dernier prévoit une période approximative de trois ans pour l'élaboration du PDE. Le nouveau cycle s'étalera quant à lui sur six ans pour comprendre une période de révision du plan d'environ 1 an. Quant à l'information et à la participation citoyenne, cette étape constitue une partie intégrante du processus. Elle doit être effective tout au long du cycle de gestion, d'où l'énonciation du développement d'une vision partagée au centre du modèle proposé.

En ce sens, les lignes directrices et les engagements de la Politique nationale de l'eau visent avant tout une amélioration de la cohérence de l'action des acteurs de l'eau aux différentes échelles ; locale, régionale, nationale, fédérale et internationale. La révision du cadre juridique et l'implantation d'une gestion intégrée par bassin versant ont toutefois eu pour conséquence l'octroi de plus grandes responsabilités aux acteurs directement concernés dans la gestion de cette ressource. Dans cette perspective, les principales dispositions législatives encadrant les responsabilités des municipalités en matière de gestion des cours d'eau méritent d'être explorées pour démontrer la responsabilisation attendue dans le milieu par le gouvernement. Ces dispositions feront l'objet de la prochaine section.

1.1.3.2 Outils réglementaires provinciaux

Cette section vise à présenter les principaux outils provinciaux et municipaux. Cette liste ne se veut toutefois pas exhaustive de l'ensemble des lois et règlements entourant la gestion de l'eau et l'aménagement du territoire.

Différents outils réglementaires provinciaux permettent aux responsables de l'aménagement d'un territoire d'encadrer leurs décisions relativement à la gestion de l'eau. Plus principalement, ces outils se rapportent à la protection des milieux lacustres et aux interventions menées dans le bassin versant. Précisions qu'un milieu lacustre se dit d'un milieu environnant le bord d'un lac (Petit Larousse, 1991, p. 556).

La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU) encadre les municipalités dans la définition des grandes lignes de l'aménagement de leur territoire et la réglementation municipale. Cette loi oblige les municipalités régionales de comté (MRC) à adopter un schéma d'aménagement pour leur territoire. Le schéma d'aménagement et de développement (SAD) est un document de planification qui établit les lignes directrices de l'organisation physique du territoire d'une municipalité. Il permet de coordonner les choix et les décisions qui touchent l'ensemble des municipalités concernées, le gouvernement, ses ministères ainsi que ses mandataires. Sur ce plan, un document complémentaire au schéma doit aussi définir

les normes d'aménagement du territoire à inscrire aux devis et les règlements d'urbanisme des municipalités de la MRC.

Dans une optique de protection de la qualité de l'eau et des milieux lacustres, la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE) a pour objet la protection de l'environnement au Québec. Elle stipule que « Nul ne doit émettre, déposer, dégager ou rejeter ni permettre l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet dans l'environnement d'un contaminant au-delà de la quantité ou de la concentration prévue par règlement du gouvernement » (Gouvernement du Québec, 2010b, art. 20). Elle oblige par ailleurs les MRC à intégrer dans leur plan d'aménagement les éléments entourant la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables (PPRLPI).

La Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables a été annexée à la Loi sur la qualité de l'environnement. Elle a pour principal objectif d'« Assurer la pérennité des plans d'eau et des cours d'eau, maintenir et améliorer leur qualité en accordant une protection minimale adéquate aux rives, au littoral et aux plaines inondables » (Gouvernement du Québec, 2010a, art.1.1). Elle donne un cadre réglementaire interdisant toutes constructions ainsi que tous travaux et ouvrages dans les rives, le littoral et les plaines inondables. Par ailleurs, cette politique a pour objet de préciser les cas d'exception et définir les concepts clés essentiels à son application. Puisque le schéma d'aménagement est régi par cette dernière, le document complémentaire du SAD doit donc traduire les mesures s'y référant en termes de normes.

Dans le même ordre d'idées, le Ministère des Affaires municipales, région et occupation du territoire (MAROT) prévoit des directives sur les normes de lotissements autour des lacs et cours d'eau. Ces dernières doivent également être incluses dans le schéma d'aménagement. La Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (LCMVF) prend aussi en considération la protection des milieux aquatiques puisqu'elle a pour objet la protection des éléments biologiques, physiques ou chimiques des habitats fauniques. Elle réclame en l'occurrence des autorisations pour effectuer des travaux dans ces milieux.

Depuis 2006, la Loi sur les compétences municipales (LCM) clarifie les rôles et responsabilités des MRC et des municipalités à l'égard de l'environnement. En ce qui a trait aux plans d'eau, elle spécifie que la composante d'écoulement des cours d'eau relève de la responsabilité des MRC. Elle précise aussi que la gestion de la qualité de l'eau se trouve sous la charge des municipalités. Dans ce contexte, les municipalités se voient donc octroyer l'obligation de préserver la qualité des plans d'eau sur leur territoire.

1.1.3.3 Outils municipaux de planification et de mise en œuvre

Les outils de planification et de mise en œuvre complètent et assurent l'opérationnalisation des lois présentées précédemment. Au premier plan, le schéma d'aménagement et de développement constitue un outil de planification essentiel. Sur les enjeux de la protection des milieux aquatiques et des bassins versant, le SAD permet notamment d'intégrer à l'aménagement du territoire les questions reliées à l'équilibre environnemental, de contribuer à la protection de l'environnement par une meilleure harmonisation du territoire et d'assurer le contrôle de la qualité de l'environnement naturel ([MAMROT] Ministère des affaires municipales Régions et Occupation du territoire, 2010a). Le plan d'urbanisme établit quant à lui les lignes directrices de l'organisation physique d'une municipalité. Il comprend les grandes orientations du territoire de la municipalité ainsi que les grandes affectations de sols. Par ailleurs, il peut présenter les zones à protéger ou à restaurer (MAMROT, 2010b).

En ce qui concerne les outils de mise en œuvre municipaux, le document complémentaire du SAD constitue un instrument indispensable. Sur la question de la protection des milieux lacustres, ce document a pour objet de fixer les règles qui forcent les municipalités à adopter des dispositions réglementaires en vue de régir ou prohiber tous les usages du sol, constructions, ouvrages ou opérations cadastrales et de prescrire la superficie et les dimensions minimales des lots lors d'une opération cadastrale. Les règlements d'urbanisme complètent quant à eux le plan d'urbanisme en faisant foi de normes et de règles concrètes. Les règlements peuvent être de nature générale ou spécifique. Le règlement de lotissement, le règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale, le

règlement relatif à l'émission de permis de construction sont autant d'exemples touchant directement ou indirectement la protection des plans d'eau. Dans son mémoire, Laniel (2008) en référence à la fiche d'information produite par le MAMROT, présente une synthèse du pouvoir des MRC et des municipalités à l'égard de la protection des plans d'eau et de leurs bassins versants. Le tableau 1.1 résume cette répartition des rôles.

Tableau 1.1
Répartition des pouvoirs des MRC et des municipalités par rapport à la protection des plans d'eau et de leur bassin versant

MRC		MUNICIPALITÉ
Domaine d'intervention / Outils	Schéma d'aménagement et de développement et document complémentaire au schéma	Règlements d'urbanisme
Protection des rives, du littoral et des plaines inondables	<ul style="list-style-type: none"> Obligation d'adopter des dispositions réglementaires en vue notamment de protéger les rives, le littoral et les plaines inondables (LAU, art.5). 	<ul style="list-style-type: none"> Possibilité d'inclure des dispositions dans leur réglementation d'urbanisme, afin de protéger les rives, le littoral et les plaines inondables (LAU, art.113).
Normes de lotissement/densité d'occupation du sol	<ul style="list-style-type: none"> Obligation d'avoir des règles minimales de densité d'occupation du sol à proximité des cours d'eau lorsqu'il n'y a pas de réseau d'aqueduc et d'égout. (Le gouvernement véhicule des dimensions minimales de lots). Possibilité de prévoir des dimensions minimales de lots supérieure. 	<ul style="list-style-type: none"> Possibilité de prévoir des dimensions minimales de lots supérieurs, notamment afin d'augmenter la superficie du sol pouvant absorber les rejets des installations septiques et ainsi diminuer la quantité de nutriments rejetés dans les lacs et les cours d'eau.
Plantation et abattage d'arbres	<ul style="list-style-type: none"> Possibilité de régir ou restreindre la plantation ou l'abattage d'arbres. (LAU, art.6 et 113) Les MRC dont aucune partie du territoire n'est comprise dans celui d'une communauté métropolitaine, ont le pouvoir d'adopter un règlement régional à ce sujet (LAU, art 79.1) 	<ul style="list-style-type: none"> Possibilité de régir ou restreindre la plantation ou l'abattage d'arbres (LAU, art.6 et 113).
Territoires d'intérêts	<ul style="list-style-type: none"> Obligation de déterminer toute partie du territoire présentant pour la MRC un intérêt d'ordre écologique. 	<ul style="list-style-type: none"> Possibilité de désigner un ou plusieurs secteurs à protéger compte tenu de leur valeur environnementale (LAU, art.84).
Utilisation de pesticides et d'engrais sur les terrains privés		<ul style="list-style-type: none"> Les pouvoirs réglementaires des municipalités en matière d'environnement permettent aux municipalités d'adopter des règlements en matière d'utilisation des pesticides et d'engrais sur les terrains privés (LCM, art.19).
Végétation à des fins environnementales		<ul style="list-style-type: none"> Les municipalités peuvent réglementer la présence de végétaux et même obliger tout propriétaire à garnir son terrain de végétaux, notamment pour des raisons environnementales (LAU, art.113).
Autres pouvoirs		<ul style="list-style-type: none"> Une municipalité peut, par règlement, assujettir la délivrance de permis de construction ou de lotissement à l'approbation de plans relatifs à l'implantation et à l'architecture des constructions ou à l'aménagement des terrains (LAU, art.145.15).

Source : Laniel (2008), Intégration du concept de capacité de support d'un plan d'eau aux apports en phosphore à l'aménagement du territoire au Québec : Réalité ou utopie.

1.2 Problématique générale de recherche

Cette section décrit comment les programmes d'éducation communautaire peuvent être une avenue intéressante pour pallier les limites du cadre réglementaire et comment ils répondent à l'octroi de pouvoir donné aux acteurs locaux dans la protection des plans d'eau. Elle présente le problème des algues bleues au Québec de façon à montrer l'existence d'un besoin d'intervention concret en matière de protection de l'eau et démontrer que les programmes d'éducation communautaire peuvent s'inscrire comme solution à ce problème. Une recension de différentes recherches en éducation relative à l'environnement, en éducation relative à la sante et en éducation en santé environnementale est présentée et dresse la pertinence d'une recherche portant sur les incidences d'un programme d'éducation communautaire dans un milieu aux prises avec le problème des algues bleues.

1.2.1 Programmes d'éducation communautaire comme angle éducatif

Cette section décrit les limites du cadre réglementaire et présente les programmes d'éducation communautaire en moyen d'intervention efficace pour agir dans la protection des plans d'eau.

En dépit de leur apport, les outils réglementaires et de planification comportent certaines limites et ne peuvent garantir à eux seuls la pérennité des plans d'eau et leur saine gestion. À ce sujet, il importe de se questionner sur le respect de ces lois et règlements. En effet, pour que ces derniers fonctionnent, il est nécessaire que chaque acteur croit en ceux-ci et s'y conforme. Le respect de ce cadre de gestion doit ainsi émaner non pas seulement de l'État, mais doit venir de chaque citoyen afin qu'il devienne comme une forme de contrat social, un engagement profond, soit une façon de vivre et de composer avec son environnement.

En effet, malgré l'existence d'outils réglementaires et de planification et leur application, des inquiétudes sont toujours présentes chez les environnementalistes, les riverains et le monde municipal. Cela s'explique par le fait qu'aucun lac n'a la même sensibilité au développement, car chacun comporte son unicité. Selon Laniel (2008) citant le

projet SIADL (2007), le respect de la banque riveraine, des normes de lotissement minimales et du règlement sur le traitement des eaux demeurent insuffisants pour protéger les lacs, car ces derniers à eux seuls ne permettent pas de statuer sur la problématique selon une vue d'ensemble en tenant compte de l'unicité de chaque plan d'eau. Pour cette raison, l'application de tous les règlements en vigueur peut encore s'avérer insuffisante dans la protection de certains plans d'eau pour assurer leur survie.

Les limites du cadre réglementaire, le contexte de décentralisation et l'octroi de pouvoir aux acteurs locaux dans la prise de décision, en ce qui a trait à la protection des milieux lacustres, place le développement de programme d'éducation communautaire auprès de la communauté comme un moyen d'intervention tout indiqué pour agir efficacement sur la préservation et la protection des plans d'eau du Québec. Les connaissances sur l'eau, la gestion de la ressource ainsi que sur les pratiques des acteurs de l'eau, et ce, à tous les niveaux, se présentent comme autant de leviers pour préserver la qualité de l'eau et protéger les écosystèmes aquatiques à l'échelle locale. L'unicité de chaque milieu renforce également cette nécessité d'agir auprès, et avec la communauté, sur la question. Les programmes d'éducation communautaire comportent toutefois certaines balises à considérer dans leur développement et leur déploiement.

Premièrement, un programme d'éducation communautaire doit faire appel à la notion d'engagement chez les acteurs. L'implication des personnes dans le milieu et l'adoption de nouvelles pratiques constituent les conditions de succès dans l'atteinte des objectifs du programme. Dans cette optique, le fait d'avoir des connaissances sur les problèmes rattachés au maintien de l'approvisionnement en eau, tant en quantité, qu'en qualité, ne suffit pas pour garantir l'engagement des acteurs. Il est certes possible d'avancer que toute forme d'adhésion suppose comme étape préalable une connaissance relative à un objet. Le développement d'un comportement plus soucieux à l'égard de l'eau peut certes s'entamer par l'obtention d'informations ou par une meilleure compréhension de la problématique de l'eau. Par contre, ces connaissances et cette compréhension ne suffisent pas pour que les conduites se modifient.

Dans ce contexte, il s'avère primordial que les acteurs soient interpellés par les programmes qui leur sont proposés afin qu'ils aient envie de s'y investir. La même logique s'applique en ce qui concerne le respect des règlements. En ce sens, il importe pour les organismes communautaires, les gestionnaires municipaux, ou les éducateurs, de saisir comment les différents acteurs d'un milieu donné perçoivent la problématique de l'eau sur leur territoire ou encore de connaître leurs perceptions de la ressource en tant que telle afin d'intervenir avec efficacité auprès de la population.

Dans le même ordre d'idées, les responsables des programmes doivent également saisir et comprendre comment les participants reçoivent, perçoivent et s'approprient les activités proposées afin d'adapter, de personnaliser et de peaufiner le programme tout au long de son déploiement pour maximiser l'atteinte des objectifs attendus.

Pour toutes les raisons invoquées, le développement de programmes d'éducation communautaires personnalisés constitue une avenue prometteuse pour remplir les objectifs et les engagements de la politique nationale de l'eau, soit de protéger cette ressource en qualité et en quantité en vue d'assurer la qualité de vie des Québécois et des Québécoises. Comme présenté dans la section précédente, les organismes de bassins versants (OBV) se sont vus confier le développement d'un Plan directeur de l'eau (PDE) par l'instauration de la Politique nationale de l'eau. Le PDE doit comprendre un portrait et un diagnostic des différents problèmes sur le territoire de leurs bassins et prévoir un plan d'action pour les résoudre. Le plan d'action doit, quant à lui, inclure les orientations, les objectifs et les solutions pour gérer la situation. Pour les municipalités, ce plan d'action se présente comme un outil pertinent pour saisir la problématique et connaître les sources de pollution locales des milieux sur leur territoire et agir sur les problèmes de pollution de l'eau.

Sur la question de la qualité de l'eau et la protection des écosystèmes aquatiques, le problème de pollution relatif au phénomène des algues bleues a généré un intérêt particulier chez les Québécois. Un plan d'intervention détaillé sur les algues bleu-vert a d'ailleurs vu le jour en réponse à la problématique. Il met notamment en lumière la volonté économique et politique du gouvernement sur les questions de l'eau, et plus précisément, la protection des

milieux lacustres en clarifiant les rôles et les responsabilités des acteurs provinciaux dans cette lutte d'une part, et d'autre part, ce plan vient en appui aux initiatives des milieux par plusieurs actions (voir appendice A).

Avant d'aborder plus en détails l'intérêt de préconiser des programmes communautaires pour agir sur la protection des milieux lacustres et plus particulièrement sur les algues bleues, un court bilan des problèmes rattachés aux cyanobactéries au Québec s'impose et fera l'objet de la prochaine section.

1.2.2 Problème des algues bleues dans les plans d'eau du Québec

On dénombre près d'un million de lacs répartis sur l'ensemble du territoire du Québec. Néanmoins, depuis les dix dernières années, la santé de ces lacs est affectée par le stress qu'ils subissent. Leur dégradation génère des effets dévastateurs sur la santé et sur l'environnement. Les nombreux « blooms » de cyanobactéries dans les lacs du Québec, communément appelées algues bleu-vert, mettent ainsi en évidence l'urgence d'agir.

Selon le bilan final de l'année 2009 du Ministère du développement durable et des Parcs (MDDEP), environ 150 plans d'eau ont été touchés par les cyanobactéries au cours de cette année et parmi ces plans d'eau, 47 d'entre eux, soit 31 % l'étaient pour la première fois. Les statistiques de recensement du MDDEP de 2004 à 2009 démontrent aussi la courbe croissante de ce phénomène. En effet, les données sur le nombre de plans d'eau touchés relèvent qu'il s'agit de près de huit fois plus de plans d'eau que le nombre recensé en 2004.

L'élément positif associé au phénomène des cyanobactéries réfère à la conscientisation du problème chez la population et la prise en charge de la gestion des plans d'eau par les municipalités des régions. Comme le rapporte une directrice de l'Association pour la protection de l'environnement du lac Saint-Charles et des Marais du Nord (APEL) : « Les gens qui sont aux prises avec un problème de cyanobactéries réalisent que ce n'est pas une lubie, [...] Par conséquent, ils se mobilisent et adoptent des plans d'action » (Bélanger,

2007, p.1, par. 5). En somme, l'effet mobilisateur des algues bleu-vert par le gouvernement, les personnes et les organismes constitue des interventions positives en soi.

Le plan d'intervention détaillé sur les algues bleues concrétise cet engagement en précisant les obligations du gouvernement dans cette lutte. Ce vaste plan d'intervention de 200 M\$ adopté en 2007 comprend 35 mesures et reconnaît que toutes les actions de prévention, de concertation et de restauration relativement aux algues bleu-vert passent par la réalisation de projets concrets (MDDEP, 2009).

Selon les dernières données du bilan de ce ministère, ce dernier porte fruit. En effet, 11 plans d'eau touchés auraient fait l'objet de 19 restrictions d'usage en 2008 comparativement à 24 qui ont fait l'objet de 37 restrictions en 2007. Par ailleurs, l'augmentation de l'implication des citoyens dans le signalement de toute situation d'algues bleu-vert dans leur plan d'eau a également été notée depuis l'instauration du plan. Cette mobilisation a d'ailleurs été rapportée par la Ministre du MMDEP :

Nous avons senti une mobilisation sur l'ensemble du territoire. La preuve, le nombre de signalements reçus cette année (171) est comparable à l'an passé (200). Le virage est quant à moi vraiment amorcé. Le défi est de poursuivre maintenant nos efforts au quotidien, individuellement et collectivement, afin de bien protéger l'une de nos plus grandes ressources : l'eau (MDDEP, 2008, p.1, section 1.11).

Il reste néanmoins encore beaucoup de travail à faire étant donné l'équilibre fragile de nos plans d'eau et la nécessité de maintenir la mobilisation citoyenne dans cette lutte. À ce sujet, une courte définition du concept d'algues bleu-vert et une présentation de leurs répercussions sociales et de santé méritent d'être explorées.

Les algues bleues se définissent de la façon suivante selon le Ministère de la santé et des services sociaux (2010) :

Les algues bleu-vert ou les fleurs d'eau (cyanobactéries) sont des micro-organismes aquatiques qui sont généralement présents dans tous les plans d'eau du Québec. Elles

se multiplient principalement en été dans les eaux riches en matières nutritives, notamment en phosphore. (p.1, par.1).

Elles comportent des conséquences pour la santé publique et pour l'environnement. Selon le MSSS (2010), certaines espèces de cyanobactéries sécrètent des toxines appelées cyanotoxines qui sont dangereuses pour la santé humaine et animale. Ces cyanotoxines peuvent entraîner des irritations de la peau, de la gorge, du nez ou des yeux, des réactions allergiques et même s'attaquer au foie et au système nerveux. L'ingestion d'eau contenant des algues bleu-vert peut également provoquer des symptômes mineurs d'ordre gastro-intestinal (diarrhée, nausées, vomissements). Quoique les effets plus graves au niveau du foie et du système nerveux n'aient jamais été recensés chez les êtres humains, elles ont toutefois causé des mortalités animales au Québec.

Les algues bleu-vert constituent à cet égard un enjeu pour le secteur de l'agroalimentaire. En effet, les toxines produites par ces algues représentent un danger pour la santé animale car l'ingestion d'une eau contaminée peut causer l'empoisonnement des animaux de ferme et conséquemment, représenter un risque pour la santé. À ce sujet, il importe toutefois de souligner que :

[...] le Règlement sur les exploitations agricoles du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs exige que les exploitations agricoles interdisent en tout temps l'accès des animaux aux cours d'eau. De plus, en vertu de la Loi sur la protection des animaux (L.R.Q., c. P-42), le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec interdit aux exploitations agricoles d'abreuver les animaux de ferme avec de l'eau contaminée (Gouvernement du Québec, 2008, p.1, par. 3).

Quoique certaines algues puissent ne pas sécréter de toxines, il n'en demeure pas moins que ces dernières amènent des conséquences en matière de santé environnementale. En effet, elles génèrent une pollution des plans d'eau et favorisent l'eutrophisation des lacs. Conséquemment, elles amènent des répercussions sur le plan esthétique et socioéconomique d'une région. En effet, la présence d'écumes malodorantes qu'elles amènent affecte les

activités récréotouristiques. Les fleurs d'eau entraînent aussi une augmentation des coûts de traitement des eaux et de l'entretien des stations d'épuration.

Par ailleurs, la sécrétion possible de toxines nocives pour la santé comporte aussi un enjeu en termes de santé publique par ses conséquences sur l'alimentation en eau potable (Dauphin, 2008). Ainsi, ce phénomène peut ainsi entraîner une diminution de la valeur marchande des propriétés. La population en vient alors à délaisser les plans d'eau qui l'avaient initialement attirée. Dans la même perspective, les signes de pollution et le visuel d'un environnement dégradé peuvent entraîner plusieurs répercussions psychologiques négatives comme l'augmentation du niveau de stress, la perte de jouissance de la vie ou la dépression.

Face à cette problématique environnementale et de santé et, à la nécessité de maintenir l'engagement des acteurs du milieu dans la lutte aux algues bleues, le développement et la planification de programmes d'éducation communautaires auprès des communautés locales peut, en l'occurrence, s'avérer une avenue prometteuse et génératrice de changement. À ce sujet, le déploiement de programmes viables ayant pour objet la recherche d'engagement à long terme chez les acteurs de l'eau dans la modification de leur comportement devient important. La transformation des schèmes de pensée en vue d'ancrer la protection des lacs et de l'eau dans les valeurs des Québécois, leurs croyances, leurs opinions, et leur identité constitue en ce sens une avenue à privilégier. C'est pour ces raisons que les programmes d'éducation communautaires peuvent apparaître comme une solution au problème.

Les problématiques environnementales ont donné lieu à de nombreuses recherches, dont plusieurs ont examiné les moyens de prévenir ou de contrer le problème. Des recherches en éducation relative à l'environnement, en éducation relative à la santé et en santé environnementale proposent des pistes de solutions ou des réponses pertinentes aux questions soulevées. Les trois prochaines sections présentent les résultats de certaines de ces recherches.

1.2.3 Éducation relative à l'environnement

L'éducation relative à l'environnement se définit pour Sauvé (2007) comme étant :

[...] cette dimension essentielle de l'éducation fondamentale qui concerne notre relation au milieu de vie, à cette « maison de vie » partagée. Au niveau personnel, l'éducation relative à l'environnement vise à construire une « identité » environnementale, un sens de l'être-au-monde, une appartenance au milieu de vie, une culture de l'engagement. À l'échelle des communautés, puis à celle de réseaux de solidarité élargis, elle vise à induire des dynamiques sociales favorisant l'approche collaborative et critique des réalités socio-écologiques et une prise en charge autonome et créative des problèmes qui se posent et des projets qui émergent. (p.1, par.1).

Dans une visée de transformation ou de changement de conduites des acteurs, plusieurs chercheurs se sont intéressés à l'évaluation des retombées des projets prônant l'activisme ou des activités d'éducation sur le terrain en milieu scolaire. Notamment, les recherches de Teutsch, (1998), Walters, Micciulla, Pelligrino et Tara, (1998) et Kesson et Oyler, (1999) démontrent la pertinence de l'action sociale et sa contribution sur le développement d'un esprit communautaire et le sens de l'engagement chez les étudiants et les étudiantes. Elles dénotent en ce sens un lien avec les actions environnementales déployées. Dans la même perspective, les recherches de Chawla (1999) et Cohen, Arnold et Warner (2009) explicitent les facteurs générant la motivation et la participation des acteurs dans un projet d'éducation. Leurs résultats illustrent en l'occurrence le lien entre l'approche d'intervention, soit l'action sociale, et l'engagement des personnes. Elles dénotent aussi l'importance de ce lien dans la modification des conduites.

Toutefois, la problématique de l'eau a peu été traitée dans les recherches portant sur l'action sociale comme approche d'intervention. Seuls les écrits de Teutsch (1998), Noah (2001), Barrie et Miller (1995), et Colburn (1997) abordent la question. Mais aucune d'entre elles n'aborde la question des algues bleu-vert.

Un lien peut néanmoins s'établir entre l'action sociale et l'approche communautaire par les principes de mobilisation, de participation et d'engagement qui sous-tendent les deux

approches. D'ailleurs, l'importance de l'approche communautaire dans la promotion d'une éducation visant l'engagement des acteurs sociaux et la modification des conduites, a été exposée dans les recherches de Taylor (1995) et Whelan (2005).

Du point de vue de l'éducation communautaire, les recherches publiées ont, d'une part, abordé la communication comme moyen d'éducation de la population (Asopa, 1993; Young et Witter, 1994; Oleckno, 1995). Ces dernières se sont principalement intéressées au lien entre les moyens de communication déployés au sein d'un programme d'éducation communautaire et l'atteinte des objectifs, soit de la modification de pratiques attendue chez les acteurs. Dans cette optique, elles dénotent l'effet positif de la communication dans le changement. Par conséquent, les résultats introduisent aussi la pertinence de l'approche communautaire.

Les programmes d'éducation communautaire en tant que modèle d'intervention à préconiser dans le développement de programmes environnementaux viables a d'ailleurs été soulevée dans certaines recherches (Blair, 2008; Cohen, Arnold et Warner, 2009). Toutefois, peu d'études se sont penchées sur la pertinence de l'éducation communautaire relativement aux enjeux de l'eau. Quelques recherches et études de cas ont été menées et ont démontré la viabilité des programmes communautaires dans la gestion des problèmes liés à l'eau tels que sur les habitudes de consommation (Gallanter, 1979; Hansen *et al.*, 1988; Schautz et Conway, 1995). Toutefois, parmi ces dernières, aucune n'aborde la problématique des fleurs d'eau.

1.2.4 Éducation à la santé

Certains problèmes environnementaux, étant donné leurs répercussions sur la santé publique, peuvent être abordés par le biais de l'éducation à la santé. L'éducation à la santé vise à soutenir les intervenants de divers milieux de manière à susciter la réflexion sur leurs pratiques, mais aussi sur les programmes d'éducation déployés. En somme, cette forme d'éducation vise l'autonomie de développement, d'action et de réflexion des personnes et des communautés relativement à la santé et aux inégalités sociales sur cet enjeu (Chaire de recherche du Canada en éducation à la santé, 2008).

Dans ce domaine, plusieurs études se sont intéressées aux modèles d'interventions destinées aux adultes (Parker, Bellis *et al.*, 2002; Trozzolino, Thompson *et al.*, 2003). Dans cette perspective, Begley, *et al.* (2008) ainsi Rimal et Real (2005) se sont intéressées aux facteurs ayant un lien sur l'engagement ou l'adhésion au programme d'intervention en santé.

Plusieurs recherches ont aussi porté spécifiquement sur des interventions spécifiques en milieu communautaire. Ces dernières prennent un angle évaluatif quant à l'atteinte des objectifs d'un programme (Stevens et Hall, 1998; Klassen *et al.*, 2000; Huckle *et al.*, 2005; Lohrmann *et al.*, 2005; Shearer, *et al.*, 2005; Cale et Harris, 2006). Dans une autre perspective, d'autres études se sont intéressées aux aspects à considérer dans le développement de programmes d'éducation en matière de santé (Kendall, 1998; Parker *et al.*, 1998; McCormick *et al.*, 2000; Philips Jr *et al.*, 2001; Ritchie *et al.*, 2004; Chiu et West, 2007; Hughey *et al.*, 2008). Ces recherches mettent de l'avant l'importance du partenariat et de la négociation des sphères d'action entre les acteurs du milieu dans le développement d'un programme d'éducation en santé et conséquemment, véhiculent la pertinence du modèle communautaire. Toutefois, peu de recherches ont abordé des problématiques sanitaires environnementales sous l'angle de l'intervention communautaire, et parmi ces dernières, aucune ne traite de la problématique des algues bleues (Argiropoulos *et al.*, 2000; Barrett, 2001).

1.2.5 Éducation en santé environnementale

L'éducation relative à la santé environnementale constitue un champ d'études relativement nouveau. Pour le moment, les recherches dans ce domaine s'intéressent principalement aux effets de l'environnement sur la santé (Reynolds *et al.*, 2004; Nozu *et al.*, 2006; Collins et Medbery, 2008).

Peu de recherches se sont penchées sur les modèles d'éducation à déployer dans le domaine. En effet, une récente recherche documentaire fait ressortir que peu de recherches abordent le lien entre la santé et les problèmes environnementaux dans une perspective globale. Elles se limitent à l'identification des effets de la pollution sur la santé humaine.

Cet angle de recherche demeure quant aux études portant sur la problématique de l'eau. Peu de ces recherches l'abordent d'un angle plus éducatif. Sous l'angle éducatif, seules les recherches de Burger (2005) et de Parvez, Chen *et al.* (2006) ont été recensées. Burger fait valoir les impacts d'une campagne de sensibilisation sur le niveau de connaissances quant aux risques associés à la consommation de poissons contaminés. La recherche de Parvez, Chen *et al.* (2006) évoque quant à elle le besoin lié à l'éducation des populations défavorisées dans la résolution de problèmes en santé environnementale. Ces recherches présentent en ce sens le développement et la planification de programmes d'éducation communautaire comme solution aux problèmes environnementaux et de santé.

La recherche de Rammelt et Boes (2004) alimente cette solution éducative en s'intéressant à l'étude du déploiement d'une stratégie institutionnelle, développée de concert avec la population, ayant pour objet l'instauration d'un système de gestion de l'eau efficace au Bangladesh. La recherche documentaire n'a cependant pas permis de faire ressortir d'autres projets de recherches axés sur des programmes d'éducation communautaire sur la problématique de l'eau et aucune ne traite de la question des algues bleu-vert.

La prochaine section présente la pertinence de mener une recherche sur les incidences d'un programme d'éducation communautaire dans un milieu aux prises avec les algues bleues.

1.3 Pertinence de la recherche

Depuis la mise en place du nouveau cadre réglementaire et de l'octroi du pouvoir de décision aux acteurs locaux, la mise en place de programmes communautaires constituera une avenue à privilégier. Toutefois, la transmission de connaissances et de savoir-faire relativement à la gestion de l'eau ne saura satisfaire pour protéger les milieux lacustres et agir efficacement dans la lutte aux algues bleu-vert. Sur les enjeux de l'eau, les connaissances et le savoir-faire ne suffisent pas à eux seuls à modifier les conduites des acteurs sociaux, car plusieurs autres facteurs individuels, collectifs et culturels entrent en jeu dans le changement. Pour atteindre leurs visées, les programmes communautaires développés pour la protection

des plans auront à être significatifs pour les acteurs du milieu afin que ces derniers y adhèrent, se mobilisent et qu'une transformation s'en suive et demeure.

L'eau, se définissant en tant qu'un objet social, démontre aussi l'importance d'arrimer les programmes de formation aux réalités des acteurs. Ses usages peuvent être directement rattachés aux expériences, à l'histoire et au vécu des personnes, et conséquemment, teintent la relation établie entre la ressource et la population. Dans cette perspective, les moyens mis en œuvre dans la gestion de l'eau doivent tenir compte des particularités du milieu. Les programmes d'éducation doivent ainsi prendre en considération cette spécificité.

Dans cette optique, étudier ce que pensent les acteurs, participant à un programme d'éducation communautaire sur les algues bleues, de la gestion de l'eau et de ses enjeux, ainsi que les pratiques qu'ils adoptent s'avère prometteur pour le développement et la bonification de programmes d'éducation en santé environnementale. Dans un premier temps, elle donne lieu à une meilleure compréhension des enjeux liés à la gestion et à la protection de l'eau. Dans un deuxième temps, en apportant un éclairage sur les pratiques dans les activités offertes dans un programme d'éducation communautaire sur l'eau et dans la mise en œuvre de pratiques environnementales, elle permet un recadrage des activités organisées pour agir efficacement sur la problématique de l'eau.

Cette recherche contribuera ainsi à enrichir les données et les analyses concernant les programmes communautaires en santé environnementale, en éducation relative à l'environnement et en éducation relative à la santé, d'où sa pertinence scientifique. Les données de cette recherche seront pertinentes dans la mesure où elles s'intéresseront d'une part à un sujet non précédemment couvert, soit les algues bleu-vert. D'autre part, elles aborderont le phénomène des pratiques des riverains dans les activités d'un programme d'éducation sur les algues bleues et l'adoption de pratiques environnementales plutôt que l'évaluation de son efficacité.

Le manque d'études de cas et de modèles d'intervention pour agir sur les problèmes de pollution environnementale a d'ailleurs été soulevé par Kegler et Miner (2004). L'éducation en santé environnementale en tant que moyen pour agir sur les problèmes environnementaux ayant des conséquences négatives pour la santé est d'ailleurs soulevée ces auteures. Elles mettent cependant en évidence le manque de recherche portant sur les processus sociaux et les changements de pratiques liés à ces programmes. En réclamant la nécessité d'une approche holistique dans ce type d'intervention, elles soulignent que des études de cas évaluant les similarités et les différences entre les communautés aideraient certes à faire avancer le champ de l'éducation en santé environnementale en donnant accès, et ce, de l'intérieur, aux caractéristiques des communautés et des milieux facilitant ou limitant l'action sociale.

La pertinence sociale de cette étude, puisque que le cadre réglementaire de l'eau se veut décentralisé et prône une GIBV, réside dans le fait qu'elle s'insère dans les préoccupations des acteurs provinciaux, municipaux, communautaires et locaux. Les données recueillies permettront de saisir ce que pensent les acteurs participant à un programme d'éducation communautaire sur les algues bleues de même que les pratiques qu'ils adoptent. La protection des lacs et le développement durable constituent un défi majeur pour le Québec et cette étude peut apporter un éclairage sur la problématique. En ce sens, elle peut amener des réflexions et des recommandations dans le développement et la planification de programme d'éducation portant la protection des plans d'eau en vue d'agir efficacement.

Malgré l'apport des trois champs de recherches exposés précédemment, soit l'éducation relative à l'environnement, l'éducation en santé et l'éducation en santé environnementale, le problème de la transformation des pratiques et d'adoption de nouvelles conduites à long terme perdure quant aux problématiques de santé et d'environnement. À ce sujet, Van Steenberghe (2004) relate le manque d'adéquation entre la réalité du milieu des acteurs et la réalité saisie par les intervenants dans les programmes d'éducation relatifs à la santé ou à l'environnement. Ce même auteur, citant Cimon (1994), avance que « les programmes de santé, pourtant pleins de bonnes intentions, font encore trop souvent

abstraction des représentations sociales qui sont étroitement reliées aux comportements et à l'agir au quotidien » (Van Steenberghe, 2004, p.126).

En santé environnementale, Van Steenberghe (2004) avance que les éléments constitutifs d'un territoire tel que le taux de chômage, la situation économique, le niveau d'éducation et la présence de déchets toxiques aident à la compréhension de la situation d'un quartier ou d'un territoire, mais que ces derniers sont insuffisants lorsqu'ils sont pris isolément. En ne prenant pas en considération les liens sociaux et les dynamiques relationnelles, ces éléments déshumanisent en quelque sorte les lieux, car ils ne rendent pas compte du sens donné à l'environnement chez les acteurs. L'écoute et la rencontre des résidents deviennent alors un impondérable pour comprendre le sens qu'ils donnent à leur environnement et leur santé. Cimon (1994) rapporte aussi le manque d'adéquation entre la réalité du milieu des acteurs et la réalité saisie par les intervenants dans les programmes d'éducation relatifs à la santé ou à l'environnement. Ainsi, pour reprendre les propos de Duhaime (1998), « il ne sert à rien d'imposer un cadre à une population qui fondamentalement, à cause de ses valeurs et de sa culture, n'adhérera pas à l'orientation, au contenu, à la forme et à la philosophie d'une autre classe sociale[...] » (p.126).

Ce caractère systémique et complexe des enjeux liés à l'environnement peut être mis en lumière par l'étude des représentations sociales (Garnier et Sauvé, 1998). Les représentations sociales favorisent la compréhension des dynamiques menant à la prise de position des différents acteurs et celles qui régissent les conflits entre les groupes. L'étude des représentations sociales se présente en ce sens comme une démarche structurante. Elle permet de dégager les éléments constitutifs autour desquels s'organise et se définit l'objet social telle que la gestion de l'eau dans une municipalité. En élucidant le sens donné par les acteurs sur cet objet, elles donnent lieu à la compréhension de leurs réactions quant aux mesures proposées par l'élucidation des principes générateurs de prises de position individuelles à son égard.

L'étude des représentations sociales s'avère intéressante par le fait qu'elles donnent lieu à la saisie de l'enjeu comme partie constituante de l'objet social. Selon Moliner (1993),

l'enjeu se pose essentiellement en termes de fondation, de maintien ou de renforcement de l'identité, et d'autre part, de la pérennité de la cohésion sociale. Par exemple, la mesure de l'enjeu pourrait se confondre avec les différents niveaux d'implication que sont l'identification personnelle, la valorisation de l'objet et la capacité perçue d'action (Mariotti, 2003). Dans cette perspective, en donnant à la saisie de l'enjeu en tant que partie constituante de l'objet social, l'étude des représentations sociales devient pertinente pour comprendre les pratiques des acteurs dans les activités d'un programme communautaire et la mise en place des conduites environnementales préconisées. En d'autres mots, la représentation sociale permet d'expliquer comment l'objet social agit sur le maintien ou le renforcement de l'identité des riverains, des citoyens et des gestionnaires municipaux.

C'est dans cette perspective que l'étude des représentations sociales permet de comprendre la vision et la position des riverains en regard de la gestion de l'eau pour assurer la protection des plans d'eau dans la municipalité. La saisie de l'objet, de sa dynamique, de son contenu et de ses enjeux donne un repère pertinent pour comprendre les raisons entourant la participation aux activités offertes ainsi que les difficultés associées aux changements de pratiques environnementales des riverains.

En somme, des recherches dans le domaine démontrent qu'il est crucial, pour les programmes d'éducation communautaire, de tenir compte des représentations sociales des acteurs auxquels ils s'adressent et il n'existe pas, à notre connaissance et compte tenu de la recension des écrits réalisée, d'études ayant porté au Québec sur cette problématique et, en particulier, dans le contexte de la lutte contre les algues bleues.

1.4 Question de recherche

Étant donné les difficultés associées aux transformations des pratiques liées aux enjeux environnementaux, le manque de modèle pour intervenir, et le manque de recherches ayant porté sur les représentations sociales d'acteurs participant à un programme d'éducation communautaire sur des enjeux environnementaux, en particulier, sur la problématique de l'eau, cette recherche vise à répondre aux questions suivantes :

- Quelles sont les représentations sociales des acteurs, participant à un programme d'éducation communautaire sur les algues bleues, de la gestion de l'eau et de ses enjeux ?
- Quelles sont les pratiques environnementales qu'ils adoptent et en quoi ces pratiques sont-elles liées à leurs représentations sociales ?

Les difficultés liées aux transformations de pratiques par les programmes d'éducation communautaire ont été présentées dans ce chapitre de manière à démontrer la complexité associée au changement social et cerner la problématique. Ensuite, la situation des plans d'eau au Québec a été exposée de manière à démontrer la pertinence de développer et de planifier des programmes d'éducation communautaire sur le sujet. L'étude des points de vue au moyen des représentations sociales des riverains en regard de la gestion de l'eau et des activités déployées a également été introduite en vue d'enrichir les données relatives au développement de programmes d'éducation communautaires sur les questions de l'eau.

En résumé, les recherches exposées ont permis de démontrer que la modification des pratiques demeure toujours difficile. Ainsi, dans la mesure où des obstacles seraient pratiquement inexistantes sur le plan matériel et financier, il est à supposer que les difficultés associées au changement s'avèrent être d'un tout autre ordre. Des facteurs psychologiques et sociologiques entreraient en jeu dans l'évolution des pratiques environnementales et pourraient permettre de mieux comprendre la stagnation ou un faible taux de participation dans un programme d'éducation communautaire sur les algues bleues, d'où l'intérêt d'étudier les points de vue des acteurs sur les enjeux de la gestion et de la protection de l'eau. Ces propos nous amènent donc à l'élaboration d'un cadre théorique portant sur les représentations sociales.

CHAPITRE II

CADRE THÉORIQUE

Ce chapitre comprend cinq parties. Il clarifie d'abord le concept de représentations sociales. À cette fin, une présentation de deux écoles de pensée, soit l'école d'Aix-en-Provence et celle de Genève, est menée de façon à arrêter la définition et le modèle de représentations sociales retenus dans le cadre de cette recherche. Ensuite, la différence entre le concept de représentation et celui de représentation sociale est présentée par une description des conditions nécessaires pour générer un processus représentationnel et social. De plus, une analyse de l'objet d'intervention d'un programme d'éducation communautaire sur les algues bleues est réalisée et explique que ce dernier peut être générateur de représentations sociales. Enfin, l'étude des représentations sociales dans le cadre d'un programme d'éducation communautaire sur les algues bleues et le lien entre les pratiques et les représentations sociales sont dressées et conduit vers les objectifs de recherche.

2.1 Représentations sociales

Cette section définit le concept de représentations sociales. Elle présente une série de définitions par la présentation d'études d'auteurs de renom dans le domaine. Ensuite, elle explique les éléments à considérer dans l'étude des représentations sociales par une présentation des deux écoles de pensée les régissant.

L'étude de la pensée des personnes peut amener à la compréhension de leurs conduites et de leurs réactions à l'égard de différents objets sociaux. En effet, puisque les représentations sociales constituent la façon dont les personnes construisent leur réalité et expliquent leurs expériences par le partage de savoirs de sens commun, l'identification de ces

représentations s'avère intéressante pour mieux comprendre la position des riverains en regard des enjeux de l'eau sur leur territoire et cerner leurs pratiques en la matière.

Pour Michel-Guillou (2006), les représentations sociales correspondent à différentes modalités de connaissances véhiculées par la société. Elles permettent à l'individu d'appréhender son environnement social et physique en lui conférant une vision du monde. Elles se présentent donc comme une sorte de repère guidant l'individu dans ses interactions. Ce caractère social propre au concept des représentations sociales s'avère partagé par d'autres auteurs. Pour Rouquette et Rateau (1998), elles sont une catégorie fondamentale de la sociabilité. Elles sont une clé qui donne accès à la compréhension de l'ensemble des manifestations sociales. Les représentations sociales dépendent ainsi d'une double logique : sociale et cognitive. Elles régissent en ce sens la pensée sociale.

La pensée sociale désignerait à la fois les spécificités de la pensée lorsqu'elle réfère à des phénomènes sociaux, et également, à la construction de la pensée déterminée par les rapports sociaux qu'un objet suscite (Rouquette et Rateau, 1998). En effet, pour ces auteurs, dès qu'il y a pertinence sociale, aucun objet n'échappe à ces clauses puisque l'humain n'appréhende le monde qu'au travers de représentations différenciées ou en quelque sorte dialoguée. C'est donc les façons de voir qui l'emportent sur la nature objective de ce qui est vu, au même moment, chaque individu est persuadé que sa propre façon de voir coïncide avec la vérité.

Markova et Wilkie (1987) soulignent que la connaissance n'est pas une propriété privée, mais qu'elle constitue davantage une propriété publique. Selon ces auteures, la connaissance ne peut pas se limiter à l'articulation et l'imbrication des différentes connaissances individuelles. La connaissance relative à un objet social serait au contraire liée à la prise de position d'un individu en réponse au processus d'analyse des zones de similitudes et de la mise en commun des informations s'y rapportant avec les acteurs sociaux. Cette dynamique, la mouvance et la nature changeante de la conception d'une idée, est rapportée par Mead (1934). Mead avance aussi que la pensée d'un individu, ses positions par rapport à un objet social, ne constitue pas une unité statique. Elle est plutôt le résultat d'un

processus interactif entre les membres d'une communauté vivant ensemble et évoluant au moyen des processus de communication. Dans cette perspective, la connaissance peut également être considérée comme un produit social.

Deux processus sont impliqués dans la construction de la pensée sociale et expliquent comment le social transforme une connaissance en représentation et comment cette représentation transforme le social (Ouellet, 2005). Ces derniers sont propres aux représentations sociales. Il s'agit du processus d'objectivation et d'ancrage.

L'élaboration du contenu de la représentation se fait par le processus d'objectivation. L'objectivation rend concret ce qui est abstrait en modélisant le savoir scientifique en l'image d'une chose (Doise, 1989). C'est cette image qui est véhiculée dans le relationnel et qui engendre la construction de la pensée sociale sur l'objet. Il s'agit là de la pensée du sens commun. Quant à l'ancrage, ce processus consiste à l'incorporation de l'étrange dans un réseau de catégories plus familières (Doise, 1989). En d'autres mots, il marque les modalités d'insertion dans le social et les fonctions qui y sont rattachées (Ouellet, 2005). Il est possible d'illustrer concrètement en quoi consiste le processus de l'ancrage et ses implications par une recherche de Moscovici. Moscovici (1961) démontre comment l'identité des opinions n'implique pas nécessairement l'identité des arguments pour un même objet en expliquant pourquoi les catholiques et les communistes rejetaient psychanalyse. Cette recherche précise que les catholiques la rejetaient d'un point de vue moral tandis que les communistes la bannissaient pour des raisons économiques. Cette situation évoque ainsi l'importance de l'étude de ces processus dans l'établissement d'un lien entre le psychologique et le sociologique.

En complément à ses deux processus de construction, les représentations sociales se caractérisent par ailleurs par deux traits complémentaires, soit leur historicité et leur altérité. Pour commencer, l'historicité permet la saisie des relations intergroupes et du cadre dans lesquels les représentations sociales se bâtissent. Elles sont à la fois les produits de l'histoire, mais elles participent simultanément à son évolution. Les valeurs, les repères, les principes d'un groupe ne sont pas le fruit du hasard. L'histoire et le lieu d'existence d'un groupe

orientent nécessairement les prises de position de ses membres. C'est en fonction de ces repères qu'ils interagissent et qu'ils définissent leur identité.

L'historicité englobe donc tout cet héritage qui façonne l'interprétation du monde des acteurs sociaux. C'est donc à partir des prises de position négociées au travers les échanges des acteurs sociaux que l'évolution et le changement deviennent possibles à long terme. Rouquette et Rateau (1998) saisissent bien cette dynamique :

Les représentations sociales sont aussi des produits de l'histoire. Leur contenu résulte d'une élaboration lente qui n'est pas indépendante des mouvements profonds de la société, des modes de production de sa richesse et de son organisation politique. (p.17)

C'est donc en fonction de cette dynamique que « *l'histoire* » influence les représentations sociales, et que dans le temps, cette même représentation devient « *histoire* ».

D'autre part, l'altérité réfère au principe qu'il est possible que deux groupes rejettent une même idée, mais que ce rejet s'explique pour des motifs différents. Ainsi, si on se rapporte aux représentations sociales, l'altérité pourrait se définir simplement comme suit : « les représentations des uns ne sont pas celles des autres » (Rouquette et Rateau, 1998, p. 18). Ce postulat s'illustre bien par la recherche de Moscovici (1961) qui démontre que les catholiques et les communistes rejetaient tous les deux la psychanalyse. C'est d'ailleurs par le concept d'altérité, présent dans les rapports polémiques, qu'apparaissent les prises de position des acteurs sociaux, et donc, leurs représentations sociales d'un objet donné. En effet, le conflit implique toujours une définition de l'identité par des prises de position qui s'explicitent dans les communications, et ce, souvent de manière radicale.

Les représentations sont donc sociales au sens où elles constituent à la fois le produit et le reflet des processus sociaux et par le fait qu'elles sont partagées par les membres d'un groupe donné qui lui octroient cette unicité. De plus, par l'image sociale de l'objet générée chez un groupe, elles contribuent à la fois à sa cohésion et à son identité. Les représentations sociales sont par ailleurs cognitives considérant les prises de position individuelles qu'elles

permettent, lesquelles sont régies par des règles liées au fonctionnement cognitif. En ce sens, les représentations sociales font référence à différents processus cognitifs (ancrage, objectivation, catégorisation, attribution causale, schème) dont la mise en œuvre dépend des conditions sociales dans lesquelles elles s'élaborent et se transforment. Les représentations sociales d'un objet s'avèrent donc fortement contextualisées et diverses fonctions leur sont attribuables. Tout d'abord, elles donnent lieu à l'agencement des conduites et des discours dans le partage de valeurs, de normes et de croyances entre les membres d'un groupe. Ensuite, elles jouent un rôle important dans le maintien de la cohésion sociale à partir de laquelle se forment et évoluent les groupes de la société. Elles permettent aussi à un individu d'interpréter et de justifier le monde qui l'entoure et de se positionner dans un environnement en fonction de repères spécifiques. Elles préservent également la spécificité des groupes sociaux en donnant un cadre permettant aux individus de justifier leurs positions. L'étude des représentations sociales se présente ainsi comme un moyen tout indiqué pour rendre compte de la position des riverains en regard de la gestion de l'eau pour assurer la protection des lacs sur leur territoire et expliquer leurs pratiques environnementales déclarées dans le cadre de ce programme.

L'étude des représentations sociales d'un objet se distingue à la fois par l'identification de ses contenus et par le repérage de son organisation. Le contenu de la représentation réfère aux croyances, aux valeurs, aux opinions et aux attitudes des membres d'un groupe social de l'objet donné, soit les connaissances de cet objet, tandis que l'étude des processus d'organisation de la représentation donne lieu au repérage des liens, des relations et de la hiérarchie entre les éléments. Elle permet d'accéder à l'organisation interne de l'ensemble des composantes de la représentation (Michel-Guillou, 2006).

À ce sujet, les chercheurs de l'école d'Aix-en-Provence ont élaboré une approche fondée sur l'identification d'invariants structuraux intégrant un système conceptuel spécifique nommé « noyau central » (Michel-Guillou, 2006). L'approche du noyau central stipule que l'organisation d'une représentation sociale est fondée sur un rapport de complémentarité, d'ordre qualitatif entre, d'une part, le système central, et d'autre part, le système périphérique. Le système central est constitué d'un petit nombre d'éléments qui ont

pour caractéristiques essentielles d'être consensuels, stables dans le temps, et liés à l'objet de façon inconditionnelle (Eyssartier, Joule *et al.*, 2007). Le noyau central correspond donc à la partie normative de la représentation. Il est déterminé par l'histoire du groupe et ses références idéologiques. Il est marqué par la mémoire collective (Mamontoff, 1996). Autour du noyau s'organisent des éléments périphériques. Les éléments du système périphérique constituent l'essentiel du contenu de la représentation, sa partie la plus accessible, la plus concrète. Ils comprennent des informations retenues et interprétées, des jugements formulés à propos de l'objet et de son environnement, des stéréotypes ainsi que des croyances. Le système périphérique résulte donc en l'ancrage de la représentation dans la réalité. Il donne lieu à son habillage en des termes concrets, compréhensibles et transmissibles. En effet, les éléments périphériques intègrent les composantes d'une situation dans laquelle se produit la représentation. Ils évoquent le présent et le vécu des sujets (Abric, 2003a).

Dans cette perspective structuraliste, Abric (1987) distingue deux dimensions fondamentales d'une représentation sociale, soit la dimension normative qui réfère aux facteurs socio-affectifs et idéologiques, et la dimension fonctionnelle qui interpelle une finalité opératoire. En ce sens, les éléments périphériques de la représentation jouent un rôle d'interface entre le noyau central et la réalité à laquelle ils sont liés. Ils correspondent à la partie fonctionnelle et concrète de la représentation. Ils autorisent ainsi l'intégration de variations interindividuelles à la représentation. Ces dernières peuvent être parfois liées aux expériences personnelles ainsi qu'aux pratiques spécifiques développées par les personnes en regard de l'objet (Eyssartier, Joule *et al.*, 2007). C'est donc les éléments périphériques qui permettraient de comprendre pourquoi malgré l'adoption de croyances communes par rapport à un objet, des individus adopteraient des pratiques différentes (Abric, 2003a). Ce lien entre « représentation » et « agir » a d'ailleurs fait l'objet de nombreuses études. En ce sens, le système périphérique aurait comme première fonction la concrétisation du système central en termes de conduites et de prises de position. Plus flexible, souple et évolutif, le système périphérique permettrait aussi d'assurer une seconde fonction, soit la régulation et l'adaptation du système central à la réalité concrète (Mamontoff, 1996). Ainsi, selon cette approche structurale, l'identification de deux noyaux centraux distincts est nécessaire pour attester de l'existence de deux représentations sociales en regard d'un même objet. En

d'autres termes, deux groupes pourraient partager la même représentation d'un objet, et donc, partager le même noyau central, mais avoir des schèmes périphériques différents (Flament, 1994).

Pour les tenants de l'école de Genève, l'étude des représentations sociales ne peut toutefois pas se limiter à l'identification de son système central et au repérage de son système périphérique (Michel-Guillou, 2006). Cette approche limite le cadre d'analyse de la représentation sociale en ne prenant pas en compte sa dynamique et son intégration dans le champ social. Selon Doise (1992), la détermination des contenus permet certes de réduire les incertitudes concernant les frontières entre les éléments constitutifs et non-constitutifs de la représentation. Toujours selon Doise, cette restriction a pour effet de les faire apparaître comme des réalités en soi, dotées d'une existence autonome. Une démarche descriptive se trouve en ce sens privilégiée aux dépens d'une démarche explicative. Ainsi, pour les théoriciens de cette école, toute étude exhaustive des représentations sociales devrait en même temps décrire les représentations sociales en tant que réalités objectives, mais considérer à la fois leur ancrage dans les dynamiques relationnelles. Étudier l'ancrage revient en l'occurrence à trouver un sens pour la combinaison particulière de notions qui forment le contenu de la représentation. Or, ce sens ne pourrait pas être déterminé que par l'analyse interne des contenus sémantiques d'une représentation puisqu'ils réfèrent nécessairement à d'autres significations régissant les relations symboliques entre les acteurs.

La signification d'une représentation est toujours imbriquée ou ancrée dans des significations plus générales intervenant dans les rapports symboliques propres à un champ social donné (Doise, 1992). Ainsi, pour saisir l'aspect social des représentations, il faut donc étudier leur fonction dans le modelage des communications et des rapports sociaux. « Il s'agit d'articuler les études de dynamiques de relations, communications et représentations sociales avec l'étude des processus psychologiques qui les accompagnent. » (Doise, 1985, p.85). La mise en évidence des variabilités individuelles au sein des représentations sociales constitue par le fait même l'un des principes fondamentaux de cette école. En effet, elles permettent d'illustrer le reflet des expressions individualisées de la représentation sociale élaborée par un groupe. Sous cet angle, les représentations sociales sont considérées comme des principes

générateurs de prises de position. Elles fournissent un cadre de référence commun et permettent en l'occurrence la régulation des rapports symboliques entretenus entre les acteurs d'un groupe donné et l'objet (Clémence, Doise *et al.*, 1994).

C'est donc en tant que principes organisateurs que les représentations sociales permettent de rendre compte des positions personnalisées des membres d'un groupe se situant en position avec l'objet de représentation. En effet, les positions interindividuelles, par rapport aux principes organisateurs de la représentation, varient en fonction de l'importance de l'enjeu ou de leur insertion sociale dans un contexte donné. Il importe donc, dans l'étude des représentations sociales, d'analyser les principes organisateurs des prises de position par rapport à des enjeux considérés importants pour les membres d'un groupe. En effet, cette démonstration permet de rendre compte de la dynamique sociale entourant l'objet étudié et de saisir toute la pensée sociale organisée autour de ce dernier.

Pour reprendre les propos de Michel-Guillou (2006), l'étude des représentations sociales devrait ainsi comporter trois phases selon les chercheurs de l'école de Genève.

[...] mettre à jour un savoir commun ; mettre à jour les principes organisateurs de positions individuelles par rapport aux points de repères fournis par ce savoir commun ; mettre à jour les ancrages de ces positions dans des réalités sociopsychologiques, et restaurer la représentation dans une dynamique sociale ou groupale (p.159).

Dans le cadre de cette recherche, l'identification des principes organisateurs des prises de position individuelle des riverains en regard de la gestion de l'eau est recherchée en vue de comprendre les pratiques des riverains dans les activités éducatives déployées dans leur municipalité et les pratiques environnementales déclarées. En ce sens, l'approche systémique ou le modèle de l'école de Genève est retenue dans le cadre de cette recherche. En effet, la mise en évidence des variabilités individuelles au sein des représentations sociales de la gestion de la protection de l'eau ainsi que ses enjeux permet d'illustrer le reflet des expressions individualisées de ces représentations sociales élaborées par un groupe de riverains. Cette approche peut apporter en l'occurrence un éclairage sur la dynamique sociale

entourant la gestion de la protection de l'eau et une saisie de la pensée sociale organisée autour de ce dernier. Ce modèle se montre en ce sens un cadre de référence intéressant pour expliquer les pratiques environnementales et les pratiques des riverains dans les activités du programme.

D'abord, il permet d'analyser le processus de positionnement des groupes à l'intérieur d'une population de riverains dans une communauté par la verbalisation et la rationalisation des pratiques environnementales déclarées. Ensuite, il permet aussi de repérer comment les représentations sociales s'ancrent et se produisent dans ces groupes et participent aux processus transformation identitaire des riverains dans des contextes de changements environnementaux. De plus, il sert à étudier la manière dont les représentations sociales de la gestion de la protection de l'eau et de ses enjeux et les pratiques s'articulent mutuellement, car les représentations sociales se veulent avant tout fonctionnelle en se voulant une réponse à des problèmes pratiques qui demandent un ajustement en fonction des contextes.

Néanmoins, avant de s'attarder à l'étude de la représentation sociale d'un objet, il importe de s'assurer que cet objet donne réellement lieu à l'élaboration d'un phénomène représentationnel. La prochaine section s'attardera à la question.

2.2 Objet d'étude applicable aux représentations sociales

Cette section présente les conditions nécessaires pour qu'un objet soit générateur d'une représentation sociale. Elle répond à la question suivante : tous les objets sociaux sont-ils objets de représentations sociales? Elle précise ce sens la différence entre ce qui relève d'une représentation sociale et ce qui n'en relève pas.

Moliner (1993) présente cinq conditions nécessaires à l'établissement d'un processus représentationnel. Ces dernières sont 1) l'objet; 2) le groupe; 3) l'enjeu; 4) la dynamique sociale et 5) l'orthodoxie.

La première condition se rapporte à l'objet. Il n'y a pas de représentation sans objet. Toutefois, pour être générateur de représentation sociale, l'objet doit être polymorphe. L'objet de représentation doit ainsi toujours correspondre à une classe d'objets. En d'autres mots, l'objet doit pouvoir regrouper plusieurs autres objets. Pour reprendre les exemples de Moliner (1993), la maladie mentale, le travail, la toxicomanie et la culture constituent des objets polymorphes, car il n'existe pas un seul type de maladie mentale ou de culture au sens où ils s'expriment différemment dans nos sociétés. L'objet doit donc pouvoir apparaître sous diverses formes dans la société.

La deuxième condition renvoie à la notion de l'enjeu. Pour être un objet de représentation, l'objet doit revêtir une importance particulière pour un groupe social spécifique. Cette valeur d'enjeu est liée aux rapports entretenus entre l'objet et le groupe social. À ce sujet, deux types d'enjeux motivent le processus représentationnel, soit l'enjeu d'identité et l'enjeu du maintien de la cohésion sociale. L'enjeu d'identité passe par le maintien de l'identité psychosociale des individus qui compose le groupe social. Dans cette perspective, l'objet se situe au cœur du groupe. Il fonde sa survie et assure l'identité de ses membres. L'enjeu du maintien de la cohésion sociale se rencontre plutôt dans les situations où une cohésion groupale est préexistante. En ce sens, l'enjeu de maintien est concerné lorsqu'un groupe déjà constitué s'avère confronté à un objet nouveau. Ainsi, comme le rapporte Mariotti (2003), l'enjeu identitaire renvoie à une « configuration structurelle » pour laquelle c'est l'objet qui forme le groupe et l'enjeu de cohésion sociale à une « configuration conjoncturelle » où l'objet apparaît dans le groupe déjà formé.

La troisième condition fait référence à la notion du groupe social : « si les trois conditions posées par Moscovici peuvent se réaliser, ce n'est que dans la dynamique du fonctionnement d'un groupe social. » (Moliner, 1993, p. 8) L'existence d'un groupe social devient donc une condition essentielle pour supposer de l'existence d'une représentation sociale d'un objet.

Il importe donc d'identifier un ensemble d'individus ayant quelque chose en commun, communiquant entre eux régulièrement et se situant en position avec l'objet de

représentation pour être face à un processus représentationnel. La configuration de ces groupes peut être soit « structurelle » ou « conjoncturelle ».

La quatrième condition renvoie au concept de la dynamique sociale. La dynamique sociale élucide l'enjeu de l'objet dans le groupe social. Cet enjeu ne peut se comprendre que si les relations que les groupes entretiennent avec d'autres groupes sont envisagées. En d'autres mots, si l'objet de représentation a une valeur d'enjeu, c'est que cet objet est au centre d'une interaction sociale et que cet objet est investi d'une certaine valeur pour ceux qui le manipulent.

Pour terminer, la cinquième condition se rapporte à l'absence d'un système orthodoxe. Comme le rapporte Moliner (1993), la présence et l'action efficace d'un système de contrôle et de régulation dans une situation sociale empêchent l'apparition du processus représentationnel en s'opposant notamment à la dispersion de l'information et en favorisant l'émergence de l'élaboration d'idéologies.

D'autres conditions s'ajoutent et complètent la liste de celles définies par Moliner. Mariotti (2003), citant Marchant (2000), spécifie que la présence d'une polémique sur l'objet social serait nécessaire pour engendrer un processus représentationnel. Il spécifie que la polémique génère des prises de position dans les groupes, d'où la création de rapports sociaux d'alliance ou d'opposition. Selon lui, seuls les objets à caractère polémique donneraient donc lieu à la construction de processus représentationnels, et donc, à la création d'objets sociaux. Dans le même ordre d'idées, Rouquette et Rateau (1998) avancent qu'il existe une représentation de tout objet possible. Néanmoins, ils précisent que certains sont plus enclins à en générer étant donné les enjeux, les aspects historiques et les symboliques dont ils sont chargés. Ce sont donc ces aspects et ces enjeux, les plaçant au cœur d'un grand nombre d'interactions et de jeux d'oppositions, qui favoriseraient la cristallisation de représentations sociales et la création d'un objet social.

La question qui se pose revient ainsi à savoir si la problématique de l'eau et plus précisément, la pollution de l'eau par les cyanobactéries et la préservation des milieux lacustres, constituent un objet générateur de représentations sociales.

2.3 Représentations sociales des enjeux de l'eau : la protection des plans d'eau

Cette section rapporte les cinq conditions évoquées par Moliner (1993) pour se retrouver en face d'un processus représentationnel en lien avec la gestion de la protection de l'eau et le problème des algues bleues

L'objet, le groupe, l'enjeu, la dynamique sociale, ainsi que l'absence d'orthodoxie s'avèrent notables dans la problématique des algues bleues. Premièrement, la pollution de l'eau et la protection des plans d'eau constituent un objet polymorphe au sens où ils apparaissent sous diverses formes dans la société. En effet, il existe plusieurs types de pollution de l'eau et différents moyens de protection des lacs. Deuxièmement, la notion d'enjeu interfère dans la problématique des algues bleues et la protection des milieux aquatiques puisqu'elles revêtent une importance particulière pour un groupe social spécifique ou une communauté. Dans le cas des algues bleues, cette valeur d'enjeu réfère à l'enjeu du maintien de la cohésion sociale d'une population étant donné leur confrontation à ce nouvel objet problématique. Les problèmes rattachés à la pollution de l'eau et à la protection des lacs rendent aussi possible l'identification d'un ensemble d'individus ayant quelque chose en commun. Le cadre réglementaire de l'eau et la présence du problème dans le milieu situent les membres du groupe social en relation avec l'objet et les incitent à communiquer régulièrement entre eux sur le sujet. Les membres de la communauté d'une municipalité donnée, soit les riverains, les citoyens et les gestionnaires municipaux introduisent par conséquent la notion du groupe social.

Quant à la dynamique sociale, celle-ci est présente par l'existence de la problématique de l'eau au centre d'une interaction sociale en renvoyant à un enjeu du maintien de la cohésion sociale de la population. La qualité de l'eau et la protection des lacs peuvent constituer un objet investi d'une certaine valeur pour ceux qui le manipulent ; l'eau

étant gage d'identité, d'historicité, de fierté et d'appartenance chez les membres d'une communauté donnée. L'absence d'un système d'orthodoxie est aussi notable sur la question des algues bleues offrant par le fait même un terrain favorable au déploiement d'un processus représentationnel. L'environnement présente par ailleurs une polémique étant donné les enjeux qu'il renvoie. L'idée de territoire ou de ressources à partager illustre bien ce contexte générateur d'opposition tout comme la situation des lacs au Québec et le développement durable. En effet, les riverains, les citoyens, les investisseurs et les gestionnaires municipaux peuvent générer des rapports sociaux d'alliance ou d'opposition. Dans la même perspective, les caractéristiques de l'eau telle sa rareté, son inégalité en termes de répartition et sa nature culturelle, symbolique et sociale, créent aussi en elles-mêmes une polémique.

La protection des lacs constitue un objet générateur de représentations sociales puisqu'il remplit les conditions évoquées par Moliner (1993). Puisqu'elles remplissent toutes ces conditions, la lutte aux algues bleues et la conservation des milieux lacustres constituent un objet propice à la construction d'un processus représentationnel. Dans cette optique, cet objet s'avère tout indiqué pour l'étude des représentations sociales et rendre compte des incidences d'un programme d'éducation communautaire dans un milieu aux prises avec les algues bleues.

L'étude des représentations sociales dans l'analyse des pratiques des riverains aux activités offertes dans un programme d'éducation et la mise en œuvre de nouvelles pratiques environnementales fera ainsi l'objet de la prochaine section.

2.4 Étude des représentations sociales dans le cadre d'un programme d'éducation communautaire

La prochaine section précise en quoi l'analyse de la dynamique représentationnelle permet d'élucider la portée transformatrice d'un programme d'éducation communautaire, et conséquemment, favoriser la compréhension des pratiques des riverains dans les activités du programme et les pratiques environnementales qu'il veut promouvoir.

Les pratiques environnementales des riverains et celles comprises dans les activités du programme communautaire peuvent être mise en lumière par l'analyse de la dynamique représentationnelle.

Flament (1994) propose un modèle structural de la dynamique représentationnelle. Selon cet auteur, le principal facteur de transformation résiderait dans la mise en place de pratiques nouvelles dans un groupe en réponse à une modification de leur environnement.

La cognition est ainsi à la fois prescriptive et descriptive. La notion de prescription renvoie à l'idée d'un guide pour l'action. Par exemple, elle réfère aux pensées telles que « je dois faire ceci ou cela », « il est préférable de ». Dans cette perspective, l'aspect prescripteur d'une cognition constitue l'intermédiaire entre la pensée et les conduites chez un individu. Ainsi, au niveau groupal, il y aurait toujours des prescripteurs absolus, soit l'existence de prescriptions incontournables et inconditionnelles agissant comme principes organisateurs de l'ensemble des autres prescriptions dans un groupe. En l'occurrence, les cognitions centrales sont posées comme des prescriptions absolues par leur nature inviolable et réfèrent au noyau central de la représentation.

À ce sujet, Flament (1994) ajoute un élément important. Il cite : « les prescriptions tendent à apparaître, au niveau discursif comme inconditionnelle, alors qu'au niveau cognitif, elles sont pour la plupart, conditionnelles » (p. 38). Ce modèle propose en l'occurrence que les membres d'un groupe puissent partager un discours similaire sur une situation X et adopter à la fois des conduites différentes en fonction des conditions annexées à cette situation.

En ce sens, les cognitions périphériques s'appréhendent comme des prescriptions conditionnelles qui renvoient aux conduites particulières dans une situation donnée. Elles autorisent ainsi de possibles transgressions. Selon Souchet et Tafani (2004), ce modèle rend par le fait même compte du lien entre représentations sociales et pratiques sociales en soulignant l'aspect prescriptif des cognitions associées à un objet de représentation.

C'est dans cette perspective, par l'illustration de la dynamique représentationnelle, que l'analyse des pratiques des riverains dans les activités du programme et dans l'adoption de nouvelles conduites environnementales est intéressante. D'une part, l'état de la situation peut donner lieu à une saisie de la réceptivité des acteurs envers un programme d'éducation communautaire et à l'intérêt d'y participer d'un point de vue général. D'autre part, les pratiques environnementales proposées, en référence aux principes organisateurs de la représentation, peuvent s'avérer un angle d'analyse enrichissant pour rendre compte de leur adoption chez les riverains. L'étude des représentations sociales constitue en l'occurrence un moyen efficace pour comprendre les pratiques des acteurs d'un milieu dans un programme d'éducation communautaire sur l'eau. Les représentations sociales permettent de rendre compte de l'adaptation des activités du programme avec la réalité du milieu, et conséquemment, de faire valoir leur portée. Ce constat nous incite donc à examiner les relations pouvant exister entre les pratiques déclarées des riverains et leurs représentations sociales de la gestion de l'eau pour mieux comprendre leurs pratiques déclarées dans les activités d'un programme d'éducation communautaire et la modification de leurs pratiques environnementales.

Par ailleurs, il a été démontré que certains apprentissages peuvent être mis en lumière par l'étude des représentations. Comme le rapporte Sauvé et Machabée (2000), la représentation constitue le point focal des apprentissages à l'égard d'un objet. L'analyse de la représentation peut en ce sens informer sur la synthèse progressive que se fait le sujet relativement aux expériences avec l'objet d'apprentissage.

À ce niveau, l'étude de la caractérisation des représentations-type de l'environnement de Sauvé (2007) démontre le lien entre les différentes conceptions de l'environnement (nature, ressource, problème, système, milieu de vie, biosphère, projet communautaire), les valeurs privilégiées par ces dernières ainsi que les problèmes identifiés par les acteurs en fonction de ces représentations. Dans cette recherche, la présentation des visées de l'éducation relative à l'environnement, de ses stratégies et des actions à prendre en regard de ces différentes représentations illustre en ce sens les différentes positions des groupes. En ce sens, elle met indirectement de l'avant la prédisposition des acteurs à participer à certaines

d'activités de formation et à mettre en place des pratiques environnementales en fonction de leurs conceptions de l'environnement.

Il est toutefois à préciser qu'il ne suffit pas de transmettre une nouvelle information pour que se modifie le lien entre le sujet et l'objet et que se transforment la représentation (Garnier et Sauvé, 1998). Il s'agit plutôt d'un phénomène complexe où les représentations et les pratiques s'engendrent mutuellement dans un processus de transformation où la capacité d'action perçue, l'enjeu de l'objet, l'urgence de la situation perçue entrent en interaction. En effet, il ne s'agit pas d'un processus direct d'influence de l'un par rapport à l'autre qui aboutit à des transformations. Néanmoins, la plupart des auteurs s'entendent pour dire qu'il n'est pas possible de dissocier la représentation, le discours et la pratique (Abric, 2003a).

Dans le cadre de cette recherche, la compréhension des pratiques dans les activités du programme d'éducation communautaire et dans la mise en place de nouvelles pratiques environnementales chez les riverains sont recherchées. L'objet d'intervention, étant un objet générateur de représentations sociales, montre que l'analyse des liens entre les pratiques et les représentations sociales est une avenue intéressante.

En effet, pour les tenants de l'école de Genève, la mise en évidence des variabilités individuelles au sein des représentations sociales de la gestion de la protection de l'eau peut permettre d'analyser le processus de positionnement des groupes à l'intérieur d'une population de riverains dans une communauté. Ces prises de position peuvent servir de repère pour expliquer comment les représentations sociales s'ancrent et se produisent dans ces groupes et pour étudier la manière dont les représentations sociales les pratiques s'articulent mutuellement.

2.5 Objectifs de recherche

La recherche vise à cerner les représentations sociales des riverains en regard de la gestion de l'eau dans leur municipalité. Elle vise aussi à identifier les pratiques

environnementales des riverains d'une municipalité et à établir des liens entre leurs pratiques et leurs représentations.

Les objectifs de cette recherche sont, dans le contexte d'un programme d'éducation communautaire sur les algues bleues, de :

- décrire le programme d'éducation communautaire Bleu Laurentides
- dégager les représentations sociales de la gestion de l'eau chez les riverains
- identifier leurs pratiques environnementales déclarées dans le cadre de ce programme d'éducation communautaire.
- analyser les relations entre les représentations sociales que se font les riverains de la gestion de l'eau et les pratiques environnementales déclarées.

CHAPITRE III

MÉTHODOLOGIE

Ce chapitre comprend six sections. D'abord la démarche générale de recherche est présentée. Ensuite, l'opérationnalisation de la méthodologie de recherche est décrite. Elle explique le processus de sélection du site à l'étude, des participants et des techniques de collecte de données. Une description du programme étudié est aussi présentée. La troisième section s'intéresse à la collecte des données. Elle précise les étapes de la démarche sur le terrain selon leur ordre chronologique ainsi que les critères de scientificité. Ensuite, la méthode de traitement et d'analyse de données retenue est démontrée par l'utilisation d'exemples. Enfin, les préoccupations éthiques sont définies et une description des participants est exposée.

3.1 Démarche générale de la recherche

La prochaine section présente le type de recherche retenu en lien avec les objectifs de la recherche.

La recherche s'intéresse à la mobilisation et à la contribution des citoyens dans la protection des plans d'eau. Elle se veut exploratoire puisqu'elle a pour but, étant donné que peu de recherches ont été menées sur la problématique, d'obtenir une description et une compréhension préliminaires des pratiques de protection des plans d'eau dans la lutte aux algues bleues. Plus précisément, l'étude vise à : décrire le programme d'éducation communautaire Bleu Laurentides, de dégager les représentations sociales de la gestion de l'eau chez les riverains, d'identifier leurs pratiques environnementales déclarées dans le cadre de ce programme d'éducation communautaire, d'analyser les relations entre les

représentations sociales que se font les riverains de la gestion de l'eau et les pratiques environnementales déclarées.

Ce projet s'inscrit dans le paradigme interprétatif parce qu'il vise à décrire et à expliquer un phénomène, soit celui de la mise en application de nouvelles pratiques environnementales dans le cadre d'un programme de formation communautaire sur la protection des plans d'eau. L'angle de recherche préconisé dans le cadre de cette étude sera, en l'occurrence, qualitatif. La recherche qualitative/interprétative se veut une démarche heuristique en se situant au cœur de la vie quotidienne et cherche à mieux la comprendre. Ainsi, puisqu'elle prône une démarche souple et qu'« elle permet au chercheur de comprendre de l'intérieur, la nature et la complexité des interactions d'un environnement spécifique » (Karsenti et Savoie-Zajc, 2000, p.125), la recherche qualitative s'avère tout indiquée pour élucider la mobilisation des riverains par le biais de leurs pratiques. En effet, les pratiques des riverains dans les activités d'un programme de formation et de sensibilisation et dans la mise en œuvre de pratiques environnementales prônées ou non par ces dernières mettent en jeu les valeurs, les croyances, les idées, et donc, les significations des riverains vis-à-vis la protection des milieux lacustres et la gestion de l'eau. Comme le rapporte Lessard-Hébert, Goyette et Boutin (1995) :

La création de sens par les acteurs renvoie à une dimension sociale fondamentale qui correspond dans la recherche, à une prise en compte de la relation entre les perspectives des acteurs et les conditions écologiques de l'action dans laquelle ils sont impliqués (p.28).

Dans cette perspective qualitative, l'étude approfondie d'un site, c'est-à-dire une municipalité où le programme d'éducation communautaire est appliqué, s'est montrée comme une avenue à privilégier. En effet, les phénomènes sociaux sont des phénomènes complexes et « Pour les comprendre, des descriptions détaillées des situations, des événements, des gens, des interactions et des comportements sont nécessaires. Il faut cerner le comment avant de pouvoir s'attarder au pourquoi de choses » (Bouchard et Cyr, 2005, p.15). Le seul recueil d'informations sur les motivations entourant les pratiques des riverains dans le cadre d'un programme d'éducation communautaire ne saurait suffire pour exposer

toute la complexité entourant la mise en œuvre de nouvelles pratiques. Il importe de connaître les participants, leurs conduites, leurs interactions, de même que les moments et les contextes particuliers dans lesquels se manifestent les pratiques afin d'élucider de façon détaillée les pratiques des acteurs dans le programme (Gagnon, 2005).

Puisque les pratiques des riverains dans les activités offertes et l'application des mesures prônées par un programme d'éducation communautaire risque de varier selon les secteurs des différents plans d'eau, l'étude d'un site se présente comme une formule appropriée. L'unicité de chaque plan d'eau et des enjeux environnementaux, sociaux, culturels et économiques qui les distinguent justifie aussi la pertinence de ce choix. La description du site à l'étude fera l'objet de la prochaine section.

3.2 Opérationnalisation de la méthodologie de recherche

La prochaine section décrit le site à l'étude ainsi que le programme d'éducation communautaire étudié. Il présente également processus ayant mené à la sélection des participants et les techniques de cueillette de données retenues en lien avec les objectifs de recherche.

3.2.1 Site à l'étude : la municipalité de Saint-Anne-des-Lacs

Cette section présente le site et les raisons qui ont mené à sa sélection dans le cadre de la recherche.

Cette recherche qualitative a été réalisée dans une municipalité bénéficiaire du programme Bleu Laurentides à l'été 2010 ainsi qu'aux municipalités de ses bassins versants. Elle s'est déroulée dans une municipalité de la région des Laurentides, soit Saint-Anne-des-Lacs (SADL). Cette municipalité a été proposée par la chargée de projet du CRE Laurentides étant donné cette dernière s'avère particulièrement engagée dans la protection des plans d'eau sur son territoire. En 2008, elle comptait 13 de ses lacs inscrits au réseau de suivi volontaires des lacs (RSVL). En 2009, elle voyait l'ensemble de ses 22 inscrits au réseau. Cet engagement nécessitait l'implication de 60 bénévoles demandant plusieurs heures d'efforts.

Depuis 2008, cette municipalité est aussi bénéficiaire du programme Bleu Laurentides et recrute un agent de liaison durant l'été.

L'augmentation de la mobilisation citoyenne, le maintien des inscriptions au RSVL, le recrutement d'un agent de liaison et la mise en place de différentes activités de formation et de communications par le biais du programme Bleu Laurentides depuis les trois dernières années se sont avérés être des éléments prometteurs pour élucider et comprendre les pratiques environnementales des riverains dans le cadre de ce programme d'éducation communautaire. L'accessibilité du site par sa répartition géographique, combiné aux activités entourant le programme « Bleu Laurentides » ont ainsi mené à la sélection de la municipalité de SADL dans le cadre de la recherche. La description de ce programme fera l'objet de la prochaine section.

3.2.2 Description du programme «Bleu Laurentides»

Bleu Laurentides est d'abord une initiative du milieu qui vise à susciter un changement de conduites chez les citoyens et les riverains, mais aussi chez les gestionnaires municipaux. Il a pour objet le renforcement des compétences locales en matière de gestion durable des lacs. Son intervention à l'échelle du lac et de la municipalité fait appel à la notion de proximité et au sentiment d'appartenance des occupants pour assurer une mobilisation. Il constitue un programme collectif de gestion de l'eau axé sur la participation, la collaboration et la mobilisation des acteurs du milieu.

En ce sens, les différents outils développés dans le cadre de ce programme misent sur le partenariat naturel entre les riverains, les citoyens et les gestionnaires municipaux pour renforcer les compétences locales en matière de gestion durable des lacs.

Deux principaux volets sont abordés dans ce programme : le programme régional d'accompagnement, de soutien et de formation pour la mise en œuvre de la surveillance volontaire des lacs (RSVL) et le développement avec les municipalités et les acteurs du milieu, d'outils d'aménagement et de gestion durable des écosystèmes aquatiques. Ces volets

sont encadrés et assurés par des agents de liaison. Ces derniers sont supervisés par un coordonnateur du Conseil régional de l'environnement des Laurentides (CRE Laurentides). En effet, suite à l'expérience du CRE sur le terrain, il a été démontré que la façon la plus efficace d'accélérer la sensibilisation, la participation et la mobilisation des riverains et des gestionnaires était de mettre à leur disposition et à celle de la municipalité une ressource technique sur le terrain. Dans ce cas, il s'agit de l'agent de liaison. Cette ressource, qui possède une formation universitaire pertinente tel un baccalauréat en biologie, en géographie environnementale ou en environnement a comme mandat de concerter la municipalité et les représentants des différentes associations de lacs afin d'identifier les problématiques et les priorités. Il doit aussi établir et réaliser un plan d'action sur une période de 16 semaines. Les activités menées par l'agent peuvent prendre les différentes formes comme la caractérisation des secteurs sensibles, la formation des membres du RSVL, l'assistance aux rencontres des diverses associations de lacs et de la municipalité, le développement et la diffusion de sessions d'information ou de formation.

Par son volet éducatif, son esprit de mobilisation et sa préoccupation à puiser des solutions à même la réalité des acteurs du milieu, le programme Bleu Laurentides s'avère être un outil intéressant pour générer des changements et aboutir à une transformation basée sur le long terme. Il tient compte à la fois de la gestion des ressources naturelles et des ressources humaines du territoire. En ce sens, il comporte une saveur éducative à forte valeur ajoutée puisqu'il favorise la sensibilisation, la conscientisation et la formation des acteurs du milieu en matière de développement durable.

Le programme mérite en ce sens d'être encadré par une étude rigoureuse concentrée sur le processus de développement et de planification ainsi que sur les pratiques des riverains dans la démarche. À ce sujet, l'étude des représentations sociales des riverains autour des enjeux de la gestion de l'eau devient pertinente pour indiquer d'une adéquation entre le contenu et le format des activités offertes dans le cadre de ce programme et les pratiques des riverains dans ces activités. Dans la même perspective, l'étude des représentations sociales de la gestion de l'eau chez les riverains prend tout son intérêt pour déterminer et comprendre la modification des pratiques des riverains en matière de protection des lacs. La prochaine

section s'attardera donc au processus de sélection des participants aux fins de réalisation de cette étude.

3.2.3 Sélection des participants

Cette section s'intéresse au processus de recrutement des participants dans le cadre de la recherche et présente la composition de son échantillon.

Un échantillon intentionnel a été préconisé dans ce projet de recherche. Il a été établi en fonction de la disponibilité et de l'intérêt des intervenants identifiés. Karsenti et Savoie-Zajc (2000) rapportent deux stratégies pour effectuer un échantillonnage intentionnel. D'une part, ils évoquent que la représentativité des personnes doit être considérée. D'autre part, ils indiquent que la comparaison doit être recherchée. Le choix des participants a ainsi été réalisé en fonction des critères de pertinence liés aux questions de recherche. Une implication significative des participants dans le programme et dans l'adoption de pratiques environnementales devaient en ce sens être présente pour rendre compte de l'expérience des participants, de cerner le phénomène et le lier aux représentations de la gestion de l'eau. Les membres de l'Agence des bassins versants de Saint-Anne-des-Lacs (ABVLACS) et de l'Association des citoyens de la municipalité (ACS) ayant accès à un lac ont donc été retenus dans le cadre de la recherche (n=300). Le terme « participant » a été retenu dans le cadre de cette recherche pour faire référence à ce groupe. Quelquefois, le terme « riverain » est aussi employé de façon à réduire l'ambiguïté lorsque plusieurs groupes sont présentés simultanément dans le texte. Les personnes impliquées dans le développement et la planification du programme Bleu Laurentides sur le territoire ont été aussi sélectionnées : le président de l'ABVLACS, le directeur du département de l'environnement de SADL et la chargée de projet du programme chez CRE Laurentides.

Des caractéristiques divergentes comme le domaine de formation (environnement, gestion, communication), le sexe (homme, femme), leur statut de résidence (estivale, annuelle), le type de plan d'eau (étang, lac) ont fournis des informations complémentaires et des indications sur les distinctions entre les sujets.

Des démarches ont été entreprises auprès du CRE Laurentides afin d'être mis en contact avec le président de l'ABVLACS, une corporation sans but lucratif qui rassemble les citoyens, les riverains, les commerçants et les gestionnaires municipaux du territoire autour d'une même table, ainsi que le président de l'Association des citoyens de la municipalité. Les présidents ont par la suite été contactés par téléphone par la l'étudiante chercheuse pour présenter le projet de recherche. Un document synthèse du projet a été construit pour réaliser cette étape. Ce document a par ailleurs été présenté par les présidents aux membres du conseil d'administration des organismes pour formaliser l'entente et obtenir l'autorisation d'utiliser les listes de distribution avant l'initiation des démarches sur le terrain. Le tableau 3.1 décrit le moment de réalisation de ces trois premières phases de recrutement ainsi que leurs retombées.

Tableau 3.1
Trois phases de recrutement et leurs retombées sur le nombre de participants recrutés

Phases de recrutement	Dates	Mode d'invitation	Nombre de participants ayant manifesté leur intérêt	Nombre de questionnaires reçus	Nombre de questionnaires différents reçus
1	Fin juillet 2010	Invitation par courriel transmise à l'ensemble des membres des associations	13	9	8
2	Mi-septembre 2010	Dépôt de dépliants d'information en français et en anglais à la Mairie et à la bibliothèque municipale	0	0	0
3	Début octobre 2010		0	0	0

L'invitation à participer au projet de recherche a été rédigée par l'étudiante chercheuse. Elle a été signée par le président de l'ABVLACS et celui de l'Association des citoyens. Elle a été transmise par courriel à la fin juillet 2010 par l'agent de liaison à l'ensemble des membres des associations (n=300). Dans le courriel, l'invitation conviait les personnes à consulter le site Web de l'ABVLACS sur lequel les modalités du projet de recherche et les bénéfices y étaient présentés. Les informations relatives au projet ont été mises en ligne pendant quatre mois, soit de juillet à octobre. Dans cette invitation, les personnes intéressées à participer au projet étaient conviées à communiquer avec la chercheuse par courriel ou par téléphone pour obtenir plus de renseignements, recevoir leur formulaire de consentement ainsi que leur questionnaire d'enquête. Deux phases de recrutement ont été menées dans le cadre de ce projet sous ce mode d'invitation. En tout, 13 personnes ont manifesté leurs intérêts. Parmi celles-ci, neuf d'entre elles ont retourné leurs questionnaires remplis ce qui a permis de recruter neuf participants.

Devant le manque de réponses positives suite à ces invitations, une troisième phase de recrutement a été réalisée. Des dépliants d'information en français (n=100) et en anglais (n=50) ont été développées par la l'étudiante chercheuse et déposées à la bibliothèque municipale et à la Mairie. Dans ces dépliants, les objectifs et les modalités de la recherche étaient présentés. Les avantages liés au fait de participer au projet étaient aussi soulignés afin de susciter un engouement. Cette phase n'a eu aucun impact puisqu'aucun participant n'a pu être recruté.

Pour faire face à cette problème, le cadre méthodologique a été révisé à la fin du mois de septembre afin d'obtenir une autorisation déontologique pour mener des tournées porte-à-porte, ce qui fut accepté. Les résultats du recrutement des participants par le biais des tournées porte-à-porte sont présentés dans le tableau 3.2.

Tableau 3.2
Périodes de réalisation et résultats des tournées porte-à-porte

Tournée Porte-à-porte	Périodes	Nombre de participants ayant manifesté leur intérêt	Nombre de questionnaires reçus	Nombre de questionnaires différents reçus
1	Début octobre	10	3	2
2	Mi-octobre	9	5	5

Lors des tournées porte-à-porte, il était prévu de remettre sur place un dépliant d'information. Au même moment, l'outil de collecte de données, soit le questionnaire, le formulaire de consentement et une enveloppe préaffranchie pour le retour étaient remis aux personnes intéressées. L'autre option était de remettre un dépliant d'information et de prendre en note les coordonnées (nom, prénom, courriel) des personnes intéressées par une fiche de prise de renseignements prévue à cet effet afin d'acheminer le questionnaire et le formulaire de consentement ultérieurement.

Trois tournées porte-à-porte étaient prévues dans le cadre du projet de recherche. Toutefois, étant donné le faible taux de réponse et de recrutement associés à ces tournées porte-à-porte, le nombre de questionnaires reçus ($n=8$) étant inférieur à la moitié du nombre de personnes ayant manifesté leur intérêt ($n=19$), il a été décidé de ne pas faire de troisième tournée porte-à-porte. Néanmoins, huit participants ont été recrutés lors de ces tournées. Le tableau 3.2 décrit le moment de réalisation de ces tournées ainsi que leurs résultats.

Le processus de sélection a donc mené à la construction d'un échantillon de 16 participants, et ce, sur une base volontaire. Il a été possible d'obtenir quatorze questionnaires différents remplis complètement ($n=14$), dont un partiellement ($n=1$). Le nombre de participants plus élevé que le nombre de questionnaires ainsi que de la somme des participants recruté à chaque phase de recrutement s'explique par le fait que deux participants, plus précisément un couple, ont fourni les mêmes réponses à leur questionnaire d'enquête. En ce sens, un seul questionnaire a été retenu pour ces deux participants. Par contre, puisqu'elles ont chacune participé à un entretien semi-dirigé, il était de mise de considérer leurs réponses en tant que participant distinct. Pour l'autre couple ayant fourni des questionnaires identiques, l'entretien semi-dirigé a été mené avec une seule personne. Il a en ce sens été possible de ne retenir qu'un répondant pour ce dernier, soit celui ayant réalisé l'entretien. Le processus de sélection des participants et l'échantillon ayant été décrits, les techniques de collecte de données feront l'objet de la prochaine section.

3.2.4 Techniques de cueillette de données : le questionnaire d'enquête, la consultation de documents et l'entretien semi-dirigé

Cette section présente les techniques de cueillette de données retenues en lien avec les objectifs de recherche et les participants ciblés.

Trois techniques de cueillette de données ont été utilisées dans le cadre de cette recherche. Il s'agit du questionnaire d'enquête, de la consultation de documents et de l'entretien semi-dirigé. Le choix de ces outils en lien avec les objectifs de la recherche et les participants ciblés est présenté dans le tableau 3.3.

Tableau 3.3
Objectifs de recherche, techniques de cueillette de données et participants

Objectifs de recherche	Techniques de cueillette de données	Participants
Décrire le programme d'éducation communautaire Bleu Laurentides	Consultation de documents	NA
	Entretiens semi-dirigés	Président de l'ABVLAC Directeur du Département de l'environnement de SADL Chargée de projet du programme Bleu Laurentides
Dégager les représentations sociales de la gestion de l'eau chez les riverains	Questionnaire d'enquête	Riverains (n=15)
Identifier leurs pratiques environnementales déclarées dans le cadre de ce programme d'éducation communautaire	Entretiens semi-dirigés	Riverains (n=10)
Analyser les relations entre les représentations sociales que se font les riverains de la gestion de l'eau et les pratiques environnementales déclarées		

Pour dégager les représentations de la gestion de l'eau des participants et identifier les pratiques environnementales déclarées des participants dans le cadre du programme Bleu Laurentides, le questionnaire d'enquête a été utilisé (voir Appendice B). Des renseignements sur les données sociodémographiques, les pratiques de protection de l'eau, les pratiques dans les activités du programme et les points de vue des acteurs sur les enjeux de l'eau et l'action municipale dans la protection des plans d'eau ont été colligés au moyen de cet outil. De façon à pouvoir analyser entre les représentations sociales et les pratiques environnementales déclarées, les données recueillies dans les questionnaires d'enquête ont par la suite été approfondies par la réalisation d'entretiens semi-dirigés auprès des participants (voir Appendice C). En effet, l'utilisation de l'entretien apparaît comme une technique pertinente et appropriée pour l'étude des représentations sociales. Il est d'ailleurs utilisé et privilégié dans les recherches de Jodelet dans le domaine (1984 ; 1989 ; 2003).

En vue de décrire le contexte de planification du programme d'éducation communautaire Bleu Laurentides à SADL, les informations se rapportant au programme Bleu Laurentides et dans les activités ont pour leur part été recueillies par la consultation des rapports des agents de liaison, des bilans annuels du CRE Laurentides et de documents institutionnels tels que les rapports, les procès-verbaux et les articles de journaux en provenance du Département de l'environnement de la Mairie de la municipalité, de l'Agence des bassins versants de Saint-Anne-des-Lacs (ABVLACS). En complément à cette documentation, l'entretien semi-dirigé a été mené avec la chargée de projet du programme (voir Appendice D). Toujours dans le but de décrire le contexte d'intervention du programme, les renseignements sur les orientations et les conditions dans lesquelles ces activités ont été aussi colligées par le biais d'entretiens semi-dirigés auprès du directeur du Département de l'environnement de la municipalité et du président de l'ABVLACS par des entretiens (voir Appendices E et F).

Maintenant que les techniques de collecte de données ont été présentées, la prochaine section expliquera comment ces dernières ont été mise en œuvre et appliquées dans le cadre de la recherche.

3.3 Collecte de données

La prochaine section décrit les phases de la prise de collecte de données en lien avec les objectifs de recherche. Elle précise également comment les outils de méthodologique ont été élaborés, validés et appliqués dans le cadre de la recherche.

La prise de données pour cette recherche a comporté trois phases. La première se compare à une phase d'exploration. Elle visait la familiarisation et la saisie du site à l'étude. Cette dernière a été réalisée par la consultation des documents ainsi que par la réalisation d'entretiens semi-dirigés avec le président de l'ABVLACS, le directeur du Département de l'environnement de la municipalité et la chargée de projet du programme Bleu Laurentides. Cette phase visait d'une part à répondre au premier objectif de recherche, soit décrire le contexte de planification du programme d'éducation communautaire Bleu Laurentides à

SADL. D'autre part, elle se voulait une étape préalable à l'élaboration du questionnaire d'enquête et des guides d'entretien.

La deuxième phase consistait à saisir ce que pensent les riverains de la gestion de l'eau des riverains ainsi qu'à identifier leurs pratiques environnementales déclarées par l'utilisation du questionnaire d'enquête. Elle avait donc pour but de comprendre les pratiques des riverains dans les activités du programme, leur position quant à la mobilisation et aux actions de la municipalité dans la protection des plans d'eau ainsi que leurs pratiques environnementales.

La troisième phase se voulait un approfondissement des données recueillies de façon à permettre l'analyse des relations entre les représentations sociales que se font les riverains de la gestion de l'eau et les pratiques environnementales déclarées. Ces données ont été colligées par la passation d'entretiens semi-dirigés auprès des participants.

3.3.1 Consultation des documents

La saisie du contexte du milieu et sa description se sont faites par la consultation de rapports, d'articles de journaux et de comptes-rendus d'assemblées. Les bilans des agents de liaison et les rapports annuels du programme Bleu Laurentides (2008, 2009) ont ainsi été consultés pour dresser le portrait des activités menées dans la municipalité depuis 2008.

Par la nature de leur contenu, ces documents se sont avérés pertinents pour saisir le contexte du site à l'étude. Par ailleurs, ils ont permis de comprendre plus concrètement les activités dispensées sur le territoire ainsi que le rôle de l'agent de liaison durant les deux dernières années. Ils ont par le fait même créé un cadre de référence pour la construction du questionnaire d'enquête et du guide d'entretien.

La sélection des documents utilisés pour l'analyse documentaire s'est faite à partir de deux règles, soit la règle d'exhaustivité et la règle d'homogénéité. La règle d'exhaustivité

impose de prendre en considération l'ensemble des documents associés aux critères de sélection des textes.

Quant à la règle d'homogénéité, celle-ci évoque que les documents sélectionnés doivent tous répondre aux mêmes critères de choix. Les documents trop singuliers et différents doivent ainsi être éliminés. Les documents consultés dans le cadre du projet de recherche sont présentés dans le tableau 3.4.

Dans le cadre de cette recherche, les documents se rapportant directement à la situation des plans d'eau de la municipalité ont ainsi été retenus au sens où ils pouvaient apporter des informations pertinentes sur les pratiques régissant la protection des plans d'eau, sur les activités du programme ainsi que sur la mobilisation citoyenne et municipale. Dans cette perspective, seul les rapports et les bilans en provenance du Département de l'environnement de la municipalité principale, de l'ABVLACS et du CRE Laurentides ont été considérés. Les documents du CRE Laurentides ont également été restreints à la consultation des rapports portant exclusivement sur le programme Bleu Laurentides et aux années où la municipalité en était bénéficiaire (n=2).

Tableau 3.4
Documents institutionnels consultés, leur provenance et leur nombre

Documents institutionnels consultés	Provenance	Nombre d'exemplaire
Bilan Bleu Laurentides 2008	CRE Laurentides	1
Bilan Bleu Laurentides 2008		1
Rapport 2011 de l'agent de liaison de SADL		1
Rapport 2010 de l'agent de liaison de SADL		1
La trousse des lacs		1
PowerPoint promotionnel du programme Bleu Laurentides		1
Dossier de candidature de l'ABVLACS au 11 ^e concours québécois en l'entrepreneuriat comprenant la revue de presse	ABVLACS	1

Par ailleurs, par restriction du nombre de documents et de leur pertinence en regard des contenus, les documents des associations de lacs n'ont pas été retenus. Le recueil des communications auprès de l'Agence des bassins versants les chapeautant a plutôt été envisagé. Seulement les communications émises par l'ABVLACS depuis 2008, soit depuis la mise en place du programme Bleu Laurentides dans la municipalité, ont été considérées dans le cadre du projet (n=30). Il s'agissait d'articles de journaux et de comptes-rendus d'assemblées publiés sur le site web de l'ABVLACS. Ces derniers référaient tous à la situation des lacs sur le territoire en abordant la protection des plans sous différents angles : actions réalisées par le RSVL, problèmes environnementaux actuels, retour sur les activités de formation et de sensibilisation dispensées sur le territoire. Ils avaient été rédigés par le président de l'ABVLACS et publiés dans les journaux locaux de la municipalité.

La consultation des procès-verbaux et des comptes-rendus de réunion du conseil d'administration de l'ABVLACS et du Département de l'environnement de la municipalité

était aussi envisagée dans la sélection des documents. Toutefois, malgré l'accord des instances concernées pour leur consultation, ces documents n'ont pas été transmis à l'étudiante chercheuse. Ils n'ont donc pas fait l'objet de la collecte de données.

3.3.2 Questionnaire d'enquête : élaboration, validation et passation

La prochaine section s'intéressera aux étapes entourant l'élaboration, la validation et la passation du questionnaire d'enquête.

- Élaboration du questionnaire

Cette section décrit les différentes sections du questionnaire et les informations recherchées pour chacune d'entre elles en lien avec les objectifs de recherche.

La première section du questionnaire avait pour objet l'identification des caractéristiques sociodémographiques des participants : la date de naissance, l'âge, le nom de l'association, le statut de résidence, la valeur de l'habitation, le niveau de scolarité, le domaine d'étude, le revenu familial et le sexe. Ces renseignements étaient recherchés pour permettre l'étude de la variation des points de vue en fonction de caractéristiques individuelles.

La deuxième section visait à comprendre les pratiques des riverains dans les activités proposées et leur implication dans la protection des plans en fonction de leurs pratiques environnementales déclarées. Relativement à la première section du questionnaire, ces renseignements visaient la spécification des pratiques selon certains critères individuels. Ils recherchaient également l'identification des différents points de vue des acteurs en regard des pratiques environnementales et des activités du programme.

La troisième section du questionnaire a été divisée en deux parties. La première partie visait l'identification des positions et des croyances des participants autour des enjeux de l'eau. Pour se faire, les participants ont été soumis à une association libre à tris

hiérarchisés sur deux termes relatifs aux enjeux de l'eau, soit « la protection des lacs » et « la gestion de l'eau ».

Dans cette technique d'associations libres à tris successifs, les sujets ont été invités à ordonner des termes en fonction de leur importance pour chaque enjeu, soit la protection des lacs et la gestion de l'eau. Une fois la carte mentale complétée, ils ont été conviés à retenir les termes qu'ils considéraient comme les plus importants pour définir chaque enjeu. Même si une énumération de 10 à 20 termes est suggérée dans l'utilisation de cette méthode (Moliner, Rateau et Cohen-Scali, 2002), les participants ont été appelés à créer une liste de huit termes pour les deux enjeux.

Parmi cette sélection de huit termes pour la protection et la gestion de l'eau, les sujets ont donc été invités à lire l'ensemble des termes et à repérer dans la liste proposée les quatre qui selon eux, caractérisent le mieux chacun des deux thèmes. Il leur a ensuite été demandé, parmi ces quatre items restants, de sélectionner les deux thèmes caractérisant le plus la protection des lacs et la gestion de l'eau.

Toutefois, puisqu'il importait d'offrir la possibilité aux participants de s'exprimer et de positionner leurs arguments quant aux enjeux de l'eau et à leur engagement dans la protection des plans d'eau, des questions ouvertes ont aussi été intégrées dans la deuxième partie de cette section. Ces dernières avaient pour but de saisir ce qui était significatif chez les acteurs en termes d'actions menées par la municipalité. Elles cherchaient également à identifier la position des riverains en regard de la mobilisation citoyenne et municipale dans la protection des plans ainsi que leurs attentes en la matière. Elles ont su ainsi compléter et enrichir les renseignements obtenus par la méthode de l'association libre en vue d'arriver à dégager les représentations sociales des enjeux de la gestion et de la protection de l'eau chez les riverains. En effet, la communication constitue le principal processus de l'émergence d'une représentation. Étant donné le nombre de participants, de temps et de ressources, l'intégration de questions ouvertes s'est donc avérée un moyen pour obtenir et comprendre le sens donné à la protection de l'eau ainsi que leurs motifs de participation aux activités du programme et la mise en place de nouvelles pratiques environnementales.

- Validation du questionnaire

Cette section présente la composition du groupe test ainsi que les ajustements effectués avant son utilisation auprès des participants

Le choix des thèmes, leur pertinence ainsi que la clarté des questions ont été validés par la chargée de projet du programme Bleu Laurentides ainsi que par les membres de son équipe. La première version du questionnaire a été soumise à un test de validation. La mise à l'essai s'est faite auprès de trois employés du CRE Laurentides et de la chargée de projet du programme Bleu Laurentides. Pour ce faire, une courte lettre explicative des objectifs de cette validation et une grille de recueil de commentaires ont été remises avec la première version du questionnaire à ces personnes (voir Appendice G).

L'équipe du CRE Laurentides connaissait bien le programme Bleu Laurentides, les activités menées sur le territoire et les représentants des associations et de la municipalité en matière de protection des lacs. Sa participation à cette étape s'est ainsi avérée pertinente. L'expérience de ces personnes dans la rédaction de rapports, relativement à ce programme, et dans la construction et la diffusion de sondage sur la protection des plans d'eau ont également motivé ce choix. Il était aussi souhaité de tester l'instrument par les représentants du conseil d'administration des deux associations. Les démarches menées auprès des présidents des associations n'ont cependant pas eu de suite.

La validation avait pour but d'estimer le temps nécessaire au remplissage du questionnaire afin d'informer les sujets du temps nécessaire à sa passation lors de l'étude. Cette validation visait aussi l'identification de certaines questions pour lesquelles la compréhension pouvait être difficile aux fins d'ajustement avant que le questionnaire soit acheminé aux participants de l'échantillon.

À la suite de cette étape les questions relatives à la technique d'associations libres ont été modifiées pour passer d'une liste de 16 termes à huit termes puisque celle de 16 termes avait générée de l'insatisfaction chez le groupe test la jugeant trop longue et inutile.

Également, une seule liste a été retenue pour englober à la fois les enjeux de protection des plans d'eau et la gestion de l'eau plutôt que de les aborder séparément. En effet, la moitié des participants ont mentionné avoir eu de la difficulté à distinguer ces deux termes, les considérant pratiquement similaires.

Par ailleurs, la question portant sur la hiérarchisation des pratiques environnementales a été précisée. À ce sujet, une personne a mentionné que son choix était différent s'il abordait la question d'un point de vue individuel ou collectif. La hiérarchisation des critères selon un point de vue collectif a ainsi été retenue et inscrit dans le questionnaire pour cette question. Des correctifs ont aussi été apportés à l'échelle de notation de l'âge, du revenu et de la valeur des propriétés. Des fautes d'orthographe ont aussi été identifiées et corrigées. Les questions faisant référence aux activités du CRE Laurentides ont également été précisées par l'ajout de l'inscription du nom de l'organisme, soit CRE Laurentides. En effet, une personne a mentionné qu'il pourrait être difficile pour les participants d'identifier ces activités sans ce repère.

Par ces commentaires, il a été possible d'attester de la convivialité de l'outil et de constater une bonne compréhension des questions et de ses consignes de passation. Une deuxième version du questionnaire a ainsi vu le jour. Cette version a été traduite en anglais. La version anglaise du test n'a de son côté pas fait l'objet de validation.

- Passation du questionnaire

La prochaine section explique comment le questionnaire a été utilisé dans le cadre de la recherche.

Les questionnaires ont été acheminés aux personnes intéressées à participer au projet de recherche en fonction de leurs préférences de correspondance. La passation des questionnaires s'est déroulée en six phases relativement aux phases de recrutement de l'échantillon. Les questionnaires ont été envoyés aux participants par courriel ou par la poste entre le 18 juillet 2010 et le 31 octobre 2010. Ils devaient être retournés remplis avec leur

formulaire de consentement dans les 15 jours suivant leur réception par courriel ou par la poste directement à la chercheuse (voir Appendice H). Cette méthode de collecte des questionnaires a été retenue afin d'assurer la confidentialité des données recueillies par les participants. Les modalités de retour étaient précisées dans la lettre de présentation et à la fin du questionnaire. Une enveloppe préaffranchie et pré-adressée pour le retour était aussi remise aux participants ayant obtenu la version papier de la documentation.

3.3.3 Entretien semi-dirigé : élaboration et passation

La prochaine section s'intéresse aux étapes entourant l'élaboration des guides et la passation des entretiens semi-dirigés.

- L'élaboration des guides d'entretien

La section suivante décrit les différentes sections du guide des entretiens semi-dirigés et les informations recherchées pour chacune d'entre elles en lien avec les objectifs de recherche.

Les guides d'entretien du président de l'ABVLACS et du directeur du Département ont été divisés en trois sections. La première section du guide se penchait sur la vision et les orientations en matière de protection des plans d'eau. Le questionnement était en ce sens porté sur le mandat de l'organisme ou de la municipalité, ses politiques et ses membres en vue de saisir le contexte par rapport à la gestion de l'eau en général. La deuxième section portait sur les modalités relatives aux activités du programme communautaire. Le mode de sélection des contenus, les clientèles visées, les moyens de promotions y étaient abordés. Il était aussi question des points de vue à l'égard des pratiques des riverains dans les activités et aux changements observés après l'instauration du programme. Cette section visait également à cerner le contexte d'intervention. L'angle d'analyse se penchait sur la planification, la diffusion et le suivi des activités du programme. Quant à la dernière section, cette dernière abordait la représentation des acteurs quant à la mobilisation citoyenne sur le territoire ainsi

que des principales difficultés rencontrées, et ce, toujours en vue de préciser et décrire le contexte du programme d'éducation communautaire afin de pouvoir y faire des parallèles.

Le guide d'entretien des riverains a de son côté été construit après avoir colligé la moitié des réponses des questionnaires d'enquête. L'énumération de sous-questions pour chaque réponse demandant des approfondissements pour analyser les relations entre les pratiques déclarées et les représentations sociales de la gestion de l'eau a mené à sa construction. En ce sens, des questions sur les motivations, les intérêts et les raisons entourant les pratiques et les prises de position à l'égard de la protection de l'eau mis de l'avant ont été intégrées sous les thèmes suivants : motivations liées à être membre d'une association, origine de l'intérêt dans la protection des plans d'eau, représentations sociales des activités du programme, représentations sociales relatives aux changements observés et à la mobilisation dans la protection de l'eau, environnement et protection de l'eau en général. Le guide d'entretien a donc repris essentiellement la même structure que le questionnaire d'enquête à l'exception de la section portant sur les données sociodémographiques qui fut retirée.

- La passation des entretiens semi-dirigés

La prochaine section explique comment les entretiens semi-dirigés ont été menés dans le cadre de la recherche.

Les guides d'entretien n'ont pas été validés auprès d'un groupe-témoin. Ils ont été directement utilisés sur le terrain. La situation particulière et unique du président de l'ABVLACS, du directeur du département de l'environnement et de la chargée de projet du CRE Laurentides explique cette décision puisqu'il n'était pas envisageable d'identifier des personnes pouvant répondre aux questions identifiées dans le questionnaire.

La chargée de projet du CRE Laurentides a été contactée par l'étudiante chercheuse par téléphone pour présenter brièvement le projet de recherche et obtenir le consentement de l'organisme pour mener un projet de recherche sur le programme Bleu Laurentides. Suite à

l'intérêt de la chargée de projet, une date de rencontre a été fixée. L'entretien d'environ 45 minutes s'est déroulé dans les locaux du CRE Laurentides à l'automne 2010.

Le président de l'ABVLACS et le Directeur du département de l'environnement ont également été contactés par téléphone pour obtenir leur consentement quant à la réalisation d'un entretien téléphonique semi-dirigé d'environ 45 minutes. À la suite de l'obtention de leur accord, une date a été fixée avec l'étudiante chercheuse et un formulaire de consentement leur a été acheminé. Le guide d'entretien leur a été remis à chacune la veille de l'entretien afin qu'ils puissent se préparer.

Un document d'information sur le développement de l'ABVLACS a aussi été transmis à la chercheuse par son président en vue de répondre aux questions de la première section du guide avant la date de l'entretien en vue de maximiser la pertinence des échanges lors de la rencontre. Les entretiens avec les représentants de la municipalité ont été réalisés en novembre 2010. Les entretiens ont été enregistrés pour ensuite être transcrits en verbatim aux fins d'analyse.

Du côté des riverains, les participants ayant mentionné leur intérêt pour un entretien téléphonique dans leurs questionnaires ont été contactés par l'étudiante chercheuse par courriel pour un rendez-vous. Parmi les participants intéressés ($n=14$), dix ont été rejointes. Ce nombre s'explique par les délais associés à la réception des questionnaires, ces derniers ayant été reçus après la période prévue pour la passation d'entretien ($n=2$). Les participants anglophones ($n=2$) n'ont également pas été contactés étant donné le niveau de maîtrise de la langue anglaise par l'étudiante chercheuse. Cette limite était d'ailleurs spécifiée dans le questionnaire. Par contre, les réponses à leur questionnaire ont été considérées.

Les entretiens ont débuté le 5 octobre 2010 pour se terminer le 13 novembre 2010. La plupart des entretiens ($n=9$) ont dépassé le temps prévu de 20 minutes. Le temps moyen de passation a été de 40 minutes par entretien. Aucun document n'a par ailleurs été transmis aux participants avant leur tenue.

Tous les entretiens ont été enregistrés et transcrits en verbatim pour fins d'analyse. À cette étape, un problème avec un enregistrement a été constaté amenant la transcription de l'entretien à la moitié de son temps réel de passation.

Dans cette section, l'élaboration et la validation des outils méthodologiques ont été décrites. Les étapes de collecte de données ont également été présentées chronologiquement.

Maintenant que les étapes de collectes de données ont été présentées, la prochaine section abordera le traitement et l'analyse des données colligées.

3.4 Traitement et analyse de données

La prochaine section décrit la façon dont les données générées par le questionnaire d'enquête et les entretiens semi-dirigés ont été transcrits et analysées.

Les réponses au questionnaire d'enquête et les termes de l'association libre ont été transcrits dans un cahier de codification sur Excel. Les verbatims des entretiens semi-dirigés ont été transcrits dans un document Word. L'analyse des données recueillies par le biais du questionnaire s'est fait principalement par l'utilisation du chiffrier Excel et en partie manuellement. Les transcriptions des entretiens ont quant à elle été analysées avec le logiciel d'analyses des données qualitatives QDA Miner.

Les renseignements relatifs aux documents institutionnels ainsi que les transcriptions des entretiens du président de l'ABVLACS et du directeur du département de l'environnement n'ont pas fait l'objet d'une analyse de contenu à proprement parler. Selon leur utilité aux fins de la description du programme d'éducation communautaire Bleu Laurentides à SADL, ils ont été synthétisés pour répondre au premier objectif de recherche.

Les données colligées par l'entremise du questionnaire d'enquête et des entretiens semi-dirigés des riverains ont été étudiées au moyen d'une analyse de contenu aux fins du

repérage des principes organisateurs de la représentation sociale et d'identification des pratiques environnementales déclarées.

[...] « l'objet de l'analyse de contenu est la communication, qui est le processus fondamental de la formation de la représentation sociale » (Negura, 2006, p. 3).

À ce sujet, Negura (2006) stipule l'existence de trois niveaux d'inférence possibles des représentations avec le discours : 1) le niveau du contenu (cognitions ou éléments) ; 2) le niveau de la structure ; et 3) le niveau des conditions de production (son ancrage). Dans le cadre de cette recherche, l'analyse a été déployée à ces trois niveaux afin d'observer le fonctionnement de la représentation.

En vue de définir le niveau de contenu des représentations sociales de la gestion de l'eau chez les riverains et d'identifier leurs pratiques environnementales déclarées dans le cadre de ce programme d'éducation communautaire, une analyse de contenu thématique a été réalisée. Cette analyse a été menée en deux étapes. La première étape a servi essentiellement à relever et à synthétiser les catégories relatives aux thèmes présents dans les réponses aux questions ouvertes du questionnaire. En effet, l'analyse de contenu thématique a pour objet de dégager les éléments fondamentaux du discours et de les regrouper en catégories. Dans cette perspective, des catégories et sous-catégories ont été créées à partir des discours des participants. Pour ce faire, un repérage des idées significatives à chacune des questions ou thèmes du questionnaire a été réalisé. Elles ont par la suite ensuite été classées dans des catégories, et au besoin, dans des sous-catégories. La deuxième étape de l'analyse de contenu thématique avait pour but de valider les catégories induites de l'analyse de contenu des réponses du questionnaire et vérifier l'émergence de nouveaux thèmes et catégories le cas échéant. Pour ce faire, les données recueillies par le biais des entretiens semi-dirigés des riverains ont été utilisées. Des sections des discours dans les entretiens ont ainsi été sélectionnées et classées selon la même méthode. À la suite de la réduction des données en catégories, la fréquence de leurs occurrences a été calculée et une connotation évaluative aux différentes catégories a été attribuée : négatif, positif.

En vue de définir le niveau de la structure des représentations sociales, et ce, toujours dans le but de dégager les représentations sociales de la gestion de l'eau, une analyse de l'organisation du contenu de la représentation des enjeux de la gestion et de la protection de l'eau a été réalisée. Pour Moliner (1994), deux facteurs doivent être considérés pour rendre compte de l'importance des éléments des représentations ; un facteur qualitatif et un autre, quantitatif. Pour reprendre les propos de Negura (2006), les éléments prégnants dans l'organisation du contenu peuvent être considérés comme tels du fait qu'ils sont acceptés par la majorité des membres du groupe. Toutefois, ces derniers doivent être décisifs pour la signification de l'objet présenté, d'où la nécessité du facteur qualitatif. L'élément doit en ce sens se voir attribuer une signification à la représentation en plus d'avoir le consensus du groupe.

Afin de respecter ces critères dans l'analyse des éléments prégnants et secondaires du contenu représentationnel, les termes tirés du premier tri de l'association de termes ont été répartis dans des catégories dans un premier temps. Rappelons que l'épreuve d'association de termes consiste à identifier et à ordonner des termes en fonction de leur importance pour définir les enjeux de la gestion et de la protection de l'eau. Ainsi, lors du premier tri, les participants devaient identifier huit termes qui leur venaient à l'esprit lorsqu'ils songeaient à la gestion et à la protection de l'eau. Au deuxième tri, ils devaient sélectionner, de cette liste de huit termes, les quatre termes les plus importants. Pour terminer, de cette liste de quatre termes, les participants devaient choisir les deux termes les plus importants pour représenter les enjeux de la gestion et de la protection de l'eau.

Dans un deuxième temps, une analyse de fréquence d'évocation des termes et de leurs rangs d'apparition dans chaque catégorie a été réalisée pour rendre compte de catégories déterminantes dans l'organisation du contenu de la représentation agissant à titre de principes organisateurs. En effet, les éléments prégnants dans le contenu de la représentation sociale ne peuvent pas être considérés comme tels du fait qu'ils sont rapportés par la majorité des participants. Ils doivent être décisifs pour la signification des enjeux, d'où l'importance de s'attarder à l'importance relative des catégories.

En référence à la méthode utilisée par Roland-Lévy (2002), l'organisation du contenu représentationnel des enjeux de la gestion et de la protection des plans d'eau en fonction de l'importance des catégories induites de l'analyse a tris successifs a été dégagée par la fréquence d'évocation des termes dans une catégorie ainsi que de son rang d'apparition. Cette méthode d'analyse des associations de termes a pour but de présenter les catégories prédominantes et secondaires relativement à l'objet de la représentation. Pour ce faire, les catégories induites de la liste des quatre termes et de la liste des deux termes tirées des catégories déduites de la liste initiale de huit termes ont été utilisées. À cet effet, pour distinguer les catégories ayant des fréquences faibles des catégories ayant des fréquences élevées, les valeurs supérieures et inférieures à la fréquence moyenne de l'ensemble des termes listés dans une catégorie ont été retenues. Dans le même ordre d'idées, le rang moyen a également été traité de façon à différencier les catégories ayant un rang faible et un rang élevé.

En vue de définir le niveau des conditions de production des représentations, l'étude des représentations sociales a été complétée par une analyse de l'ancrage sociologique puisque l'analyse de contenu et des catégories prégnantes des représentations sociales ne peut pas suffire à la compréhension d'un phénomène dans un groupe donné. En effet, les représentations sociales ne sont pas des entités isolées. « Elles apparaissent et agissent comme une base symbolique » (Negura, 2006, p.11). Elles sont liées à des caractéristiques sociologiques qui indiquent des expériences spécifiques et cachent des dynamiques identitaires. Le rôle de l'ancrage ramène donc à l'idée d'intégrer dans l'analyse l'étude du contexte dans la production des discours.

Dans le cadre de cette recherche, les pratiques des participants comportant des similitudes ont ainsi été regroupées dans des ensembles en vue d'être comparés. Des profils de riverains, relativement à leurs positions à l'égard des enjeux de la gestion de l'eau et de l'action municipale dans la protection de l'eau, ont en ce sens été définis et analysés en fonction de leurs pratiques.

Par ailleurs, la validité et la fidélité des résultats de la recherche ont été assurées par l'obtention d'un accord inter-juges de 95% entre la l'étudiante chercheuse et la directrice de recherche sur les catégories définies lors de l'analyse des données.

3.5 Préoccupations éthiques

Dans le cadre de cette recherche, une attention particulière a été accordée aux dimensions éthiques. À ce sujet, la politique de déontologie de la recherche impliquant les sujets humains de l'UQAM a été appliquée rigoureusement.

À chaque phase du recrutement, les objectifs et les modalités de la recherche, de même que son caractère confidentiel, ont été spécifiés aux personnes intéressées à participer au projet. Un formulaire de consentement a aussi été remis à chaque participant avec le questionnaire d'enquête. Dans ce dernier, les objectifs et les modalités de la recherche ainsi que son caractère confidentiel étaient de nouveau expliqués.

Lors du traitement et de l'analyse des données, un code a été attribué aux participants et la liste des noms correspondant aux codes des participants, les transcriptions des verbatim, les résultats analysés dans Excel et dans QDA Miner ont été gardés sous clefs. Toutes les données ont été traitées de façon dénominalisée.

Lors de la diffusion des résultats, seule l'information dénominalisée a été transmise. Après le dépôt du mémoire, tous les documents (liste de correspondances des codes, documents Excel, transcription des verbatim) ainsi que les enregistrements seront détruits.

3.6 Description des participants de Saint-Anne-des-Lacs et des municipalités de ses bassins versants

La prochaine section vise à décrire la composition de l'échantillon intentionnel créé dans le cadre du projet de recherche.

Les participants à la recherche de la municipalité étudiée comptent 14 citoyens de Saint-Anne-des-Lacs (SADL) et deux citoyens d'autres municipalités des lacs des bassins versants de SADL. Le tableau 3.5 montre la répartition des participants par sexe et par groupe d'âge. Les participants se subdivisent en un nombre de neuf femmes et de sept hommes. Parmi les hommes, deux sont âgés de 70 ans et plus, quatre ont entre 60 à 69 ans et un entre 40 à 49 ans. Parmi les femmes, une a 70 ans et plus, quatre ont entre 60 à 69 ans, trois entre 50 à 59 ans, et une entre 30 à 39 ans.

Tableau 3.5
Répartition des participants selon les tranches d'âge et le sexe

Tranches d'âge	Femme	Homme	Total
30 à 39	1		1
40 à 49		1	1
50 à 59	3		2
60 à 69	4	4	8
70 et plus	1	2	3
Total	9	7	16

Tableau 3.6
Répartition des participants selon le statut de résidence, l'accès au lac et le genre

Statut résident	Genre	Non-Riverain	Riverains	Total
Annuel	Femme	2	5	7
	Homme	3	4	7
Les deux	Femme		1	1
Saisonnier	Femme	1		1
Total		6	10	16

La majorité des participants ont un statut de résident annuel dans leur municipalité (n=14) (voir tableau 3.6). Une femme habite la municipalité de façon saisonnière et une autre mentionne détenir les deux statuts étant donné sa situation de transition au moment de la collecte de données. Parmi les résidents annuels, neuf participants sont des riverains et cinq sont des non-riverains. Le résident saisonnier n'est pas riverain tandis que celui qui mentionne avoir les deux statuts est un riverain. Tous les non-riverains (n=6) ont spécifié avoir accès à un lac dans leur questionnaire d'enquête.

Dix de ces participants possèdent un diplôme universitaire, dont six au premier cycle, trois au deuxième cycle et un au troisième cycle (voir tableau 3.7). Le nombre de femmes ayant complété des études universitaires est supérieur à celui des hommes, soit de six femmes contre cinq hommes. Deux hommes détiennent un diplôme d'études collégiales techniques (DEC) ainsi qu'une femme. Par ailleurs, deux femmes possèdent un diplôme d'études professionnelles, une détient un certificat universitaire et une autre un diplôme d'études secondaires. Quatre participants détiennent un diplôme dans le domaine des sciences de la santé et de la vie, quatre dans le domaine des sciences pures et appliquées, deux en éducation physique et deux dans le domaine de l'administration et de la gestion. Pour les participants dont le domaine d'études s'avère être les sciences pures et appliquées, trois possèdent un

diplôme universitaire de deuxième cycle. Pour les quatre autres participants, ces domaines d'études sont répartis également entre les diplômes d'études secondaires et postsecondaires.

Tableau 3.7
Répartition des participants selon la scolarité et le genre

Degré de scolarité	Domaine d'études	Femme	Homme	Total
DES et DEP	Psychothérapie	1		1
DEC	Science de la santé et de la vie	1		1
	Sciences pures et appliquées		1	1
	Technique en télécommunications		1	1
DEP	Science de la santé et de la vie	1		1
Certificat universitaire	Sciences de l'administration et gestion	1		1
Universitaire deuxième cycle	Économie et politique		1	1
	Science de la santé et de la vie	1		1
	Sciences de l'administration et gestion		1	1
Universitaire premier cycle	Éducation physique	2		2
	Sciences pures et appliquées		3	3
	Sciences sociales et enseignement	1		1
Universitaire troisième cycle	Science de la santé et de la vie	1		1
Total		9	7	16

En résumé, ce chapitre a permis de comprendre le paradigme de recherche retenu ainsi que l'opérationnalisation de la méthodologie: sélection du site, des participants et des techniques de collectes de données. Par ailleurs, il a permis de comprendre comment les étapes de collectes de données avaient été réalisées sur le terrain et de quelles façons la

déontologie avait été appliquée. La présentation de la méthode de traitement et d'analyse des données a aussi menée à la compréhension des moyens utilisés pour décrire, réduire, catégoriser et analyser ces données.

En lien avec les objectifs de recherche, les quatre prochains chapitres présentent les résultats de recherche provenant de cette analyse. Il est à noter que chaque chapitre présente les résultats en fonction d'un seul objectif de recherche. Le prochain chapitre présente le contexte d'intervention du programme d'éducation communautaire en vue de répondre au premier objectif de recherche : décrire le contexte de planification du programme d'éducation communautaire dans la municipalité de Saint-Anne-des-Lacs.

CHAPITRE IV

LE PROGRAMME D'ÉDUCATION COMMUNAUTAIRE

Dans ce chapitre, le contexte de planification du programme d'éducation communautaire est présenté afin de répondre au premier objectif de recherche, soit de décrire le programme d'éducation communautaire Bleu Laurentides. Pour commencer, la planification et le développement du programme d'éducation communautaire pour l'année 2010 est présenté. Ensuite, les activités de formation et de sensibilisation du programme sont décrites.

4.1 Contexte du programme d'éducation communautaire 2010 : les instances et la planification

La prochaine section apporte des précisions sur les modalités du programme de façon à saisir tout son processus de développement. Les instances impliquées dans le développement du programme ainsi que leurs responsabilités dans les modalités liées à sa planification tels que le type d'activités, les objectifs, le mode de sélection des contenus, les clientèles et les incitatifs à la participation sont décrits.

Ces résultats découlent d'une synthèse des données tirées la consultation des bilans de l'Agence des bassins versants de Saint-Anne-des-Lacs (ABVLACS), des articles de journaux et des comptes-rendus d'assemblées disponibles sur le site Web de l'organisme. Les données recueillies lors des entretiens semi-dirigés avec le président de l'ABVLACS et le directeur du Département de l'environnement de la municipalité ont aussi été utilisées.

4.1.1 Instances impliquées dans le programme d'éducation communautaire

Cette section présente les deux instances impliquées dans le développement du programme Bleu Laurentides dans la municipalité de Saint-Anne-des-Lacs : l'ABVLACS et le Département de l'environnement de SADL.

L'ABVLACS a pour objet de regrouper les intervenants des différents bassins versants autour d'une même table afin de dresser un plan d'action visant à restaurer, protéger et améliorer la santé des lacs dans la municipalité. Elle a pour mission de sensibiliser et d'éduquer les différents acteurs des bassins versants sur l'importance de protéger les lacs, de promouvoir les bonnes pratiques environnementales, d'acquérir les connaissances nécessaires pour avoir un portrait clair de la situation des lacs sur le territoire ainsi que de concilier et faciliter les décisions avec les différents acteurs concernés afin de restaurer, d'améliorer et de préserver les habitats fauniques et la diversité biologique.

Le Conseil d'administration CA de l'ABVLACS est constitué de 14 membres répartis de la façon suivante : deux administrateurs bénévoles du secteur municipal, 10 administrateurs bénévoles du secteur communautaire (élus) et deux administrateurs bénévoles du secteur commercial. Les membres de l'ABVLACS représentent, quant à eux, approximativement un nombre de 200 personnes.

Le Département de l'environnement a pour rôle de veiller au resserrement de la réglementation et à son application. Il est en ce sens responsable du traitement et du règlement des constats d'infractions et peut même aller jusqu'en cours supérieure si le besoin se présente.

Le Département de l'environnement de la mairie a son propre comité consultatif, soit le Comité consultatif environnement (CCE). Sur ce comité siègent actuellement : le conseiller du Département de l'environnement, qui agit à la fois comme directeur et comme secrétaire, un élu, le président de l'Agence des bassins versants de Saint-Anne-des-Lacs (ABVLACS),

le président de l'Association des citoyens, des membres du CA de l'ABVLACS et une ancienne inspectrice en environnement de la municipalité de Saint-Adolphe d'Howard.

Le mandat du CCE réfère à l'analyse des dossiers environnementaux. Les demandes du Conseil d'administration de la municipalité sont acheminées au CCE aux fins d'analyse et d'obtention de recommandations. En ce sens, le CCE a un rôle de recommandation au Conseil et ne s'avère pas décisionnel.

4.1.2 Planification du programme d'éducation communautaire

Cette section présente les rôles et responsabilités des instances impliquées dans les modalités de planification du programme d'éducation communautaire.

Les rôles et les responsabilités pour la planification du programme d'éducation communautaire sont partagés entre l'ABVLACS et le Département de l'environnement de SADL. Les modalités de planification comprennent cinq éléments; 1) le type d'activité de sensibilisation et de formation; 2) les objectifs; 3) le mode de sélection des contenus; 4) les clientèles; 5) les incitatifs à la participation. Le tableau 4.1 propose une comparaison de ces éléments entre ces deux instances.

Tableau 4.1

Les modalités de planification du programme d'éducation communautaire entre l'ABVLACS et le Département de l'environnement

Les modalités entourant la planification du programme	Rôles et responsabilités	
	ABVLACS	Département de l'environnement
Le type d'activités de sensibilisation et de formation organisées et dispensées	<ul style="list-style-type: none"> • Les assemblées de citoyens. • Les conférences données par les experts. • Les formations et conférences données par l'agent de liaison. 	<ul style="list-style-type: none"> • La Journée verte. • La Journée de l'arbre et de la forêt. • La transmission d'information au moment de l'application de la réglementation.
Les objectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Informer les gens sur les bonnes pratiques environnementales. 	<ul style="list-style-type: none"> • Informer les gens sur les bonnes pratiques environnementales et sur la réglementation
Le mode de sélection des contenus	<ul style="list-style-type: none"> • En fonction des problèmes vécus sur le terrain et perçu par le CA. 	<ul style="list-style-type: none"> • En collaboration avec l'ABVLACS et le Comité consultatif en environnement. • De façon à aller chercher plusieurs clientèles (riverains, non-riverains, résidents permanents ou non)
La principale clientèle visée	<ul style="list-style-type: none"> • Les riverains. 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les résidents de Saint-Anne-des-Lacs.
Les incitatifs à la participation	<ul style="list-style-type: none"> • L'invitation d'un conférencier de marque à l'Assemblée générale annuelle. • L'utilisation du site Web, du courriel et des journaux en synergie. 	<ul style="list-style-type: none"> • L'offre d'un programme d'échantillonnage de l'eau à tarif préférentiel lors de la Journée verte. • L'utilisation du site Web et des journaux. • La sélection judicieuse du moment de diffusion des activités (horaire, journée).

- Le type d'activité

La prochaine section décrit le type d'activités organisés et dispensées par les deux instances.

Les activités de sensibilisation et de formation de l'ABVLACS réfèrent à des assemblées de citoyens où des conférenciers réputés sont conviés ainsi qu'à des conférences et des formations données par l'agent de liaison. Les principaux messages véhiculés ont pour but d'informer les gens sur les bonnes pratiques environnementales. Les activités de sensibilisation et de formation du Département de l'environnement réfèrent quant à elles à la Journée verte de la Municipalité et à la Journée de l'arbre et de la forêt où des espèces d'arbres adaptés aux bandes riveraines sont distribuées gratuitement pour le reboisement du territoire. À la Journée verte, beaucoup d'informations, de dépliants, de listes de végétaux sont transmis aux citoyens. En plus de ces activités, la transmission d'informations et de la sensibilisation est effectuée au moment de l'application de la réglementation et de la coercition relativement aux bandes riveraines et aux installations septiques par exemple.

- Le mode de sélection des contenus

Cette section compare le mode de sélection des contenus privilégiés par les deux instances.

Du côté de l'ABVLACS, la sélection du contenu des conférences est faite en fonction des problèmes perçus sur le terrain et par le CA. Par exemple, les problèmes de dégénération ou d'artificialisation de la bande riveraine, la non-conformité des installations sanitaires ou les problèmes associés à l'épandage d'engrais ont donné lieu à la programmation de conférences sur le sujet. Le président de l'ABVLACS rapporte toutefois que les problèmes identifiés sur le territoire ne sont pas différents de ceux vécus partout ailleurs au Québec. Les citoyens et les riverains ne sont pas consultés au sujet de la sélection du contenu. La difficulté associée au fait de demander aux citoyens de proposer des thèmes sur un sujet qui leur est méconnu est d'une part évoquée par le président pour appuyer cette décision. D'autre part, la connaissance de la problématique du territoire, tirée des résultats des échantillonnages d'eau réalisés en 2009 et 2010, combinée à la mise en place et à l'application d'une réglementation pouvant faire apparaître les principales zones d'incompréhension, sont rapportées pour appuyer la décision de ne pas consulter les citoyens dans la planification des activités. À ce sujet, le président de l'ABVLACS précise que les citoyens sont toutefois invités à tout

moment à communiquer avec l'organisme pour dénoncer tous problèmes environnementaux se rapportant à l'eau des lacs.

Du côté du Département de l'environnement, le contenu des activités n'est également pas établi à la suite d'une consultation citoyenne. Une étude des problématiques terrains est plutôt réalisée de façon à proposer des thèmes en réponse aux besoins. À ce sujet, le directeur rapporte en exemple qu'au moment de l'épisode des cyanobactéries, il y avait des conférences portant spécifiquement sur le sujet offertes aux citoyens pour les informer de la situation. Tout comme pour l'ABVLACS, les citoyens peuvent proposer des contenus ou des thématiques au Département, mais ces derniers sont toujours sélectionnés par l'ABVLACS, le Comité consultatif en environnement (CCE) et la Municipalité. À ce sujet, le Directeur de l'environnement avance que le sujet des conférences animées par l'agent de liaison est décidé en partenariat avec l'ABVLACS de façon à ne pas dédoubler l'information et respecter leurs rôles respectifs.

Néanmoins, en ce qui concerne la Journée verte, le contenu s'avère davantage choisi de façon à aller chercher le plus de gens possibles, autant les riverains que les non-riverains. Les activités de formation et de sensibilisation ne se limitent donc pas à la protection des plans d'eau.

Lors de cette journée, les activités abordent bon nombre de sujets se rapportant à l'environnement comme le compostage, les produits biologiques ou encore le recyclage en vue d'attirer l'attention de tout le monde et aussi démontrer que chaque petit geste compte et peut avoir une influence. Selon l'avis du directeur, cette formule est intéressante parce qu'elle donne une visibilité aux nouvelles pratiques environnementales par ses nombreux kiosques.

- Les clientèles visées

Cette section présente les clientèles visées par le programme Bleu Laurentides pour chaque instance.

Pour l'ABVLACS, la principale clientèle ciblée pour les activités de sensibilisation et d'information sur le territoire est celle des résidents riverains. Elles s'adressent cependant aussi aux résidents non-riverains. Le président explique cette décision par le fait que les actions des riverains peuvent avoir un impact direct et notable sur la qualité des plans d'eau. Pour cette raison, une priorité a été accordée à cette clientèle a priori. En effet, dans la municipalité, toutes les propriétés sur le bord des lacs de la municipalité sont des résidences; il n'y a pas de commerces. Les non-riverains constituent par ailleurs la nouvelle cible dans les années à venir. Au moment de la création de l'ABVLACS, la municipalité constituait la principale cible de l'organisme. Elle se positionne désormais plutôt comme un partenaire.

Pour le Département de l'environnement, la clientèle ciblée est l'ensemble des citoyens puisque la municipalité travaille selon l'approche des bassins versants. La formule de la Journée verte fait foi de cette orientation. Le directeur reconnaît toutefois que dans les activités de formation offertes dans le programme d'éducation communautaire, le groupe de participants est majoritairement formé de riverains. Il explique cette situation par leurs intérêts à préserver la qualité de leur environnement afin de maintenir la jouissance des lieux ainsi que la valeur de leur propriété.

- Les incitatifs à la participation

Cette section décrit les quatre incitatifs à la participation mis de l'avant par l'ABVLACS et le Département de l'environnement : l'invitation de conférenciers de marques, l'utilisation de plusieurs canaux de communication, la sélection judicieuse de la plage horaire des activités et le programme d'échantillonnage de l'eau à rabais.

Le principal incitatif mis de l'avant par l'ABVLACS pour susciter la participation à son Assemblée générale annuelle est l'invitation d'un conférencier de marque pour traiter d'un sujet portant sur la protection de la santé des lacs. En ce qui concerne les conférences et les activités de formation, le site Web et les articles de journaux sont utilisés en synergie pour créer un engouement. À ce sujet, le président mentionne l'importance d'amener les citoyens à consulter régulièrement le site Web de l'organisme. Selon lui, il ne suffit pas de mettre de

l'information sur un site Web pour s'assurer que les gens s'y réfèrent. Il faut inviter en continu les citoyens à le consulter par le biais de conférences, d'assemblées, de rassemblements et d'articles de journaux. Ces moyens de diffusion pour assurer la publicité des activités offertes sont ainsi rapportés par le président de l'ABVLACS en plus de l'utilisation du courriel. Par ailleurs, lorsqu'il s'agit des activités organisées par la municipalité, telles que la Journée verte, l'ABVLACS se porte aussi garante de collaborer au bon fonctionnement de la planification sans toutefois en prendre le leadership.

Le principal incitatif mis de l'avant par la Municipalité pour susciter la participation à la Journée verte constitue le programme d'échantillonnage de l'eau. Ce dernier est offert à un tarif préférentiel aux résidents pour tester l'eau de leur puits. En fait, ce service existe depuis de nombreuses années dans la municipalité. La Journée verte s'est même construite autour de cet événement pour assurer un niveau d'assistance intéressant. La publicité par le site Web et les journaux est également utilisée pour susciter de l'intérêt pour les activités. Le moment de diffusion est aussi analysé pour permettre une plus grande participation. Pour cette raison, afin d'atteindre les villégiateurs de la saison estivale, elles ont lieu l'été. À ce sujet, le directeur rapporte aussi que le calendrier s'est bâti au cours des années à partir d'une formule par essai et erreur. Il mentionne à cet égard qu'il avait planifié antérieurement des conférences à la fin de la Journée verte. Or, cette formule s'était avérée peu populaire démontrant ainsi la nécessité de s'ajuster continuellement.

Une crainte de sur-sollicitation des riverains et des citoyens dans les mesures d'éducation prises par la municipalité ainsi que par l'ABVLACS est par ailleurs soulignée par le conseiller. Cette inquiétude a également été soulevée par le président de l'ABVLACS.

À ce sujet, le directeur mentionne qu'il a été décidé de regrouper certaines activités autrefois dispensées de façons distinctes par les autres organismes, soit l'ABVLACS, l'Association des citoyens de Saint-Anne-des-Lacs et le Club de plein air. Selon lui, cette façon de faire apparaît comme une solution pour tenir des événements de plus grande envergure et ne pas empiéter sur le temps personnel des citoyens la fin de semaine et le soir.

Maintenant que le développement et les modalités de planification du programme d'éducation communautaire ont été présentés, il importe d'en décrire la résultante. La description des activités de sensibilisation et de formation du programme d'éducation communautaire Bleu Laurentides 2010 ainsi que leur calendrier feront ainsi l'objet de la prochaine section.

4.2 Programme d'éducation communautaire 2010

La prochaine décrit les activités de sensibilisation et de formation menées sur le territoire durant la saison estivale 2010 et souligne les faits saillants qui les caractérisent. Elle reprend une partie importante du plan d'action du programme de Soutien technique des lacs de Bleu Laurentides 2010 étant donné que le rôle de l'agent de liaison était fortement axé sur la sensibilisation.

Toutefois, les activités portant sur l'identification des usages à conserver en vue de la rédaction de plans directeurs de lac pour les lacs Guindon, des Seigneurs, Marois, Saint-Amour, Ouimet et Parent ne seront pas décrites. Il en est de même pour la réunion des responsables de lac, les réunions de l'ABVLACS ainsi que la formation du futur protocole sur la caractérisation du périphyton puisque ces dernières ne réfèrent pas spécifiquement à des activités de formation d'une part. D'autre part, elles ne concernent pas l'ensemble des citoyens. Pour cette raison, il a été décidé de ne pas les inclure comme partie intégrante du programme d'éducation communautaire et de les étudier dans le cadre de cette recherche. La Journée de l'arbre et de la forêt, qui s'est déroulée après l'assemblée générale annuelle de l'ABVLACS, n'a également pas été retenue parce qu'elle ne pouvait pas être considérée comme une activité de sensibilisation.

Dans la même perspective, toutes les activités organisées par le CRE Laurentides, soit la Journée d'information régionale sur le réseau de suivi volontaire des lacs du 19 juin 2010 et la Journée d'information publique sur les installations septiques du 18 juin 2010 n'ont pas été considérées en tant qu'activités propres au programme d'éducation communautaire. Cette décision s'explique par le fait qu'elles ne sont pas chapeautées par les

instances concernées par le programme dans la municipalité. Les motifs de participation à cette activité ont toutefois été sondés. Le tableau 4.2 présente les faits saillants des activités organisées dans le cadre du programme par l'ABVLACS et le Département de l'environnement de la mairie.

Tableau 4.2
Faits saillants des activités du programme d'éducation communautaire

Activité	Date	Nb. de participants	Réalisations et particularités	Motifs de participation colligés
Assemblée générale annuelle	29 mai 2010	Une centaine	<ul style="list-style-type: none"> Présentation de la planification estivale des associations. Présentation des données du programme d'aide à la prévention des algues bleues et des résultats du RSVL 2009. 	Non
Formation sur la mesure de transparence de l'eau	8 juin 2010	2	<ul style="list-style-type: none"> Faible assistance. 	Oui
Formation sur le protocole de suivi visuel d'une fleur d'eau d'algues bleu-vert et de caractérisation de la bande riveraine	15 juin 2010	7	<ul style="list-style-type: none"> Tous les participants avaient déjà participé à ces sessions en 2009. Appel effectué pour une deuxième formation aux responsables de lacs. 	Oui pour la première
Projection du film documentaire	8 juillet 12 août 2010	4 en juillet 11 en août	<ul style="list-style-type: none"> Organisation d'une deuxième diffusion au remaniement de la publicité de l'activité du 8 juillet. 	Oui (en juillet)
La Journée verte	10 juillet 2010	450	<ul style="list-style-type: none"> Distributions de 37 dépliants sur les installations sanitaires, 25 affichettes sur les bandes riveraines et 21 capsules sur la santé des lacs. Un kiosque d'information a été tenu par l'agent de liaison à cet événement. 	Oui
Conférences sur la faune, la flore et les milieux humides	29 juillet 2010	14	<ul style="list-style-type: none"> Report de l'activité prévue initialement le 15 juillet dû à un remaniement de la publicité. Cette formation a été remplacé par une conférence sur l'eutrophisation et les cyanobactéries. 	Oui
Conférence sur l'érosion	5 août 2010	11	<ul style="list-style-type: none"> Report de l'activité prévue initialement le 22 juillet dû à un remaniement de la publicité. Conférence donnée par le responsable en environnement de la MRC des pays d'en haut par son expertise développée suite à la revue de son schéma d'aménagement. 	Oui
Tournée porte à porte de l'agent de liaison	Été 2010	74	<ul style="list-style-type: none"> Visite des propriétaires riverains ayant des installations sanitaires de classe «B» aux fins de sensibilisation à la conformité de l'installation sanitaire. Remise de documentation auprès des personnes non rejointes. 55% de la clientèle visée le programme a été rejoint de vive voix. 	Oui

1) Assemblée générale annuelle

Le 29 mai 2009 s'est tenue l'assemblée générale annuelle de trois organismes communautaires, soit de l'ABLVACS, de l'Association des citoyens de la Municipalité ainsi que du Club de plein air. Il s'agissait de l'activité d'ouverture du programme d'éducation communautaire. Cette rencontre s'est déroulée dans la matinée et une centaine de personnes y étaient présentes.

Cette activité a donné lieu à la présentation sommaire de la planification estivale prévue par les associations et des résultats du programme d'aide à la prévention des algues bleues (PAPA) de 2009. Un scientifique renommé, travaillant à la Station biologique des Laurentides, a également présenté les résultats du Réseau de suivi volontaire des lacs en 2009 et apporté des précisions à l'égard de leur interprétation par une comparaison avec les résultats de 2008.

2) Formation sur le protocole de mesure de suivi sur la transparence de l'eau

Une formation sur le protocole de mesure de suivi sur la transparence de l'eau a ensuite été offerte le 8 juin 2010. Deux personnes ont participé à cette activité. Un faible taux d'assistance a été constaté pour la formation sur le protocole de suivi sur la transparence de l'eau. L'agent de liaison explique ce faible engouement par le fait qu'il s'agit d'un protocole relativement simple et qu'une formation avait été donnée sur le sujet en 2009.

3) Formation sur le protocole de caractérisation de la bande riveraine et sur le protocole de suivi d'une fleur d'eau d'algues bleu-vert

Une autre formation portant sur le protocole de caractérisation de la bande riveraine et sur le protocole de suivi d'une fleur d'eau d'algues bleu-vert a également eu lieu le 15 juin 2010. Un nombre de sept bénévoles étaient présents à cette dernière selon le rapport de l'agent de liaison.

En ce qui a trait à cette deuxième activité de formation, toutes les personnes présentes avaient déjà assisté à la session en 2009. Une invitation de rappel a donc été lancée aux responsables de lacs. Trois personnes ont répondu à l'invitation et une nouvelle formation a été organisée à leur attention. Néanmoins, le protocole de caractérisation de la bande riveraine n'a été appliqué que sur le lac Canard à cause du manque de temps des bénévoles.

4) Projection du film documentaire

Une présentation du film documentaire «Nos lacs sous la surface» a, par la suite, été organisée le 8 juillet et le 12 août 2010 par l'agent de liaison. Quatre personnes étaient présentes lors du premier événement et 11 personnes lors de la deuxième présentation.

Une revue de la promotion des activités du programme a été menée à la mi-juillet. Une deuxième projection du film «Nos lacs sous la surface» a par le fait même été organisée. Cette situation a par ailleurs généré le report des deux conférences et impliqué de remplacer la conférence portant sur l'érosion, la faune et la flore initialement prévue pour une conférence traitant de l'eutrophisation et des cyanobactéries.

5) Journée verte

La Journée verte, organisée par la Municipalité, s'est tenue le 10 juillet 2010. En tout, 450 personnes ont assisté à cette activité et 250 personnes ont profité de l'occasion pour faire analyser leur eau. La Journée verte s'est avérée être l'activité la plus populaire. Elle avait pour but de faire découvrir aux citoyens des exposants travaillant dans le secteur de l'environnement. De plus, elles permettaient aux participants de prendre connaissance de divers enjeux environnementaux en plus de celui de la santé des lacs. Un kiosque d'informations a été tenu par l'agent de liaison lors de cette journée. En tout, 135 dépliants d'information ont pu être distribués dont 37 dépliants sur les installations sanitaires, 25 affichettes sur les bandes riveraines et 21 séries de capsules sur la santé des lacs.

6) Conférence sur la faune, la flore et les milieux humides

Du côté des conférences, la conférence sur la faune, la flore et les milieux humides du 29 juillet a été remplacée par la conférence sur l'eutrophisation et les cyanobactéries. Selon le rapport de l'agent de liaison, 14 personnes ont assisté à cette activité. En ce qui concerne la conférence sur l'érosion, un nombre de 11 participants a été rapporté.

7) Tournée porte-à-porte de l'agent de liaison

L'agent de liaison a aussi eu pour mandat de visiter les propriétaires des installations sanitaires de classe «B» en vue de les sensibiliser. Pour ce faire, le guide sur les installations septiques du CRE Laurentides ainsi qu'une feuille de sensibilisation produite par la municipalité leur étaient remises lors de ces visites. Dans la tournée porte-à-porte de l'agent de liaison à l'été 2010, 35 propriétaires ont été rencontrés directement tandis que 39 ont été rejoints et sensibilisés par téléphone. Ainsi, il a été possible de sensibiliser de vive voix près de 55% des propriétaires visés par la démarche. Quant aux personnes non rejointes, la documentation leur a été remise par la poste avec les coordonnées des personnes responsables.

En effet, dans le cadre du programme de la PAPA 2009, le MRC des Pays-d'en-Haut a inspecté toutes les installations septiques présentes dans les bassins versants des lacs ayant eu des problèmes de cyanobactéries. Dans cette étude, 632 installations ont été visitées et parmi ces dernières, 21 ont été classifiées «C», représentant des sources de contamination directe, 136 ont été annotés «B», représentant des sources de contamination indirecte, et 475 installations ont été classées «A», soit ne représentant aucune source de contamination.

Dans ce chapitre, le contexte de planification du programme d'éducation communautaire ainsi que le programme lui-même a été présenté. Ce dernier a permis de montrer les incitatifs à la participation mis de l'avant par l'ABVLACS et le Département de l'environnement et témoigner de leur préoccupation pour le succès du programme. Une présentation des modalités de développement du programme a par la suite été menée

(définition des objectifs, sélection de contenu, identification de la clientèle) et a permis de rendre compte de la convergence des orientations prises des deux organismes à l'égard de ces dernières. L'explication de leurs rôles et responsabilités ont également permis de présenter le partenariat et la complémentarité des instances dans la planification et le déploiement du programme sur le terrain.

D'entrée de jeu, la structure de planification se montre favorable pour susciter la participation par la rigueur qu'elle sous-tend. La variété des activités offertes s'inscrit également dans cette lignée. Les divers sujets couverts et les nombreuses formules déployées (projection de film, assemblée, conférence) peuvent également venir favoriser la mobilisation citoyenne dans le programme communautaire. Néanmoins, un faible taux de participation aux conférences et aux formations a été enregistré. La Journée Verte et la tournée porte-à-porte se sont toutefois avérées être des activités populaires. Les incitatifs et l'esprit rassembleur de la Journée verte ainsi que le caractère obligatoire des tournées porte-à-porte dans le cadre du programme de la PAPA semblent à première vue expliquer cette plus forte assistance.

En résumé, ce chapitre a permis d'apprendre comment a été développé et planifié le programme d'éducation communautaire dans la municipalité en plus de cerner la participation globale aux différentes activités et saisir les faits saillants. Dans une optique d'amélioration, ces éléments permettront de déboucher sur des réflexions et des recommandations à la suite de l'analyse des relations entre les représentations sociales de la gestion de l'eau chez riverains et leurs pratiques environnementales déclarées. L'étude de ces représentations sociales de la gestion de l'eau et de ses enjeux fera l'objet du prochain chapitre.

CHAPITRE V

REPRÉSENTATIONS SOCIALES DE LA GESTION DE L'EAU CHEZ LES RIVERAINS

Dans ce chapitre, les représentations sociales que se font les riverains de la gestion et de la protection de l'eau sur le territoire ainsi que de ses enjeux seront analysées. Les résultats visent en ce sens à répondre au deuxième objectif de la recherche, soit de dégager les représentations sociales de la gestion de l'eau chez les riverains par la présentation et la description des représentations sociales suivantes : la gestion de l'eau sur le territoire en général, la mobilisation municipale dans la protection de l'eau, l'engagement des riverains comme moyen d'intervention, les attentes des riverains à l'égard de la gestion de l'eau et les enjeux de la gestion et de la protection de l'eau.

5.1 Représentations sociales des riverains en regard de la gestion et de la protection de l'eau sur le territoire

La prochaine section identifie et catégorise les représentations sociales de la gestion et de la protection de l'eau sur le territoire à la suite de la transcription, la réduction, la catégorisation et l'analyse des données du questionnaire d'enquête des 15 participants. Pour commencer, les représentations sociales générales de la gestion de l'eau est présentée. Ensuite, les représentations sociales de la mobilisation municipale, de l'engagement des riverains comme moyen d'intervention, et des attentes des riverains à l'égard de la gestion de l'eau sont décrites.

5.1.1 Gestion de l'eau sur le territoire en général

Les résultats présentés dans cette section réfèrent aux représentations sociales générales que se font les riverains de la gestion de l'eau sur le territoire (voir tableau 5.1).

L'opinion générale de la gestion de l'eau sur le territoire s'avère positive pour la majorité des participants (13/15). Une personne demeure sans réponse et une autre la perçoit négativement en mentionnant que le minimum semble être fait étant donné le mauvais état du lac et le non-respect des normes minimales pour la bande riveraine.

Pour montrer la vision positive de la gestion de l'eau sur le territoire, la volonté ainsi que les efforts mis de l'avant par la municipalité dans la protection des lacs ressortent comme principaux arguments (6/15). Ces extraits illustrent bien ce point de vue : « Cela semble être une priorité pour la municipalité » (participant S); « Je crois que la municipalité est très réceptive et intéressée à collaborer » (participant A); « Elle me semble proactive, ce qui est bien » (participant FF).

Tableau 5. 1

Catégories et contenu des représentations sociales de la gestion de l'eau sur le territoire en général

ÉLÉMENTS DE CONTENU DES REPRÉSENTATIONS SOCIALES			
CATÉGORIES ET NOMBRE DE PARTICIPANTS	SOUS-CATÉGORIES ET NOMBRE DE PARTICIPANTS		
Opinions générales sur la gestion et la protection de l'eau sur le territoire (15)	Vision positive (13)	Vision négative (1)	Vision neutre (1)
Opinions positives sur la gestion et la protection de l'eau sur le territoire (15)	Valorisation de l'effort et de la volonté mise de l'avant (6)	Mise en place de la réglementation (4)	Participation citoyenne (3)
Opinions négatives à l'endroit de la réglementation (4)	Réserve quant au suivi et à l'application des règlements (3)	Manque de ressources pour pallier aux difficultés de la réglementation (1)	Manque de lois (1)

D'un point de vue plus spécifique, la réglementation pour décrire les positions quant à la protection des plans d'eau sur leur territoire est aussi amenée pour justifier cette vision positive (4/15). La citation suivante illustre cette idée : « [...] Des progrès au cours des

dernières années, mais j'ai l'impression qu'il n'y a pas suffisamment d'actions pour faire respecter la réglementation » (participant F).

Ensuite, la participation citoyenne et la responsabilisation des citoyens sont aussi mises en évidence pour rendre compte de la protection des plans d'eau dans leur municipalité (3/15). À ce sujet, l'implication volontaire des personnes, la mobilisation des instances ainsi que la sensibilisation et la conscientisation des citoyens sont rapportées. Les extraits suivants montre cette position : « L'implication volontaire des citoyens de Saint-Anne-des-Lacs fait en sorte que la gestion de l'eau des lacs est beaucoup mieux protégée » (participant I); « Maintenant entre bonnes mains ! Au moins un représentant de l'ABVLACS, des riverains mieux informés et conscientisés, une municipalité plus impliquée » (participant E); « Je pense qu'il y a beaucoup plus de personnes sensibilisées et les responsables de la municipalité le sont aussi (grâce au travail des associations) » (participant G).

Néanmoins, une critique générale des activités menées sur le territoire est rapportée par les participants ayant une vision positive de la gestion de l'eau. L'accent mis sur les lacs plus nobles de la région et la limite de la portée des actions sont par exemple soulignés (3/15). De plus, une réserve quant au suivi et à l'application de la réglementation est présente (3/15). Les propos suivants mettent en lumière cette position: « La situation s'améliore mais la municipalité n'est pas assez sévère au sujet de l'application des règlements se rapportant aux fosses septiques » (participant M). Le manque de lois comme principale critique est aussi rapporté (participant G). À ce sujet, la présence de l'agent de liaison en tant qu'initiative pour pallier les difficultés liées au respect de réglementation est par contre amenée.

La question se discute beaucoup. C'est évident qu'il y a une volonté d'assurer la protection de lacs. Il manque cependant de ressources pour assurer un suivi réel. La présence de Gabriel cet été montre une volonté d'accroître ce suivi (participant D).

En résumé, la gestion de l'eau sur le territoire est perçue positivement par la majorité des participants (13/15). Pour décrire la gestion de la protection de l'eau sur le territoire, les efforts et la volonté mises de l'avant par la municipalité (6/15), la réglementation mise en place (4/15) et la participation citoyenne (3/15) dans la protection des lacs apparaissent en

tant que principaux arguments pour expliquer cette vision positive. Par ailleurs, la vision négative de la gestion et de la protection de l'eau sur le territoire s'exprime par une critique se rapportant à la réglementation dont le manque de loi (3/4, le manque de suivi (1/4) et le manque de ressource (1/4).

5.1.2 Mobilisation municipale dans la protection de l'eau

Cette section porte sur les représentations sociales de la mobilisation municipale dans la protection des plans d'eau (voir tableau 5.2).

Tableau 5.2
Catégories et contenu des représentations sociales de la mobilisation municipale dans la protection des plans d'eau

ÉLÉMENTS DE CONTENU DES REPRÉSENTATIONS SOCIALES				
CATÉGORIES ET NOMBRE DE PARTICIPANTS	SOUS-CATÉGORIES ET NOMBRE DE PARTICIPANTS			
Opinions générales sur la mobilisation municipale dans la protection des plans d'eau (15)	Vision positive (9)	Vision négative (5)	Vision partagée (1)	
Opinions positives sur la mobilisation municipale dans la protection des plans d'eau (6)	Création du département de l'environnement (2)	Soutien aux associations (3)	Mise en place d'activités de sensibilisation (3)	Resserrement de la réglementation (2)
Opinions négatives sur la mobilisation municipale dans la protection des plans d'eau (6)	Critique à l'égard du manque de suivi et d'application de la réglementation (4)	Critique à l'égard de la politique municipale (2)		

La majorité des participants considèrent que la municipalité est suffisamment mobilisée dans la protection des lacs (10/15). Des actions concrètes sont rapportées par six participants pour en témoigner. Pour commencer, la création d'un département de l'environnement à la mairie est soulignée pour témoigner de cette mobilisation (2/15). Les citations suivantes montrent cette idée : « Depuis cinq à six ans, oui ! Création d'un département de l'environnement, réglementation renforcée sur les milieux humides, les lacs, les bandes riveraines [...] » (participant E).

J'ai moins suivi le dossier depuis quelques mois...mais je pense qu'elle l'est : secteur de l'environnement, engagement du personnel, visite de terrain, et soutien des associations (participant G).

Le soutien aux associations apporté par la municipalité est aussi invoqué pour rendre compte de la mobilisation (2/15). Le présent extrait illustre cette vision : « Oui, l'environnement est une cause importante du mandat des élus, ils offrent leur soutien à l'ABVLACS » (participant A).

Par ailleurs, le resserrement de la réglementation (2/15) ainsi que les activités de sensibilisation (3/15) menées sur le territoire sont également rapportées pour illustrer les actions concrètes réalisées par la municipalité. Les citations suivantes montrent cette idée : « Pour ma part, la sensibilisation qu'elle a fait jusqu'à maintenant m'a rendu beaucoup plus conscient de la fausse septique. Le reste, je l'étais déjà beaucoup » (participant ff); « Parce qu'ils sont venus nous expliquer et nous renseigner quoi faire et quoi ne pas faire aux alentours du lac, tel que planter certains arbustes et ne pas couper le gazon à 10 mètres » (participant Y).

D'un autre côté, des éléments négatifs relativement à la mobilisation de la municipalité dans la gestion de la protection de l'eau sont soulevés (6/15). À ce sujet, le manque de suivi quant à l'application de la réglementation constitue la principale critique à l'endroit de la mobilisation municipale dans la protection des plans d'eau pour plusieurs participants (4/15) comme le démontrent ces citations : « À ma connaissance, on pourrait faire plus, notamment, dans le suivi de la réglementation municipale » (participant V).

Elle l'est de plus en plus. Le fait d'avoir élargi à 15 mètres la bande riveraine à protéger est un indice. Encore faudrait-il que cette norme soit véritablement mise en application avec surveillance et sanctions à l'appui (participant D).

Dans une autre perspective, le côté pervers de la politique municipale est rapporté par deux participants qu'illustre cet extrait : « L'action municipale est toujours sujette à la politique et donc demande une constante vigilance des payeurs de taxes » (participant BB).

En résumé, plus de la moitié des participants ont une vision positive de la mobilisation de la municipalité dans la protection des plans d'eau (10/15). La réglementation, la sensibilisation et le soutien aux associations constituent les principales actions exposées pour en témoigner (6/15). Le resserrement de la réglementation réfère, quant à lui, aux règles propres à la bande riveraine et aux fosses septiques. La création d'un secteur de l'environnement à la mairie est aussi invoquée pour faire valoir l'implication de la municipalité dans la protection des plans d'eau (2/15). D'un autre côté, le manque de suivi et d'application de la réglementation par la municipalité constitue le principal point négatif rapporté (4/15). À ce sujet, les points de référence sont similaires à ceux invoqués du côté du resserrement de la réglementation, soit la non conformité des fosses septiques et le non respect des normes de la bande riveraine

5.1.3 Engagement des riverains comme moyen d'intervention dans la protection des plans d'eau

Les résultats de cette section, tirés de l'analyse des données du questionnaire, décrivent les représentations sociales de l'engagement des riverains dans la protection des plans d'eau (voir tableau 5.3).

Tableau 5.3

Catégories et contenu des représentations sociales de l'engagement des riverains comme moyen d'intervention dans la protection des plans d'eau

ÉLÉMENTS DE CONTENU DES REPRÉSENTATIONS SOCIALES				
CATÉGORIES ET NOMBRE DE PARTICIPANTS	SOUS-CATÉGORIES ET NOMBRE DE PARTICIPANTS			
Effets positifs de l'engagement des riverains comme moyen d'intervention (15)	<i>Préservation et conservation de l'environnement</i> (8)	<i>Préservation de la qualité de vie et du style de vie</i> (3)	<i>Augmentation de la conscientisation citoyenne et riveraine</i> (6)	<i>Établissement d'un projet collectif de protection</i> (3)
Effets négatifs de l'engagement des riverains comme moyen d'intervention (12)	Manque d'intérêt et difficultés à faire changer les comportements (6)	Empiètement sur le temps des riverains consacré à leurs activités personnelles (1)	Problèmes liés à la hiérarchisation des priorités (2)	Danger de l'ingérence sur les libertés personnelles (1)

L'ensemble des participants a une vision générale positive de l'engagement des riverains en tant que moyen d'intervention dans la protection des plans d'eau et tous les participants font référence aux impacts ou aux effets positifs liés à cet engagement pour illustrer cette position (15/15).

La préservation et la conservation de l'environnement s'avèrent être les effets les plus souvent rapportés pour faire valoir cette prise de position (8/15) tel que démontrent les extraits suivants : « Mieux informés, mieux faire les choses concernant la santé des lacs, impression de limiter les dommages de l'activité humaine » (participant F).

Bonne qualité de l'eau des lacs. Protection de la faune et de la flore. Le principal aspect positif est que nous garderons la qualité de l'eau excellente pour les prochaines plusieurs années (participant BB).

L'amélioration de la conscientisation citoyenne et riveraine dans la protection des plans d'eau est aussi amenée par plusieurs participant (6/15) pour faire expliquer les effets positifs de l'engagement des riverains dans la protection des lacs. Les citations suivantes illustrent cette vision : « La conscience du problème se fait plus vive » (participant H) ; « Que chaque riverain respecte les consignes nécessaires à la santé de notre lac ! (participant Y)»

De plus en plus de gens semblent conscients de la nécessité d'être vigilants et responsables, notamment en ce qui concerne les installations septiques et le respect de la bande riveraine (participant D).

Par ailleurs, un lien est également souligné entre la préservation et la conservation de l'environnement et la qualité de vie (3/15). À ce sujet, un rapprochement est amené par deux quand au style de vie par la mention d'activités possibles tels la baignade et autres sports nautiques : kayak, canot et pédalo (participant FF, E et BB). Le maintien de la valeur des propriétés est aussi abordé par deux de ces participants (2/15). La mention de la préservation de la qualité de l'environnement relativement aux générations futures est par ailleurs présentée par l'un d'eux (participant E).

L'engagement des riverains, en tant que projet collectif de protection de l'environnement, est également amené pour rendre compte d'un effet positif lié à ce moyen d'intervention (3/15). Les extraits suivants rapportent cette position: « Je pense qu'il y a de plus en plus de personnes qui participent et qui s'engagent à faire des petits pas » (participant G) ; « L'implication, le volontariat, le travail des bénévoles, la présence de citoyens aux assemblées, etc. » (participant I).

Les côtés négatifs à l'engagement des riverains comme moyens d'intervention dans la protection des plans d'eau sont également mentionnés par les participants (12/15). Les arguments amenés à cet égard se rapportent de nouveau aux effets et aux impacts liés à cet engagement.

Le manque d'intérêt chez certains riverains ainsi que la difficulté à faire changer les conduites sont présentés comme principaux éléments négatifs propres à l'engagement des

riverains dans la protection de l'eau (6/15). Les citations ci-après évoquent cette idée : « Il n'est pas facile de faire changer les habitudes; certains ne veulent pas en entendre parler » (participant F) ; « Quelques-uns sont réticents, incrédules ou s'en foutent carrément » (participant I).

L'empiètement sur le temps des riverains, habituellement consacré à leurs activités personnelles (1/15) et la difficulté liée à la hiérarchisation des priorités (2/15) sont également soulignés comme effets négatifs. À ce sujet, la prééance des problèmes sociaux et économiques sur les questions de l'eau est notamment évoquée.

D'un autre point de vue, trois participants mentionnent ne trouver aucun aspect négatif à l'engagement. Un autre met l'accent sur les dangers potentiels de l'ingérence sur les libertés personnelles comme effets négatifs de l'engagement des riverains.

Si la communauté devient trop contraignante et commence à décider quels détergents ou ampoules on doit acheter et commence à s'immiscer dans toutes les petites décisions, ça peut devenir tyrannique très vite. Je n'aimerais pas recevoir quelqu'un chez moi qui va venir tout répertorier toutes les petites infractions et leur code. La liberté pour moi est très importante (participant FF)

De façon générale, l'engagement des riverains dans la protection des plans d'eau est perçu positivement par les participants (10/15). La préservation et la conservation de l'environnement sont rapportées comme principaux effets positifs de l'intervention riveraine (8/15). Un rapprochement entre la qualité de vie et la qualité de l'environnement est aussi amené par trois participants. Dans cette perspective, la préservation de la valeur des propriétés et à la possibilité de faire des activités nautiques sont rapportées. L'établissement d'un projet collectif de protection (3/15) et l'amélioration de la prise de conscience citoyenne et riveraine sont aussi soulignés pour rendre des aspects positifs de l'engagement des riverains dans la protection des plans d'eau (6/15). Les modifications de conduites à l'égard du respect de la réglementation sont à ce niveau mis en lumière pour illustrer concrètement cette conscientisation (2/15). L'envers de la médaille de cette conscientisation, soit le manque d'intérêt et la difficulté à faire changer les pratiques, sont amenés en tant qu'aspects négatifs

liés à l'engagement des riverains (6/15). Les difficultés liées au changement des habitudes, le non-respect des règlements ou une attitude individualiste sont pris en exemple pour faire valoir ce désintérêt et ce manque de mobilisation chez les riverains. Le problème de hiérarchisation des priorités, le danger potentiel sur les libertés individuelles et l'empiètement sur le temps personnel des riverains s'avèrent être les principaux impacts négatifs rapportés par les participants relativement à l'engagement des riverains comme moyen d'intervention dans la protection des plans d'eau.

5.1.4 Attentes des riverains à l'égard de la gestion de l'eau en général.

Cette section a pour but de dégager les représentations sociales des citoyens quant à leurs attentes à l'égard de la gestion et de la protection de l'eau (voir tableau 5.4).

Plus du 2/3 des participants aimeraient que la municipalité continue à faire appliquer les règles relatives à la protection des plans d'eau (n=10). Dans cette optique, le tiers fait référence aux règlements entourant les installations septiques (5/15) et quatre abordent la question de la protection de la bande riveraine. Le besoin d'un resserrement des règles (4/15) et une obligation de se conformer aux nouvelles normes et lois relatives aux installations septiques pour les nouveaux propriétaires sont aussi invoqués comme attentes.

Je crois qu'il devrait y avoir davantage de règlements relatifs à la protection des rives et conséquemment des plans d'eau et avoir des personnes responsables de les appliquer (participant BB).

Tableau 5.4
Catégories et contenu des représentations sociales des attentes de la gestion et de la protection de l'eau sur le territoire

ÉLÉMENTS DE CONTENU DES REPRÉSENTATIONS SOCIALES				
CATÉGORIES ET NOMBRE DE PARTICIPANTS	SOUS-CATÉGORIES ET NOMBRE DE PARTICIPANTS			
Attentes des riverains à l'égard de la gestion et la protection de l'eau (15)	Continuation quant au suivi et à l'application de la réglementation (10)	Continuation dans la sensibilisation et la formation (6)	Recherche d'une plus grande cohérence entre les experts (1)	Meilleur traitement de l'aspect économique dans la gestion de l'eau (2)

Par ailleurs, une continuité dans la sensibilisation et dans la formation des citoyens est évoquée par six participants comme étant les principales attentes en termes de gestion de la protection des plans d'eau sur le territoire. Les extraits suivants montrent cette idée : « J'espère que le système en place soit maintenu et que l'éducation des citoyens continue » (participant S); « Oui, il faut protéger les lacs (santé, algues) par tous les moyens et il faut un travail d'éducation pour conscientiser sur la problématique générale de l'eau » (participant G).

Que l'information pertinente soit diffusée de la manière la plus efficace possible. Il y a encore trop de riverains qui ne semblent pas informés et peu enclins à faire de leur propre initiative. Il faut trouver une façon de les rejoindre malgré eux (participant D).

D'un point de vue plus général, la recherche d'une plus grande cohérence entre les recommandations émises par les différents experts environnementaux est aussi abordée.

Que tous les scientifiques, biologistes et autres spécialistes en environnement se mettent enfin d'accord. Les plus jeunes semblent prôner les connaissances reçues dans leur formation. Certains plus expérimentés et peut-être politisés sont plus souples. Exemple : bande riveraine à 5, 10 ou 15 mètres? Fauchage dans les lacs c'est bonne ou pas? Les aérateurs dans les lacs c'est bons ou pas? (participant E)

La dimension économique comme moyen d'action dans la protection des plans d'eau apparaît aussi en termes d'attentes (2/15). Celle-ci fait notamment appel à l'utilisation de compteurs d'eau, à l'application de redevances pour les embouteilleurs et à la mise sur pied d'une aide financière pour les cultivateurs pour la création de zones tampons pour susciter le changement.

En résumé, les principales attentes relatives à la protection des plans d'eau réfèrent au maintien du suivi et de l'application de la réglementation (10/15). La poursuite de la sensibilisation citoyenne et de la formation représente une autre attente importante (6/15). Des actions coercitives de protection, faisant appel à des frais d'utilisation, comme par exemple l'utilisation de compteurs d'eau, ainsi qu'une meilleure cohérence entre les experts en environnement apparaissent de leur côté en tant qu'attentes plus secondaires (3/15).

5.2 Représentations sociales des enjeux de la gestion et de la protection des plans d'eau

La section suivante vise à présenter les représentations sociales que se font les citoyens et les riverains des enjeux de la gestion et de la protection de l'eau. Elle précise les éléments de contenu ces représentations sociales en termes de catégories ainsi que l'importance relative de ces catégories dans l'organisation du contenu représentationnel. Elle présente également de nouveau la méthode de traitement et d'analyse des données de l'association libre à tris successifs ayant mené à ces résultats.

5.2.1 Catégories induites de l'épreuve d'association de termes et éléments de contenu

Les résultats de cette section réfèrent à l'analyse des données du premier tri de la technique d'association libre à tris successifs. L'épreuve d'association de termes consistait à identifier et à ordonner des termes en fonction de leur importance pour définir les enjeux de la gestion et de la protection de l'eau. Ainsi, lors du premier tri, les participants devaient identifier huit termes qui leur venaient à l'esprit lorsqu'ils songeaient à la gestion et à la protection de l'eau. Au deuxième tri, ils devaient sélectionner, de cette liste de huit termes, les quatre termes les plus importants. Pour terminer, de cette liste de quatre termes, les

participants devaient choisir les deux termes les plus importants pour représenter les enjeux de la gestion et de la protection de l'eau. Un nombre de 14 participants a fourni la liste de huit termes.

Lorsqu'il a été demandé aux participants de choisir huit termes qui leur venaient à l'esprit lorsqu'ils pensaient à la gestion de la protection de l'eau, 105 termes ont été listés. Ces derniers ont été répartis dans neuf catégories qui ont été induites lors d'une première analyse : gestion de la ressource (21/105), communauté (15/105), effets liés à la préservation (14/105), solutions de protection (13/105), sources du problème (11/105), caractéristiques de la ressource (10/105), éducation (8/105), milieu naturel (8/105), et problèmes écologiques (5/105). Le tableau 5.5 présente pour chacune de ces catégories le nombre de termes différents qui les composent ainsi que le nombre de fois où ils apparaissent.

Tableau 5.5
Catégories induites de l'association libre à tris successifs de la liste des 8 termes

Catégories	Termes renvoyant à la catégorie	Fréquence	Nombre total de termes listés dans la catégorie
Gestion de la ressource	bassin versant	1	21
	contrôle	1	
	déglaçant	1	
	économie	1	
	énergie	1	
	fondamental	1	
	gestion par bassins versants	1	
	guerre	1	
	indispensable	1	
	laisser-faire	1	
	laxisme	1	
	législation	1	
	règles	1	
	rigueur	1	
	ruissellement	1	
	suivi	3	
	surveillance	1	
	taxer	1	
	urgence	1	
Milieu naturel	arbres	1	8
	arbustes	1	
	écologie	1	
	environnement	2	
	naturelle	1	
	plantes aquatiques	1	
	poisson	1	
Problèmes écologiques	algues	2	5
	cyanobactéries	1	
	érosion	1	
	pollution	1	
Solutions de protection	bande riveraine	3	13
	gazon	1	
	installations septiques	5	
	produits sans phosphate	1	
	protection des rives	1	
	riverains conscientisés	1	
	végétalisation	1	
Éducation	éducation	2	8
	formation	1	
	information	3	
	sensibilisation	1	
	transparence	1	

Tableau 5.5
Catégories induites de l'association libre à tris successifs de la liste des 8 termes (suite)

Catégories	Termes renvoyant à la catégorie	Fréquence	Nombre total de termes listés dans la catégorie
Caractéristique de la ressource	beauté	1	10
	eau claire	1	
	potable	2	
	précieux	1	
	propreté	2	
	pureté	1	
	qualité	2	
Communauté	bon voisinage	1	15
	communauté	1	
	disponibilité	2	
	engagement	1	
	ensemble	1	
	implication	1	
	partager	1	
	respect	3	
	responsabilité	2	
	responsabilité Commune	1	
	responsabilité individuelle	1	
Effets liés à la préservation	activités aquatique	1	14
	avenir	1	
	baignade	1	
	bien-être	1	
	génération future	1	
	harmonie	1	
	pérennité	1	
	qualité de vie	1	
	santé	4	
	sécurité	1	
	vitalité	1	
Sources du problème	coupe gazon	1	11
	embarquement à moteur	1	
	engrais	1	
	fertilisant	1	
	gaspillage	1	
	insensibilité	1	
	insouciance	1	
	pesticides	1	
	phosphate	3	

À cette étape, les catégories «gestion de la ressource», «communauté» et « effets liés à la préservation » se sont avérées être les plus importantes pour constituer les représentations sociales des enjeux de la gestion et de la protection de l'eau en fonction du nombre de termes répertorié dans celles-ci. Par ailleurs, le terme *installations septiques*, classifié dans la

catégorie « solutions de protection » a obtenu la plus haute fréquence (5/105) suivi du terme *santé* (4/105), classé dans la catégorie « effets liés à la préservation ».

Les éléments de contenu ont ainsi été dégagés à l'aide de cette première analyse. Néanmoins, l'importance des catégories en fonction de la fréquence, mais également du rang des termes évoqués dans chaque catégorie, s'avère de mise pour déterminer les catégories qui jouent un rôle déterminant et structurant par rapport à celles qui sont moins prégnantes relativement à l'objet de représentation. L'importance relative des catégories fera donc l'objet de la prochaine section.

5.2.2 Importance relative des catégories induites de l'association de termes et des éléments de contenu

La section suivante présente l'organisation des éléments de contenu des représentations sociales des enjeux de la gestion et de la protection de l'eau d'un point de vue qualitatif. En effet, les éléments prégnants dans le contenu de la représentation sociale ne peuvent pas être considérés comme tel du fait qu'ils sont rapportés par la majorité des participants. Ils doivent être décisifs pour la signification des enjeux, d'où l'importance de s'attarder à l'importance relative des catégories.

En référence à la méthode utilisée par Roland-Lévy (2002), l'organisation du contenu représentationnel des enjeux de la gestion et de la protection des plans d'eau en fonction de l'importance des catégories induites de l'analyse a tris successifs a été dégagée par la fréquence d'évocation des termes dans une catégorie ainsi que de son rang d'apparition. Cette méthode d'analyse des associations de termes a pour but de présenter les catégories prédominantes et secondaires relativement à l'objet de la représentation. Pour ce faire, les catégories induites de la liste des quatre termes et de la liste des deux termes tirées des catégories déduites de la liste initiale de huit termes ont été utilisées. À cet effet, pour distinguer les catégories ayant des fréquences faibles des catégories ayant des fréquences élevées, les valeurs supérieures et inférieures à la fréquence moyenne de l'ensemble des termes listés dans une catégorie ont été retenues. Dans le même ordre d'idées, le rang moyen

a également été traité de façon à différencier les catégories ayant un rang faible et un rang élevé.

- Résultats du deuxième tri de l'association de termes

Lorsqu'il a été demandé aux participants de sélectionner parmi les huit termes, les quatre qu'ils considéraient les plus importants, une liste de 52 termes a émergé. Un nombre de 13 participants a fourni cette liste. Ces termes ont pu être classifiés dans huit des neuf catégories induites de l'épreuve d'association de termes lors de la première analyse : solution de protection, gestion de la ressource, caractéristiques de la ressource, milieu naturel, éducation, communauté, source du problème et effets liés à la préservation.

En analysant les catégories des représentations sociales des enjeux de la gestion et de la protection de l'eau, desquelles découlent les principes organisateurs selon leur interprétation, il apparaît que les catégories déterminantes s'articulent autour d'éléments se rapportant à la « gestion de la ressource » et des « solutions de protection ». En effet, ces catégories ont une fréquence et un rang supérieurs à la moyenne de la fréquence et du rang de l'ensemble des termes listés dans une catégorie (voir tableau 5.6).

Tableau 5.6
Représentations sociales des enjeux de la gestion et de la protection de l'eau selon le deuxième tri

Rang moyen Fréquence	Faible <3.5	Élevé >3.5
Majoritaire >4.5	Solutions de protection; <i>bande riveraine, installations septiques, végétalisation</i> : 5 (3.4) Gestion de la ressource; <i>bassin versant, règles, rigueur, suivi, laisser faire</i> : 6 (3.166)	Communauté; <i>disponibilité, responsabilité, partage, respect, ensemble</i> : 7 (4.57) Sources du problème; <i>phosphate, insouciance, gaspillage, coupe gazon</i> : 6 (3.666)
Minoritaire <4.5	Caractéristiques de la ressource; <i>eau claire, qualité</i> : 2 (3) Milieu naturel; <i>écologie, environnement, naturelle</i> : 3 (3.33) Éducation; <i>information, sensibilisation, transparence</i> : 6 (2.166)	Effets liés à la préservation; <i>pérennité, génération future, qualité de vie, santé</i> : 3 (3.66)

N.B. Dans le tableau, le premier nombre indique la fréquence d'apparition, soit le nombre de sujets ayant donné des termes appartenant à la catégorie et les chiffres entre parenthèses indiquent le rang moyen d'apparition des termes. Les termes en italique réfèrent à certains termes appartenant à la catégorie.

Les termes utilisés pour témoigner de la gestion de la ressource se rapportent à la réglementation. D'une part, des termes tels *règles* et *suivi* sont évoqués pour amener la notion de contrôle et de règles propre à la gestion de la ressource. D'autre part, des termes tels que *laisser-faire* et *rigueur* sont également rapportés et apparaissent comme une forme de critique à l'application de la réglementation. Ensuite, la nécessité d'action et l'état de la situation pour témoigner du contexte de gestion sont également soulevés en faisant allusion au sentiment d'*urgence* de la situation. Des termes comme *bassin versant* sont aussi exprimés pour témoigner du contexte d'intervention. Par ailleurs, la catégorie «solutions de protection» se définit aussi en terme de catégorie déterminante.

La « communauté », et les « sources du problème » apparaissent quant à eux à proximité des catégories prédominantes des représentations sociales des enjeux de la gestion

et de la protection de l'eau. Les représentations sociales recouvre en ce sens également un ensemble d'éléments ou de faits se rapportant soit à la source du problème et aux solutions d'un point de vue collectif par l'aspect communautaire évoqué (*respect, partage, responsabilité individuelle et collective...*).

Relativement aux catégories de la liste de quatre termes, les « caractéristiques de la ressource », le « milieu naturel » se positionnent aussi à proximité des catégories déterminantes dans la définition du contenu des représentations sociales. Elles témoignent en ce sens de l'enjeu de la protection dans sa globalité, soit la préservation de l'environnement (*qualité, eau clair, naturelle, environnement, écologie...*). L'« éducation » y apparaît aussi témoignant de l'importance d'informer et de sensibiliser la population. Elle crée par le fait même un rapprochement avec les solutions de protection et la prise en charge des individus et de la communauté dans la gestion et la protection de l'eau.

- Résultats du dernier tri de l'association de termes

Les résultats de cette section réfèrent à la sélection des deux termes sélectionnés prioritairement par les participants pour décrire les enjeux de la gestion et de la protection de l'eau. Lorsqu'il a été demandé aux participants d'énumérer les termes les plus significatifs pour définir les enjeux de la gestion et de la protection de l'eau parmi les quatre termes retenus dans la liste précédente, un nombre de 28 termes différents ont été rapportés par les 14 participants. Ces derniers ont pu être classés dans sept des neuf catégories induites de l'épreuve de l'association libre lors de la première analyse.

En analysant ces catégories constituant des représentations sociales des enjeux de la gestion et de la protection de l'eau, il apparaît que la catégorie prédominante demeure celle constituée d'éléments se rapportant à la « gestion de la ressource ». Elle confirme par le fait même le rôle organisateur de cette catégorie (voir tableau 5.7).

Tableau 5.7
Représentations sociales des enjeux de la gestion et de la protection de l'eau selon le dernier tri

Rang moyen Fréquence	Faible <1.5	Élevé >1.5
Majoritaire >3.5	Gestion de la ressource ; <i>rigueur, suivi, laisser faire, urgence</i> : 4 (1)	Éducation ; <i>information, sensibilisation, transparence</i> : 5 (1.6) Communauté ; <i>responsabilité, partage, respect, disponibilité</i> : 6 (1.6667) Sources du problème ; <i>phosphate, insouciance</i> : 3 (1.667) Solutions de protection ; <i>bande riveraine, installations septiques, protection des rives</i> :5 (2)
Minoritaire <3.5	Effets liés à la préservation ; <i>santé</i> : 1 (1)	Milieu naturel ; <i>écologie, environnement</i> : 2 (2)

N.B. Dans le tableau, le premier nombre indique la fréquence d'apparition, soit le nombre de sujets ayant donné des termes appartenant à la catégorie et les chiffres entre parenthèses indiquent le rang moyen d'apparition des termes. Les termes en italique réfèrent à certains termes appartenant à la catégorie

Le rapprochement avec les aspects de la réglementation demeure significatif pour définir ce qui est entendu par cette gestion. Les termes tels *règles* et *suivi* sont présents pour amener la notion de contrôle propre à la gestion de la ressource. Le terme *laisser-faire* est également rapporté et peut se présenter de nouveau comme une forme de critique à l'application de la réglementation. Toutefois, le terme *bassin versant* est délaissé. De cette liste, les termes choisis dans cette catégorie font ainsi plutôt référence au contexte de gestion : *urgence, suivi, rigueur, laisser-faire*.

La « communauté », les « solutions de protection », les « sources du problème » ainsi que l'« éducation » demeurent également à proximité de la catégorie. Elles jouent ainsi toujours un rôle important et organisateur dans la définition du contenu des représentations sociales des enjeux de la gestion et de la protection de l'eau.

Toutefois, les « caractéristiques de la ressource » ne s'avèrent plus être une partie constituante des représentations sociales. Le « milieu naturel » n'est plus un élément

déterminant dans l'organisation de son contenu. Les « effets liés à la préservation » apparaissent toutefois comme un nouvel élément plutôt important dans l'organisation du contenu représentationnel. En relation avec les autres catégories importantes, cette dernière peut témoigner de l'impact de la protection des plans d'eau sur la population et sur l'environnement (*santé*).

5.3 Synthèse des résultats

Cette section présente les liens possibles entre les représentations sociales de la gestion et de la protection de l'eau et les représentations de ses enjeux chez les riverains.

Un lien peut être établi entre l'évaluation de la mobilisation municipale dans la protection de l'eau et les représentations sociales des enjeux chez les riverains. En effet, la « gestion de la ressource » constitue la catégorie prédominante des représentations sociales et jouent un rôle organisateur. De plus, la catégorie « éducation » se situe à proximité de cette dernière. Or, cette situation permet de rendre compte des critères d'évaluation des riverains à l'égard de la mobilisation de la municipalité dans la protection et la gestion de l'eau ainsi que leurs attentes.

En effet, ces termes se positionnent comme principaux indicateurs dans l'application, le resserrement et le suivi des règlements. La prégnance des termes *installations septiques* et *bande riveraine* comme « solutions de protection » prend ainsi aussi tout son sens.

Dans le même ordre d'idées, la prise de conscience des riverains a aussi été soulignée pour rendre compte des aspects positifs de l'engagement des riverains dans la protection des plans d'eau. Les modifications de conduites à l'égard du respect de la réglementation ont été mentionnées pour illustrer concrètement cette conscientisation. L'indifférence a par ailleurs été évoquée en tant qu'aspect négatif lié à l'engagement des riverains comme moyen d'intervention. Les difficultés associées au changement des habitudes et le non-respect des règlements sont ressortis au premier plan pour faire valoir ce désintérêt. Ces propos illustrent donc de nouveau l'utilisation de critères d'évaluation se rapportant à la réglementation et à

l'éducation pour mesurer les effets liés à l'engagement des riverains. Ils rappellent du fait même la prédominance et le rôle organisateur de la catégorie «gestion de la ressource» de la représentation sociale des enjeux de la gestion et de la protection de l'eau et l'importance celle de l'«éducation».

La catégorie «communauté», située à proximité de la catégorie déterminante et organisatrice «gestion de la ressource», transparaît aussi dans l'évaluation de la protection et de la gestion de l'eau chez les riverains. En effet, un rapprochement peut se faire entre certains moyens évoqués par les participants pour assurer la protection de l'eau et cette idée de « communauté ». L'intégration des riverains, de l'agent de liaison, des citoyens et des associations dans la démarche d'intervention municipale en est un exemple. La création d'un secteur de l'environnement à la mairie, le maintien du système déjà en place et la poursuite du bénévolat déjà mené constituent d'autres points soulevés par les riverains pouvant se rapporter à la «communauté».

La même tendance apparaît relativement aux effets liés à la préservation; catégorie se situant également à proximité de la catégorie la plus prégnante. En effet, la préservation de la qualité de l'environnement a été rapportée par plusieurs riverains comme élément positif de la mobilisation riveraine. Dans cette perspective, un rapprochement entre la qualité de vie et la qualité de l'environnement a aussi été souligné. Or, cette situation rend également compte de l'importance de cette catégorie au sein des représentations sociales.

Les résultats permettent ainsi d'établir un lien entre l'organisation des éléments de contenu des représentations sociales des enjeux de la gestion et de la protection de l'eau et les représentations sociales de la gestion de l'eau sur le territoire chez les riverains.

En résumé, ce chapitre a permis d'identifier et de catégoriser les éléments des représentations sociales de la gestion de l'eau et de la protection de l'eau. En ce qui concerne les représentations sociales de l'engagement des riverains, la préservation et la conservation de l'environnement ont été les principaux éléments positifs rapportés (8/15). La gestion de l'eau sur le territoire fut quant à elle également perçue positivement par la majorité des

participants (13/15). Les efforts et la volonté mises de l'avant par la municipalité (6/15), la réglementation mise en place (4/15) et la participation citoyenne dans la protection des lacs (3/15) sont apparus en tant que principaux éléments de contenu de ces représentations. La réglementation, la sensibilisation et le soutien aux associations ont constitué pour leur part les principales actions évoquées pour témoigner d'une vision positive de la mobilisation municipale (6/15). Du côté des représentations sociales des attentes de riverains, le maintien du suivi et de l'application de la réglementation (10/15) est apparu comme élément de contenu prédominant. La poursuite de la sensibilisation citoyenne et de la formation a également constitué une attente importante (6/15).

Par la suite, il a apporté un éclairage sur l'organisation du contenu des représentations des enjeux de la gestion et de la protection qui a mené à une compréhension des liens entre les représentations sociales de la gestion de l'eau et de la protection de l'eau et les représentations sociales des enjeux de cette gestion.

En somme, il a permis de comprendre que des liens pouvaient être tissés entre les représentations sociales, et que de la même façon, des liens pourraient être établis entre les pratiques environnementales déclarées et les représentations sociales de la gestion de l'eau chez les riverains. En vue d'étudier ces liens entre les pratiques déclarées des riverains et les représentations sociales, le chapitre suivant portera sur les pratiques des riverains dans les activités proposées sur le territoire et la mise en application de nouvelles pratiques environnementales.

CHAPITRE VI

LES PRATIQUES DE PROTECTION DE L'EAU DES RIVERAINS

Dans ce chapitre, les pratiques des riverains dans la protection de l'eau seront décrites. Les pratiques environnementales déclarées ainsi que les pratiques auto-rapportées dans les activités offertes sur le territoire seront en ce sens présentées. Ce chapitre vise ainsi à répondre au troisième objectif de recherche, soit d'identifier leurs pratiques environnementales déclarées dans le cadre de ce programme d'éducation communautaire.

6.1 Importance accordée aux pratiques environnementales chez les riverains

Cette section décrit l'importance accordée aux différentes pratiques environnementales de protection de l'eau chez les participants selon les données recueillies dans la deuxième partie du questionnaire. Elle présente les pratiques environnementales prônée par le CRE Laurentides dans le cadre du programme Bleu Laurentides pratiques (la protection des berges, la conformité de l'installation septique, l'utilisation de produits domestiques écologiques, la pratique d'activités aquatiques écologiques, la formation continue et la participation dans un RSVL), le rang accordé par les participants à chacune de ces pratiques ainsi que les raisons entourant le choix de ce rang pour les pratiques suivantes.

Lors de l'analyse des données, le rang moyen de chaque pratique environnementale a été établi afin de distinguer l'importance et la prégnance des pratiques. Pour ce faire, la fréquence d'apparition des pratiques ainsi que la priorisation accordée à chacune ont été calculées et analysées (voir tableau 6.1).

Tableau 6.1
Tableau synthèse des priorités accordées aux pratiques environnementales

Pratiques environnementales/ Priorité accordée aux pratiques (rang)	Protection des berges	Conformité de l'installation septique	Utilisation de produits domestiques biologiques	Pratiques d'activités aquatiques écologiques	Faire partie d'un RSVL	Formation continue en matière de protection de l'eau
1	6	9	3	2		2
2	1	2	6	3		1
3	7	1	3		2	2
4	0	2	1	8	2	2
5	1		1	1	7	2
6		1	1		4	6
7				1		
Rang moyen	2.26	2	2.6	3.46	4.86	4.26

N.B. Dans le tableau présenté, les chiffres font référence à la fréquence.

Ainsi, l'analyse des données a donné lieu à la hiérarchisation suivante : la conformité de l'installation septique (2), la protection des berges (2.26), l'utilisation de produits domestiques écologiques (2.6), la pratique d'activités écologiques (3.46) l'implication dans un réseau de suivi volontaire (4.86), et le suivi d'activités en matière de formation continue (4.26). En complément à ce tableau, l'Appendice I présente les priorités accordées aux différentes pratiques pour chaque participant. Plusieurs motifs ont été invoqués pour faire valoir les raisons à l'origine de l'importance des pratiques environnementales (voir tableau 6.2).

Tableau 6.2
Raisons à l'origine des pratiques environnementales

Raisons à l'origine de l'importance accordée à la protection des berges/ Nombre de répondants (n=6)	Empêcher le ruissellement des matières organiques et déchets dans l'eau (3)	Préservation de l'esthétisme du milieu (2)	Protection contre l'érosion (1)	Importance de garder l'eau à bonne température pour empêcher le développement d'algues (1)
Raisons à l'origine de l'importance accordée à la conformité de l'installation septique/ Nombre de répondants (n=9)	Problèmes liés à de l'évacuation quotidienne des déchets dans la fosse (4)	Problèmes liés aux droits acquis (1)	Pas d'argument (5)	
Raisons à l'origine de l'importance accordée à l'utilisation de produits domestiques écologiques / Nombre de répondants (n=3)	Élimination des déchets à la source (2)	Pas d'argument (1)		
Raisons à l'origine de l'importance accordée à la formation continue/ Nombre de répondants (n=2)	Importance de la connaissance dans le changement des conduites (1)	Pas d'argument (1)		

Relativement à la pratique de protection des berges, six participants l'identifient en tant que pratique de première importance. Le maintien d'une zone tampon pour empêcher un apport excessif de nourriture dans les lacs favorisant par le fait même la prolifération des plantes aquatiques et l'apparition du phénomène d'eutrophisation a été souligné par la moitié d'entre eux pour faire valoir l'importance de cette pratique (3/6). Cet extrait montre cette position : « Les berges, la bande riveraine avec toute sa végétation empêchent le ruissellement des matières organiques d'aller directement dans l'eau » (participant F).

Par ailleurs, l'importance de la pratique de protection des berges dans le maintien d'une température de l'eau adéquate, la protection contre le phénomène de l'érosion ainsi que la préservation de l'esthétique du milieu sont aussi mentionnées pour faire valoir le bien fondée de l'approche. Le contexte du laisser-faire au sujet de l'application de la réglementation est amené en tant qu'exemple pour invoquer cette idée.

Le bord des lacs a toujours été négligé au Québec et on laisse-faire des pratiques négatives telles que les pelouses ; avec l'utilisation de pesticides pour des raisons supposément esthétiques (participant V).

En ce qui concerne les installations septiques, plus de la moitié des participants considère cette pratique comme étant prioritaire (9/15). Les problèmes liés à l'évacuation quotidienne des déchets de la fosse (contaminants, eaux usées, ...) sont rapportés pour témoigner de l'importance de la pratique par près de la moitié (4/9). Les problèmes rattachés aux droits acquis, relativement aux vieilles installations sanitaires, en plus des problèmes liés à l'évacuation des déchets, sont également évoqués pour démontrer l'impact associé de cette pratique et son importance (1/9).

Par ailleurs, cinq participants mentionnent qu'il s'agit de l'aspect le plus important pour protéger les lacs sans toutefois y préciser de raisons particulières. Les extraits suivants illustrent cette idée : « Parce qu'à mon avis, c'est l'activité qui a la plus grande incidence sur la qualité des lacs » (participant L) ; « C'est ce qui a le plus grand impact sur les lacs à mon avis » (participant M).

Du côté de l'utilisation des produits écologiques et non dommageables pour l'environnement, trois participants la considèrent comme une approche prioritaire. Parmi ceux-ci, deux n'y apportent aucune justification et un répondant considère cette approche comme étant la base de toute intervention concernant la protection des lacs puisqu'il s'agit d'un moyen pour éliminer les déchets à la source. Il s'exprime ainsi : « L'élimination de l'apport en nutriment à la source aura un impact sur les autres méthodes et actions de protection » (participant E).

La formation continue en ce qui a trait à la protection des plans d'eau et à leur santé constitue quant à elle une pratique jugée prioritaire par deux participants. Pour faire valoir l'importance de cette pratique, l'illusion de penser que les règlements feront changer les gens s'ils sont ignorants est rapportée.

En ce qui concerne les deux autres approches telles que la pratique d'activités aquatiques écologiques et l'implication dans un réseau de suivi volontaire, aucun participant ne rapporte cette pratique comme une priorité sauf pour deux personnes ayant accordée la première priorité pour plus d'une pratique. Aucune raison ou argument ne sont présentés pour appuyer l'importance accordée à ces deux pratiques.

En résumé, la vérification de l'installation septique constitue la pratique environnementale la plus importante pour protéger les lacs pour plus de la moitié des participants (9/15). Elle obtient en ce sens le rang moyen le plus bas, soit 2. Les problèmes liés à l'évacuation des déchets demeurent le principal argument pour justifier l'importance de la pratique (4/9). Par ailleurs, l'explication des problèmes liés aux droits acquis pour les propriétaires, relativement à leur installation septique, est apportée pour justifier du bien-fondé de cette approche environnementale. Cinq participants n'apportent toutefois aucun argument pour justifier l'importance de la pratique. La protection des berges apparaît comme pratique environnementale de deuxième importance avec un rang moyen de 2.26. À ce sujet, le maintien d'une zone tampon réduisant l'apport en nourriture dans les lacs, la préservation de l'esthétisme du milieu et la protection contre l'érosion constituent les principaux arguments mis de l'avant pour faire valoir l'importance de la pratique. Un autre participant juge quant à lui l'utilisation de produits écologiques comme étant prioritaire par sa relation à la source du problème. D'un autre côté, la formation continue s'avère d'une importance capitale pour un répondant.

Cette section s'est donc intéressée à l'importance accordée aux pratiques environnementales de protection de l'eau prônée par le CRE Laurentides : la protection des berges, la conformité de l'installation septique, l'utilisation de produits domestiques écologiques, la pratique d'activités aquatiques écologiques, la formation continue, la participation dans un RSVL et les actions politiques. Pour compléter cette analyse, la prochaine section s'attardera en détails aux pratiques de protection déclarées par les riverains relativement à ces pratiques environnementales.

6.2 Pratiques environnementales déclarées

Cette section décrit les différentes pratiques de protection environnementales déclarées par les participants en lien avec celles proposées par le CRE Laurentides. Elle les précise en termes d'actions concrètes. Les pratiques environnementales déclarées font donc référence à la liste initiale prédéfinie dans le questionnaire d'enquête. Cette liste proposait les mêmes pratiques environnementales que celles de la liste utilisée pour l'épreuve de hiérarchisation des pratiques selon leur importance : la protection des berges, la conformité de l'installation septique, l'utilisation de produits domestiques écologiques, la pratique d'activités aquatiques écologiques, la formation continue et la participation dans un RSVL. Il est cependant à noter que les participants étaient conviés à inscrire toutes les autres pratiques n'étant pas proposées dans la liste. Le tableau 6.3 présente une synthèse de ces résultats.

Tableau 6.3
Pratiques environnementales déclarées

Pratiques de formation continue déclarées/ Nombre de répondants (n=15)	Lecture, Web, émissions (8)	Participation aux activités offertes sur le sujet sur le territoire (6)	Non spécifié (2)
Pratiques d'utilisation de produits écologiques déclarées/ Nombre de répondants (n=15)	Utilisation de produits ménagers sans phosphate ou biodégradables (14)	Utilisation de produits de beauté naturels (2)	Non spécifié (1)
Pratiques d'activités aquatiques écologiques déclarées/ Nombre de répondants (n=13)	Pratiques d'activités avec embarcation sans moteur ou moteur électrique (11)	Natation (7)	Non spécifié (2)
Pratiques relatives au maintien de la conformité de l'installation septique déclarées/ Nombre de répondants (n=15)	Changement pour une installation récente (4)	Vidange régulière et entretien de l'installation (10)	Non spécifié (3)
Pratiques de la protection des berges déclarées/ Nombre de répondants (n=12)	Respect de la bande riveraine et naturalisation (10)	Plantation de végétation (3)	Non spécifié (2)
Autres pratiques environnementales déclarées/ Nombre de répondant (n=5)	Privilégier l'agriculture biologique (2)	Compostage (1)	Formuler des plaintes pour les contrevenants aux règlements (2)

Tous les participants ont déclaré mettre à jour leurs connaissances sur la protection des plans d'eau par la formation continue (15/15). La lecture, la consultation d'émissions radio et télévisées ainsi que la navigation sur le Web ont été cités comme actions de formation par plus de la moitié de ces participants (8/15). La participation aux activités offertes sur le territoire par les associations a également été rapportée comme activité de formation (6/15). Un participant n'évoque quant à lui aucune action précise quant à ses démarches. Les citations suivantes illustrent cette pratique : « Nous assistons aux réunions et activités et consultons le site de l'ABVLACS » (participant D); « De par ma nature, je suis avide de lecture. De plus, ma présence au CCE fait que je suis très au courant de tout ce qui concerne la protection des lacs » (participant H).

L'ensemble des répondants rapporte l'utilisation de produits écologiques comme pratique environnementale de protection (15/15). L'emploi de produits ménagers biodégradables et sans phosphate constitue la principale action de protection déployée pour près de l'ensemble des participants (14/15).

L'utilisation de produits de beauté naturels est aussi évoquée par deux participants. La citation suivante illustre cette pratique : « Depuis les cinq dernières années, nous utilisons un nettoyant à vaisselle sans phosphate. Pour les autres produits, nous essayons d'utiliser des produits biodégradables le plus possible » (participant M).

Du côté de la pratique d'activités aquatiques écologiques, près de l'ensemble des participants déclare avoir cette préoccupation (13/15). La pratique d'activités avec embarcation sans moteur ou électrique constitue la principale action évoquée à cet égard (11/15). Or, cet élément renvoie au contexte réglementaire de la région interdisant toutes embarcations à moteur sur les lacs. La pratique de la natation est aussi rapportée par sept participants.

L'ensemble des participants avance aussi qu'ils s'assurent de la conformité de leur installation septique (15/15). Le rapport d'un changement récent pour une nouvelle installation (3/15) ainsi que la vidange et l'entretien régulier de l'installation (10/15)

constituent les actions présentées. Deux participants n'apportent quant à eux pas de précision. Les citations suivantes illustrent ces actions : « Je fais vidanger tous les deux ans, je suis toujours présent lors de la vidange pour m'assurer que le champ d'épuration de reflue pas » (participant H).

Comme ma fosse n'est pas conforme, je procède cette année à l'installation d'une nouvelle. Mais même avec l'ancienne, je faisais vidanger plus régulièrement que ce qui était demandé (participant G).

Du côté de la protection des berges, 12 participants la déclarent comme pratique environnementale de protection. Le respect de la bande riveraine constitue la principale action présentée (10/12). La plantation de végétaux y est aussi rapportée (3/12).

J'ai planté des arbustes il y a plusieurs années avec la FAPEL, je ne coupe pas le gazon sur la longueur demandée (15 mètres) et je laisse le muret de roche se détruire avec les années (participant L).

La déclaration de plaintes des contrevenants aux règlements, la pratique du compostage et les plantations écologiques (plantes vivaces, sans engrais) ont également été ajoutées à la liste proposée comme pratiques de protection environnementale par cinq participants. Parmi ces derniers, deux participants ont rapporté formuler des plaintes lors d'infractions; un a mentionné faire du compostage et deux autres ont soulevé privilégier l'agriculture biologique.

En résumé, la moitié des répondants déclarent mettre en pratique l'ensemble des pratiques environnementales de protection des plans d'eau prônées par le programme Bleu Laurentides : protection des berges (12/15), vérification de la conformité de l'installation septique (15/15), la pratique d'activités aquatiques écologiques (13/15).

Par ailleurs tous les participants mentionnent maintenir leurs connaissances dans la protection des plans d'eau à jour via la formation continue (15/15) et utiliser des produits non néfastes pour l'environnement (15/15). De nouvelles pratiques de protection

environnementales s'avèrent également déclarées par cinq participants tels que le compostage, l'agriculture biologique et la dénonciation des contrevenants.

À la suite de la présentation des pratiques de protection des plans d'eau comme moyens d'action, la prochaine section s'intéressera à l'engagement des participants dans les activités du programme d'éducation communautaire.

6.3 Participation aux activités offertes sur le territoire

La prochaine section décrit la participation des riverains aux activités de formation et de sensibilisation dans le cadre du projet d'éducation communautaire : la formation sur la transparence de l'eau, la formation sur le protocole de suivi, la projection du documentaire, la Journée verte, la conférence sur l'eutrophisation, la conférence sur l'érosion ainsi que la participation dans la tournée porte-à-porte de l'agent de liaison. Elle présente les raisons justifiant la participation de riverains à ces activités.

6.3.1 Conférences, formations et projections de film

Cette section présente les raisons entourant la participation et la non-participation des riverains aux conférences, aux formations ainsi qu'à la projection du film dispensé dans le cadre du programme d'éducation communautaire à SADL. Elle décrit également les participants y ayant assisté.

Deux conférences, une projection et deux formations ont été offertes par l'agent de liaison. Le tableau 6.4 présente une synthèse des raisons entourant la participation ou non à ces activités.

Tableau 6.4
Raisons entourant la participation ou non aux activités du programme d'éducation communautaire à SADL

Raisons de participation aux formations et conférences/ Nombre de répondants (n=6)	Intérêt pour le sujet et disponibilité (4)	Situation du lac en lien avec le sujet (1)	Pas d'argument (3)	
Raisons de participation à la Journée verte/ Nombre de répondants (n=7)	Test de l'eau (3)	Recherche et obtention d'information (4)	Rencontre de l'équipe du RSVL (1)	Obtention de plantes et d'arbres (2)
Raisons de participation à la rencontre avec l'agent de liaison/ Nombre de répondants (n=4)	Recherche et obtention d'information (3)	Pas d'argument (1)		
Raisons de non-participation aux formations et conférences/ Nombre de répondants (n=9)	Connaissances acquises ou activités semblables déjà suivies sur le sujet (4)	Préférence pour d'autres activités d'apprentissage (1)	Méconnaissance de la tenue de l'activité (2)	Pas de disponibilité ou pas d'intérêt (9)
Raisons de non-participation à la Journée verte/ Nombre de répondants (n=8)	Test de l'eau dans un autre labo (1)	Méconnaissance de la tenue de l'activité (2)	Pas de disponibilité ou pas d'intérêt (3)	Non résident de la municipalité (1)
Raisons de non-participation à la rencontre avec l'agent de liaison/ Nombre de répondants (n=11)	Méconnaissance de la tenue de cette activité ou n'a jamais été contacté (6)	Rencontres réalisées dans les années précédentes ou dans un autre contexte (2)	Pas de disponibilité ou pas d'intérêt (2)	Pas d'argument (1)

Deux participants ont suivi la formation sur le protocole de mesure de la transparence de l'eau et sur le protocole de suivi d'une fleur d'algues bleu-vert. Pour les deux activités, il s'agissait de deux hommes, résidents annuels et riverains. Les deux faisaient aussi partie d'une association de lacs et participaient à un RSVL. L'intérêt pour le sujet et la disponibilité sont les raisons évoquées par l'un d'eux pour expliquer les raisons entourant sa participation. Le second participant n'a pas apporté d'argument précis sur cette question.

En ce qui concerne les conférences, cinq participants ont assisté à la conférence sur l'eutrophisation des lacs, ses causes et ses conséquences et deux ont participé à la conférence portant sur l'érosion, ses causes et ses solutions. En tout, cinq participants différents ont

participé à ce type d'activité. Ces derniers étaient tous des résidents annuels et riverains. Ce groupe était composé de deux femmes et trois hommes. Les principales raisons évoquées pour expliquer la participation aux conférences et aux formations étaient l'intérêt pour le sujet et la disponibilité à y participer relativement au moment de sa diffusion (4). Un autre participant réfère à la situation de son lac et des lacs de la municipalité en général pour expliquer son intérêt pour la conférence portant sur l'eutrophisation. Il précise en ce sens que les eaux de la municipalité sont peu profondes et que les lacs ont été gonflés artificiellement par les barrages des castors. Par ces éléments, il souligne que le cycle naturel d'eutrophisation ne semble pas être respecté à Saint-Anne-des-Lacs.

Une seule personne a assisté à la projection du film documentaire « Nos lacs sous la surface ». L'intérêt pour le sujet et sa disponibilité constituent les principales motivations de cette résidente annuelle et riveraine pour s'informer sur la question et expliquer sa participation à l'activité.

Par ailleurs, plus de la moitié des participants n'ont participé à aucune de ces activités (9/15). Parmi ces derniers, il y avait six femmes (n=6) et trois hommes (n=3). Un homme et une femme avaient un statut de saisonnier et une femme avait les deux statuts. Quatre personnes avaient quant à elles un accès au lac. Le manque de disponibilité ou d'intérêt pour le sujet (n=9), le fait d'avoir assisté à des sessions semblables ou de détenir les connaissances sur le sujet (n=4), la méconnaissance de la tenue de l'activité (n=2), et une préférence pour d'autres activités d'apprentissage constituent les principaux motifs évoqués pour expliquer la non-participation.

6.3.2 Journée verte de la municipalité

Cette section présente les raisons entourant la participation et la non participation des riverains à la Journée verte de la municipalité. Elle décrit également les participants y ayant assisté. Le tableau 6.4 présente une synthèse des raisons entourant la participation ou non à cette activité.

Moins de la moitié des participants ($n=7$) se sont présentés à la Journée verte de la municipalité. Il s'agit de quatre femmes et de trois hommes. Ils sont tous résidents annuels. Un homme était cependant résident d'une autre municipalité des bassins versants de la municipalité de SADL. Parmi eux, cinq étaient riverains et d'eux avaient accès à un lac.

La recherche et l'obtention d'informations sont soulevées par quatre participants comme source de motif de participation et d'intérêt pour cette activité. La vérification et les tests d'eau de la source de la municipalité ou du puits artésien sont aussi amenés en tant qu'incitatif par trois participants.

Un participant rapporte aussi la rencontre de l'équipe du RSVL comme argument pour justifier sa présence. L'obtention de plantes et d'arbres constitue pour deux participants leur motif de participation.

D'un autre point de vue, huit participants ne sont pas allés à la Journée verte. La non-disponibilité au moment de l'événement ($n=3$), l'analyse de l'eau effectuée par un autre laboratoire et la méconnaissance de la tenue de ces activités constituent les principaux arguments évoqués par les répondants pour justifier leur absence à cette journée. Une personne souligne par ailleurs le fait de ne pas être résident de Saint-Anne-des-Lacs comme facteur explicatif. Un autre n'apporte quant à lui aucun argument.

6.3.3 Rencontre avec l'agent de liaison dans le cadre de la tournée porte-à-porte

Cette section présente les raisons entourant la participation et la non participation des riverains à une rencontre avec l'agent de liaison dans le cadre de la tournée porte-à-porte. Elle décrit également les participants ayant collaboré dans la démarche. Le tableau 6.4 présente une synthèse des raisons entourant la participation ou non à cette rencontre.

Quatre participants mentionnent avoir reçu l'agent de liaison du CRE Laurentides dans le cadre de la tournée porte-à-porte. Il s'agit de trois hommes et d'une femme, résidents annuels, dont une personne locataire d'une propriété. La moitié d'entre elles ont accès à un lac et les autres sont riverains.

L'obtention et la recherche d'information constituent les principaux motifs à la participation (n=3). À ce sujet, un participant mentionne qu'il recherchait précisément un avis quant à la situation des berges de son lac. Deux autres participants soulignent qu'ils souhaitaient obtenir des informations générales sur les lacs; berges, rives, et les plantes. Enfin, une dernière personne n'apporte aucune raison pour justifier sa participation à la rencontre.

Par ailleurs, 11 participants n'ont pas rencontré l'agent de liaison. La non-disponibilité, la méconnaissance de ce service sur le territoire et le fait de ne pas avoir été contacté par l'agent de liaison (n=6) constituent les principales raisons amenées pour expliquer cette situation.

La rencontre de l'agent de liaison dans les années précédentes et dans un autre contexte est aussi rapportée comme facteur explicatif de la non-participation. Par exemple, une personne relate avoir accueilli l'agent, mais dans un autre cadre que celui de la tournée porte-à-porte, soit en rapport au suivi de son dossier pour sa nouvelle installation septique.

Le tableau 6.5 présente une synthèse du nombre de participants ayant assisté ou non aux différentes activités de formation et de sensibilisation offertes dans le cadre du programme d'éducation communautaire à SADL.

Tableau 6.5
Tableau synthèse de la participation aux activités du programme

	Conférences, film et formations	Journée verte	Rencontre de l'agent de liaison
Nombre de personnes ayant participé à ce type d'activité	6	7	4
Nombre de personnes n'ayant pas participé à ce type d'activité	9	8	11

En résumé, la Journée verte s'est positionnée comme étant l'activité ayant le plus haut taux de participation avec un nombre de sept participants. L'obtention d'informations (n=4) et l'analyse de l'eau (n=3) constituent les principales raisons évoquées pour expliquer la participation, ces arguments étant rapportés par des participants différents. La non-disponibilité au moment de la journée (n=3) et la méconnaissance de sa tenue (n=2) sont par ailleurs soulignées comme explications à la non-participation.

Par ailleurs, cinq personnes ont participé aux conférences, deux aux formations et une à la projection du film. À ce sujet, les mêmes propos ont été soulignés pour faire valoir la non-participation à ces activités, soit la non-disponibilité (n=9), la méconnaissance de la tenue des activités (n=2), et l'intérêt pour le sujet (n=4).

6.4 Associations de lacs

Cette section présente les raisons entourant la participation des riverains à titre de membre dans les associations de lacs. Elle décrit également les participants membres d'une association. Les résultats de cette section découlent de l'analyse des données colligées dans le questionnaire d'enquête et les entretiens semi-dirigés.

Six participants font partie d'une association de lacs, dont trois femmes et trois hommes. Cinq d'entre eux sont des résidents annuels et un autre participant se dit détenir les

deux statuts considérant sa situation de transition. Plus de la moitié de ces membres sont riverains (4/6) et les autres ont accès à un lac (2/6). Parmi ces derniers, quatre font partie de l'Agence des bassins versant de la municipalité (ABVLACS) et deux de leur propre association de lac.

La moitié des participants interrogés étaient membres de l'ABVLACS ou d'une association de lac (n=5). Par le fait même, il a été possible de préciser les raisons et les intérêts relatifs à cette participation. Le tableau 6.6 en présente la synthèse. La protection des lacs par la mise en place d'actions concrètes constitue le principal motif de participation (n=5). À ce sujet, un membre de l'association évoque qu'il a toujours fait partie de l'association, et ce, depuis son existence. Pour lui, c'est comme si cela s'inscrivait dans la suite des choses puisqu'il faisait auparavant partie de l'association de son lac et qu'il s'impliquait déjà dans des actions comme la plantation d'arbres autour du lac, et ce, dès son arrivée sur le territoire.

Tableau 6.6

Raisons entourant la participation ou non à titre de membre dans une association de lacs

Raisons de la participation à titre de membres dans une association/ Nombre de répondants (n=5)	Possibilité de mettre en place des actions concrètes	Vigie et obtention d'information	Importance de maintenir l'association
	5	3	2

Il mentionne avoir toujours été soucieux de faire partie des projets et des solutions apportés pour résoudre les problèmes des lacs. Il importe pour lui d'être informé et d'être solidaire des gens, d'où l'intérêt de faire partie de cette association.

Et bien c'est que je voyais aussi en tant que résident et en tant que conseiller pour un bout de temps là, je voyais qu'il n'y avait rien qui se passait à SADL et euh alors à ce moment j'ai été approché...alors là j'ai embarqué pour pouvoir faire bouger les choses (participant E).

La vigie et l'obtention d'informations sont également rapportées par plus de la moitié des répondants interrogés comme raison ($n=3$). Les problèmes réels vécus sur les lacs se positionnent aussi comme un facteur suscitant la participation pour deux répondants. À ce sujet, ils font référence aux problèmes vécus sur leur propre lac. Le fait de pouvoir agir sur la question de la protection de l'eau, par le biais de la recherche d'information, constituait pour eux le principal motif de leur implication. Cette situation s'avérait en ce sens être un moyen d'action en soi.

C'était justement pour protéger ; connaître qu'est-ce qu'on doit faire pour protéger les lacs. Puis aussi, on a observé que, il y a quand même des phénomènes qui se passent là dans les lacs. Puis là donc, ça sensibilise de protéger (participant D).

Ensuite, deux participants expliquent leur implication à titre de membre actif par le biais de la constatation d'un désistement d'anciens membres de l'association, et donc, d'une opportunité. Pour ces derniers, leur participation s'explique par le besoin et l'intérêt de préserver l'association. Ils réfèrent aussi à la connaissance de personnes impliquées dans les questions de l'eau comme facteur mobilisateur. L'implication dans le milieu, au niveau local et pour le bon voisinage, s'est ainsi positionnée en tant que principale raison entourant la participation dans ce type d'association pour ces participants

6.5 Synthèse des résultats

Dans ce chapitre, l'importance relative des pratiques environnementales de protection des plans d'eau a été présentée. À cet effet, différentes approches de protection ont été hiérarchisées par les riverains. Les résultats obtenus, établis en fonction du calcul du rang de chaque pratique, ont ainsi donné lieu à la classification suivante : la conformité de l'installation septique (2), la protection des berges (2.26), l'utilisation de produits domestiques écologiques (2.6), la pratique d'activités écologiques (3.46) la participation dans un réseau de suivi volontaire (4.86), le suivi d'activités en matière de formation continue (4.26) et l'augmentation de la volonté politique (7).

L'analyse des pratiques déclarées des riverains a par la suite permis d'illustrer que près de la moitié des participants avaient signifié mettre en application l'ensemble des pratiques environnementales de protection des plans d'eau prônées par le programme Bleu Laurentides. Plus précisément, les différentes pratiques sont la vérification de la conformité de l'installation septique (n=15), le maintien des connaissances dans la protection des plans d'eau à jour par la formation continue (n=15), l'utilisation des produits non néfastes pour l'environnement (n=15), la pratique d'activités aquatiques écologiques (n=13) et la protection des berges (n=12). De nouvelles pratiques de protection environnementales ont également été déclarées par cinq participants tels que l'agriculture biologique, la dénonciation des contrevenants et le compostage.

À la suite de l'analyse des pratiques environnementales déclarées et de leur importance, les raisons entourant la participation des participants aux activités du programme ont été présentées. Celles-ci ont permis de faire ressortir la popularité des différentes activités offertes sur le territoire. À cet effet, la Journée verte s'est avérée être l'activité la plus populaire.

L'obtention d'informations, l'intérêt pour le sujet et la disponibilité au moment de la tenue de l'événement constituent les principales raisons évoquées par les participants pour justifier leur participation. La non-disponibilité, la méconnaissance de la tenue de l'activité et le manque d'intérêt pour le sujet sont par ailleurs les principales explications rapportées pour expliquer la non-participation aux différentes activités.

En résumé, ce chapitre a permis de présenter les pratiques déclarées de protection des plans d'eau et leur importance accordée. Il a également mis en évidence les pratiques des riverains dans les activités éducatives proposées dans le cadre du programme. Il a aussi introduit l'idée qu'un décalage pouvait se présenter entre l'importance accordée à certaines pratiques et leur mise en application. Par exemple, un participant peut avoir attribué une forte importance à la formation continue en matière de protection de l'eau en tant que pratique environnementale de protection et n'avoir assisté à aucune activité du programme d'éducation communautaire. Or, il a permis de comprendre que l'examen des relations entre

les pratiques des riverains et les représentations sociales de la gestion de l'eau et de ses enjeux peut apporter un éclairage sur ces différences. L'étude de ces relations fera donc l'objet du prochain chapitre.

CHAPITRE VII

LES RELATIONS ENTRE LES REPRÉSENTATIONS ET LES PRATIQUES DES RIVERAINS

Ce chapitre vise à répondre au dernier objectif de recherche, soit d'analyser les relations entre les représentations sociales que se font les riverains de la gestion et de la protection de l'eau et de ses enjeux et leurs pratiques déclarées. À la suite de la présentation, de l'analyse et de l'interprétation des données, ce chapitre présente des recommandations pour susciter des conditions favorables à la mobilisation des riverains et des citoyens dans les activités du programme d'éducation communautaire et la mise en œuvre de nouvelles pratiques environnementales.

7.1 Groupes de riverains : engagés et désengagés

Cette section présente les groupes de riverains définis en fonction de leurs pratiques environnementales déclarées. Elle décrit par la suite les représentations sociales de la gestion de l'eau pour chacun des groupes. Pour terminer, elle montre la comparaison entre les représentations sociales des « engagés » et des « désengagés ».

Les résultats de cette section réfèrent à un croisement des pratiques environnementales et de formation déclarée, des caractéristiques des apprenants et des éléments représentationnels de la gestion de l'eau sur le territoire.

L'ancrage des groupes dans le champ social est en ce sens étudié. Cette méthode d'analyse s'inscrit dans la démarche utilisée par Ouellet (2005), cette dernière s'inspirant de Doise, Clémence et Lorenzi-Cioldi (1992).

En fonction des pratiques déclarées, les participants ont pu être répartis dans deux groupes, soit le groupe des « engagés » et celui des « désengagés ». Les « engagés » se caractérisent soit par le fait qu'ils ont participé à une activité offerte sur le territoire, qu'ils font partie d'une association de lacs ou qu'ils ont déclaré mettre en application d'autres pratiques environnementales que celles véhiculées par le MDDEP. La formulation de plaintes et la déclaration des contrevenants aux règlements, la pratique de compostage et le fait de préconiser l'agriculture biologique en sont quelques exemples. Le groupe des « désengagés » se caractérise par le fait que ses membres n'ont participé à aucune activité offerte sur le territoire et qu'ils n'ont déclaré aucune pratique environnementale novatrice ou supérieure aux pratiques suggérées par le MDDEP. De plus, le « désengagé » ne fait pas partie d'une association de lac. Ces termes ont donc été définis par l'étudiante chercheuse pour caractériser la nature des pratiques environnementales des membres de chaque groupe.

Le tableau 7.1 présente la synthèse des représentations sociales des « engagés » et des « désengagés ». Il a été construit à partir des éléments de contenu des représentations sociales présentés dans le chapitre 5. Pour ce faire, les prises de position individuelles ont été revues et cadrer selon le groupe d'appartenance du participant. Puisque le nombre de participants « engagé » s'est avéré être plus grand que celui des « désengagés », la fréquence de ces prises de position a été ramenée en pourcentage pour faciliter la compréhension.

Tableau 7.1
Tableau synthèse des représentations sociales des engagés et des désengagés

Opinions générales sur la gestion et la protection de l'eau sur le territoire des engagés et des désengagés	Vision positive (100/ 50)	Vision négative (0/ 25)	Vision neutre (0/ 25)	
Opinions positives sur la gestion et la protection de l'eau sur le territoire des engagés et des désengagés	Valorisation de l'effort et de la volonté mise de l'avant (55/ 0)	Mise en place de la réglementation (27/ 25)	La participation citoyenne (27 /0)	
Opinions négatives à l'endroit de la réglementation des engagés et des désengagés	Réserve quant au suivi et à l'application des règlements (18/ 25)	Manque de ressource pour pallier aux difficultés de la réglementation (9 /0)	Manque de lois (9/ 0)	
Opinions générales sur la mobilisation municipale dans la protection des plans d'eau des engagés et des désengagés	Vision positive 73/ 25	Vision négative 36/ 50	Vision partagée 9/ 25	
Opinions positives sur la mobilisation municipale dans la protection des plans d'eau des engagés et des désengagés	Création du département de l'environnement (18/ 0)	Soutien aux associations (27/ 0)	Mise en place d'activités de sensibilisation (18/ 25)	Resserrement de la réglementation (9/0)
Opinions négatives sur la mobilisation municipale dans la protection des plans d'eau des engagés et des désengagés	Critique à l'égard du manque de suivi et d'application de la réglementation (27/ 50)	Critique à l'égard de la politique municipale (27/ 0)		
Attentes des riverains à l'égard de la gestion et la protection de l'eau des engagés et des désengagés	Continuation quant au suivi et à l'application de la réglementation (64 /75)	Continuation dans la sensibilisation et la formation (55/ 0)	Recherche d'une plus grande cohérence entre les experts (9/ 0)	Augmentation de subventions et d'incitatifs (9/ 0)
Solutions proposées pour augmenter la participation citoyenne des engagés et des désengagés	Améliorer la transmission d'information en continue (45/ 25)	Maintenir les actions en place (9/ 50)	Souligner les bonnes pratiques et les efforts (9/ 0)	

N.B. Dans le tableau présenté, le premier chiffre exprime en pourcentage la fréquence des items des engagés pour chaque catégorie. Le deuxième chiffre exprime en pourcentage la fréquence des items des désengagés pour chaque catégorie.

- Les engagés

Le groupe de onze « engagés » est composé de six hommes et cinq femmes (voir tableau 7.2). Dix répondants sont des résidents annuels (10/11), et l'autre, étant dans une période de transition, a les deux statuts (1/11). Sept participants sont riverains tandis que cinq ne le sont pas. Ces derniers ont toutefois accès à un lac. Six de ces personnes ont des études universitaires de premier cycle, deux possèdent un diplôme universitaire de deuxième cycle, trois ont terminé un programme d'études collégiales et une autre personne détient un diplôme d'études professionnelles. Deux de ces participants ont poursuivi des études dans le domaine des sciences de la vie et de la santé, trois dans le domaine des sciences pures et appliquées et deux en sciences de l'administration et de la gestion. Les autres se répartissent également dans les domaines suivants : éducation physique, ingénierie ainsi que sciences sociales et éducation. Parmi les hommes, deux font partie du groupe d'âge des 70 ans et plus, trois des 60 à 69 ans, et un des 40 à 49. Parmi les femmes, une personne fait partie du groupe d'âge des 70 ans et plus, deux du groupe des 60 à 69 ans et deux des 50 à 59.

Tableau 7.2

Caractéristiques des engagés selon l'âge, le sexe, le statut de résident ainsi que le niveau et le domaine d'études

Participant	Sexe	Tranche d'âge	Statut de résident	Niveau d'études	Domaine d'études
Participant S	Femme	60 à 69 ans	Résidente annuelle riveraine	DEP	Sciences de la vie et de la santé
Participant D	Femme	50 à 59 ans	Résidente annuelle riveraine	Université de 1 ^{er} cycle	Éducation physique
Participant FF	Homme	40 à 49 ans	Résident annuel riverain	Universitaire de 1 ^{er} cycle	Ingénierie
Participant H	Homme	70 ans et plus	Résident annuel e non riverain	Universitaire de 1 ^{er} cycle	Sciences pures et appliquées
Participant G	Femme	50 à 59 ans	Résidente annuelle et saisonnière (transition) et riveraine	Universitaire de 1 ^{er} cycle	Sciences sociales et enseignement

Tableau 7.2
Caractéristiques des engagés selon l'âge, le sexe, le statut de résident ainsi que le niveau et le domaine d'études (suite)

Participant	Sexe	Tranche d'âge	Statut de résident	Niveau d'études	Domaine d'études
Participant F	Homme	60 à 69 ans	Résident annuel riverain	DEC	Télécommunications
Participant I	Homme	70 ans et plus	Résident annuel riverain	DEC	Sciences pures et appliquées
Participant E	Homme	60 à 69 ans	Résident annuel riverain	Universitaire de 1 ^{er} et 2 ^e cycle	Sciences pures et appliquées
Participants BB	Femme	70 ans et plus	Résidente annuelle non riveraine	Universitaire de 2 ^e cycle	Sciences de la santé et de la vie
Participant A	Femme	60 à 69 ans	Résidente annuelle non riveraine	Certificat universitaire	Sciences de l'administration et de la gestion
Participant L	Homme	60 à 69 ans	Résident annuel non riverain	Universitaire de 2 ^e cycle	Sciences de l'administration et de la gestion

De façon générale, l'ensemble des «engagés» a une vision positive de la protection des plans d'eau sur le territoire. En effet, plus de la moitié des participants (n=6) reconnaissent et valorisent les efforts et la volonté mis de l'avant par la municipalité. Trois participants font quant à eux référence à la réglementation pour justifier leurs prises de position. À ce niveau, une réserve quant à l'application de la réglementation et une proposition de mesures pour pallier les difficultés liées à la réglementation sont exprimées. Le manque de lois apparaît également comme principale critique associée à la réglementation. L'importance de la participation citoyenne est par ailleurs rapportée par trois participants.

Dans une autre perspective, plus de la moitié des «engagés» (n=8) ont une image positive de la mobilisation municipale pour la protection de l'eau. À cet égard, cinq participants rapportent les actions concrètes déployées sur le territoire telles que le soutien donné aux associations, la création d'un département de l'environnement, les activités de sensibilisation déployées et le resserrement de la réglementation. Cependant, une critique à l'égard de la politique municipale et du manque de suivi et d'application de la réglementation apparaît et témoigne d'une vision plus négative de la mobilisation municipale.

Relativement aux attentes en regard de la protection des plans d'eau, sept participants (n=7) demandent à ce qu'il y ait une continuité dans le suivi et l'application de la réglementation ainsi qu'un resserrement. Le maintien des activités de formation et de sensibilisation sur le territoire est par ailleurs rapporté par six participants. Le besoin d'une plus grande cohérence entre les experts du domaine et de l'importance de mieux traiter de la dimension économique dans la protection des plans d'eau sont aussi soulevées.

Du côté de leurs propositions afin d'augmenter la participation citoyenne dans la protection des plans d'eau, l'amélioration de la transmission continue d'informations sur la situation des lacs et sur les activités du programme demeure la plus importante. En effet, cinq participants rapportent ce besoin. Le maintien des actions, l'importance de souligner les efforts et les bonnes pratiques ainsi que l'augmentation de subventions et d'incitatifs sont également soulevés par trois participants différents.

- Les désengagés

Le groupe des «désengagés» est composé de trois femmes et d'un homme (voir tableau 7.3). Trois de ces personnes sont des résidents annuels tandis qu'une personne s'établit dans la municipalité de façon saisonnière. Deux personnes de ce groupe sont des riverains. Les non-riverains ont cependant accès à un lac. Deux participants ont complété des études universitaires, un du deuxième cycle et l'autre du troisième cycle. Puis, une personne possède un diplôme d'études collégiales et une autre détient un diplôme d'études secondaires.

L'homme s'inscrit dans le groupe d'âge des 60 à 69 ans. Par ailleurs, chez les femmes, deux s'inscrivent dans le groupe d'âge des 60-69 ans et une intègre celui des 30-39.

Tableau 7.3

Caractéristiques des désengagés selon l'âge, le sexe, le statut de résident ainsi que le niveau et le domaine d'études

Participant	Sexe	Tranche d'âge	Statut de résident	Niveau d'études	Domaine d'études
Participant DD	Femme	60 à 69 ans	Résidente annuelle riveraine	DEC	Sciences de la vie et de la santé
Participant V	Homme	60 à 69 ans	Résident annuel non riverain	Université de 2 ^e cycle	Économie et politique
Participant M	Femme	30 à 39 ans	Résidente saisonnière non riveraine	Universitaire de 3 ^e cycle	Sciences de la santé et de la vie
Participant Y	Femme	60 à 69 ans	Résidente annuelle riveraine	DES et DEP	Psychologie

La moitié des «désengagés» a une vision positive de la protection des plans d'eau. Une personne reste neutre en n'apportant aucun argument. À l'opposé, un participant a une vision négative de la protection des plans d'eau sur le territoire. À ce sujet, le manque de respect à l'égard de la réglementation est rapporté.

Par ailleurs, la moitié des participants ont une vision négative de la mobilisation municipale. Le manque de suivi et d'application de la réglementation apparaît comme principal argument pour en témoigner. Toutefois, une personne se fait une idée générale positive de la mobilisation municipale dans la protection des plans d'eau. Dans cette perspective, la mise en place d'activités de formation et de sensibilisation sur le territoire est soulignée. Une autre personne ne se positionne pas à l'endroit de la mobilisation municipale

par l'absence d'argument précis. Du côté des attentes à l'égard de la protection des plans d'eau, celles-ci se limitent à la continuité du suivi et de l'application de la réglementation. Par ailleurs, un participant ne souligne aucune attente. Quant aux propositions émises pour susciter la participation et la mobilisation citoyenne, l'importance de maintenir les actions déjà en place dans la municipalité et le besoin d'améliorer la transmission des informations relativement à la situation des lacs et des activités offertes sont suggérés.

- Comparaison des représentations sociales de la gestion de l'eau des « engagés » et des « désengagés »

Des différences sont présentes entre le groupe des « désengagés » et celui des « engagés » au niveau de leurs pratiques, mais aussi de leurs représentations sociales de la gestion et de la protection de l'eau. En effet, la moitié des « désengagés » se font une idée négative de la gestion et de la protection de l'eau sur le territoire comparativement aux « engagés ». Cette dernière s'exprime par une réserve quant au suivi et à l'application des règlements. Il est de même en ce qui concerne la mobilisation municipale, la moitié des « désengagés » la considère négative. Les arguments présentés s'avèrent néanmoins similaires pour les deux groupes où le manque de suivi et d'application de la réglementation apparaît comme principal argument pour critiquer la mobilisation de la municipalité dans la protection des plans d'eau. Par ailleurs, parmi les « désengagés », une personne ne prend pas position sur ces deux aspects, témoignant par le fait même, son désengagement.

Une nuance est également perceptible entre les deux groupes en ce qui concerne leurs attentes. En effet, pour les « désengagés », les attentes se limitent au maintien du suivi et de l'application des règlements. Tandis que du côté des « engagés », les attentes s'avèrent plus précises et diversifiées. En effet, la poursuite dans la formation et la sensibilisation, la recherche d'une plus grande cohérence entre les experts et le besoin d'améliorer le traitement des dimensions économiques dans la gestion de l'eau sont avancés. De plus, relativement au suivi et à l'application de la réglementation, certains engagés vont même jusqu'à apporter une précision en demandant un resserrement des règles.

Du côté des propositions émises pour susciter la participation, une personne du groupe des « désengagés » n'apporte aucune suggestion à cet égard illustrant de nouveau un manque d'intérêt. Deux autres personnes se limitent également à suggérer le maintien des activités. Du côté des « engagés », les propos se sont avérés également plus riches en rapportant le besoin d'augmenter les subventions, de souligner les bonnes pratiques et d'améliorer la transmission des informations.

Une relation apparaît ainsi entre des représentations sociales positives et négatives de la gestion et de la protection des plans d'eau, les pratiques environnementales déclarées et les pratiques déclarées dans les activités du programme d'éducation communautaire. En guise de complément à cette analyse, la prochaine section s'intéressera à l'analyse des représentations sociales des enjeux de la gestion et de la protection de l'eau des « engagés » et des « désengagés » en vue de comparer et de dresser un lien entre leurs représentations sociales et leurs pratiques.

7.2 Représentations sociales des enjeux de la gestion et de la protection de l'eau des « engagés » et des « désengagés »

Cette section présente les représentations sociales des enjeux de la gestion et de la protection de l'eau des « désengagés » et des « engagés » a été analysée en fonction de la fréquence d'évocation des termes dans une catégorie ainsi que de son rang d'apparition. Pour ce faire, les résultats de l'épreuve de l'association libre à tris successifs ont de nouveau été utilisés. Plus précisément, les catégories induites de la liste des quatre termes tirés des catégories induites de la liste initiale de huit termes ont été repris et examinées en fonction de l'ancrage sociale : engagés et désengagés.

- Les engagés

Cette section réfère aux catégories induites à partir des quatre termes sélectionnés prioritairement par les « engagés » pour décrire les enjeux de la gestion et de la protection de l'eau. Lorsqu'il a été demandé aux participants d'énumérer les termes les plus significatifs

pour définir les enjeux de la gestion et de la protection de l'eau parmi les huit termes retenus dans la liste précédente, 40 termes différents ont été rapportés par les 11 «engagés». Ces derniers ont pu être classés dans huit catégories.

Les catégories importantes de la représentation sociale des enjeux de la gestion et de la protection de l'eau des « engagés » s'articule autour de la « gestion de la ressource » et des « solutions de protection » (voir tableau 7.4).

Tableau 7.4
Représentation sociale des enjeux de la gestion de la protection de l'eau chez les engagés

Rang moyen	Faible	Élevé
Fréquence	<3.45	>3.45
Majoritaire	Gestion de la ressource; rigueur, règles, bassin versant: 5 (3.4)	Communauté; engagement, ensemble, partage, respect : 4 (5)
>3.5	Solutions de protection; bande riveraine, installations septiques, protection des rives: 5 (3.4)	Sources du problème; phosphate, coupe gazon, gaspillage : 5 (3.8)
Minoritaire	Éducation; information, sensibilisation, transparence: 5 (1.8)	Milieu naturel; plantes aquatiques: 1 (4)
<3.5	Caractéristiques de la ressource; qualité : 1 (3)	Effets liés à la préservation; qualité de vie, santé : 2 (3.5)

N.B. Dans le tableau, le premier nombre indique la fréquence d'apparition, soit le nombre de participants ayant listé des termes appartenant à la catégorie et les chiffres entre parenthèses indiquent le rang moyen d'apparition des termes. Les termes en italique réfèrent à certains termes listés dans la catégorie

Les éléments significatifs du contenu de la représentation sociale peuvent expliquer la forte mobilisation de ce groupe par la mise en œuvre de pratiques environnementales novatrices, la plus grande participation dans les activités offertes ainsi que l'implication dans les associations. D'une part, les termes utilisés dans la catégorie « gestion de la ressource » tels que *bassin versant, règles, rigueur, suivi, urgence, et ruissellement* rendent compte du contexte propre à la gestion de l'eau en soulignant des éléments y étant directement liés.

D'autre part, les termes choisis à l'intérieur de la catégorie « solutions de protection » présentent des zones d'actions spécifiques à la protection des plans d'eau : *bande riveraine, installations, septiques, végétalisation, produits sans phosphate*. Ainsi, la présence de ces catégories et de ces termes peut expliquer une meilleure compréhension de la problématique liée à la gestion de l'eau chez ce groupe. Cette reconnaissance du problème et du contexte peut donc venir expliquer de meilleures pratiques environnementales chez les « engagés ».

À proximité de ces catégories déterminantes dans le contenu de la représentation sociale des « engagés » se trouvent les catégories suivantes : « éducation », « caractéristiques de la ressource », « communauté » et « sources du problème ». Or, deux de ces catégories peuvent être considérées comme un moyen d'intervention pour assurer la protection des plans d'eau. D'une part, la présence de l'« éducation » peut expliquer la plus grande participation aux activités du programme chez les « engagés » à cause de l'importance qui lui est reconnue. D'autre part, la valeur accordée à la « communauté » peut justifier l'implication des « engagés » dans les associations, ou encore, dans le programme communautaire en tant que tel. Par ailleurs, la catégorie « sources du problème » délimite l'action de ces moyens d'intervention, soit « l'éducation » et la « communauté », sur des éléments spécifiques associés aux problèmes de la qualité de l'eau. Pour terminer, la catégorie « caractéristiques de la ressource » rend compte de l'enjeu rattaché à la lutte de ces problèmes par l'éducation et l'engagement des citoyens, soit le maintien de la qualité de l'eau.

Les éléments éloignés des catégories déterminantes et à proximité de celles-ci illustrent aussi certains enjeux liés à la gestion et à la protection de l'eau. En effet, les termes tels que *qualité de vie* et *santé*, peuvent expliquer les motivations du groupe à être en action, à lutter et agir dans la protection de l'eau. Or, les « effets liés à la protection » peuvent également constituer une fin quant aux moyens de protection déployés. Or, cette situation peut expliquer la position de cette catégorie en second plan au sein de la représentation. Le positionnement de la catégorie « milieu naturel », en tant qu'élément non déterminant dans l'organisation de la représentation sociale est par ailleurs compréhensible, puisque cette dernière ne renvoie qu'à une idée générale de la protection de l'environnement. En effet, chez

les « engagés », la gestion et la protection des plans d'eau s'avèrent plutôt un concept bien défini.

L'organisation de la représentation sociale ainsi que son contenu présentent donc des éléments qui témoignent d'aspects spécifiques à la gestion de la protection de l'eau, et conséquemment, d'une vision utilitariste de la protection de l'environnement. Ils peuvent en ce sens venir justifier une dimension pragmatique des engagés à l'endroit de leurs pratiques.

- Les désengagés

Cette section réfère aux catégories induites à partir des quatre termes sélectionnés prioritairement par les « désengagés » pour décrire les enjeux de la gestion et de la protection de l'eau. Lorsqu'il a été demandé aux participants d'énumérer les termes les plus significatifs pour définir les enjeux de la gestion et de la protection de l'eau parmi les huit termes retenus dans la liste précédente, 12 termes différents ont été rapportés par les quatre répondants. Ces derniers ont pu être classés dans sept catégories. Parmi ces dernières, deux ont été retenues dans le cadre de cette analyse, puisque cinq s'avéraient être de nature résiduelle en référant aux réponses d'un seul répondant.

En analysant la représentation sociale des enjeux de la gestion et de la protection de l'eau du groupe des « désengagés », il apparaît que les catégories à forte prégnance dans l'organisation du contenu de la représentation sociale s'articulent autour des éléments se rapportant au « milieu naturel » et à la « communauté » (voir tableau 7.5).

Tableau 7.5

Représentation sociale des enjeux de la gestion de la protection de l'eau chez les désengagés

Rang moyen	Faible	Élevé
Fréquence	<2.9	>2.9
Majoritaire	Milieu naturel; écologie, environnement : 3 (2) Communauté; responsabilité, respect, disponibilité: 3 (2.66) Effets liés à la préservation; génération future : 1 (4)	
Minoritaire	Gestion de la ressource; laisser faire : 1 (2) Sources du problème; insouciance : 1 (3) Éducation; information: 1 (4) Caractéristiques de la ressource; eau claire : 1 (3)	

N.B. Dans le tableau, le premier nombre indique la fréquence d'apparition, soit le nombre de participants ayant listé des termes appartenant à la catégorie et les chiffres entre parenthèses indiquent le rang moyen d'apparition des termes. Les termes en italique réfèrent à certains termes listés dans la catégorie

Relativement au « milieu naturel », des termes comme *écologie, environnement* et *naturelle* sont employés. Ces termes renvoient à une idée très générale de la gestion de la protection des plans d'eau. En effet, ces termes peuvent faire allusion à la protection de l'environnement au sens large, car ils n'évoquent aucune caractéristique propre à la ressource. Quand aux termes se rapportant à la catégorie « communauté », ces derniers peuvent également être rattachés à la protection de l'environnement d'un point de vue général en fonction de la position de la catégorie « milieu naturel ».

Les principes organisateurs de la représentation sociale des désengagés et son contenu ne présentent ainsi aucun élément qui témoigne de points spécifiques à la gestion de la protection de l'eau. Il en ressort donc une vision plutôt idéologique de la protection de l'environnement qui ne se traduit pas ou peu dans des actions concrètes.

7.3 Interprétation et discussions

La prochaine section examine les liens entre les représentations sociales et les pratiques des riverains et débouche sur des recommandations dans la planification du programme d'éducation communautaire.

Bien que ces groupes soient composés de peu de participants et que ces profils puissent être considérés à titre indicatif seulement, des divergences se créent entre les « désengagés » et les « engagés ». En effet, les principes organisateurs des éléments de contenu des représentations sociales sont différents chez les deux groupes. Du côté des « engagés », la catégorie « solutions de protection », renvoie directement à l'idée de mener des actions. De plus, la catégorie « gestion de la ressource », amène des précisions à l'égard de la gestion de la ressource en tant que tel (*règles, suivi, urgence*). Elle illustre également le contexte d'intervention (*bassin versant, ruissèlement*). Or, ces éléments peuvent rendre compte du côté pragmatique des pratiques des engagés. À son opposé, les catégories importantes dans le contenu de la représentation sociale des désengagés ne renvoient à aucune idée de « solutions de protection » ou de « gestion de la ressource ». Cette situation témoigne du côté abstrait de leurs pratiques déclarées.

D'un autre côté, les catégories situées à proximité des catégories prégnantes dans le contenu de la représentation des « engagés » présentent autant d'éléments se rapportant à des moyens d'intervention pour assurer la protection des plans d'eau (*information, sensibilisation, transparence, ensemble*) qu'à des « sources du problème ». Or, ces éléments permettent d'illustrer la compréhension du problème et de ses enjeux chez les engagés et expliquer de nouveau leur vision utilitariste et pragmatique de la protection des plans d'eau. À son opposé, les catégories « éducation », « source du problème » et « communauté » et « caractéristiques de la ressource » ne constituent pas des catégories agissant à titre de principes organisateurs de prises de position dans le contenu représentationnel des « désengagés ». Dans cette perspective, la compréhension du problème et de ses enjeux ne semble pas être clairement définie chez ces derniers. Or, ce manque de définition et de compréhension de la problématique de la protection de l'eau présente la vision idéologique et

générale de la protection de l'environnement adoptée chez les désengagés. Elle peut ainsi venir expliquer le côté abstrait des pratiques déclarées des « désengagés » à l'égard de la protection de l'eau.

En fonction de l'analyse des zones de divergences décelées dans le contenu des représentations sociales des « engagés » et des « désengagés », un lien entre les représentations sociales des enjeux de la gestion et de la protection de l'eau et les pratiques des riverains peut de nouveau ainsi être établi.

À la suite de l'examen des relations entre les pratiques et les représentations, la prochaine section vise à dégager des conditions permettant d'augmenter la participation aux activités du programme d'éducation communautaire et la mise en place de nouvelles pratiques environnementales.

7.3.1 Conditions permettant de susciter l'intérêt dans un programme d'éducation communautaire

Cette section vise à introduire des réflexions et des recommandations quant à la planification du programme d'éducation communautaire.

Chez les deux groupes, l'amélioration de la transmission de l'information sur la situation des lacs et les activités offertes est apparaît comme principale attente à l'égard de la gestion de l'eau dans la municipalité. Par ailleurs, la méconnaissance de la tenue des activités, la redondance ainsi que le désintérêt des sujets traités se sont avérés chez les deux groupes les principaux arguments pour expliquer la non-participation aux activités du programme.

Or, plusieurs composantes propres à la structure des programmes d'éducation communautaires influencent les pratiques de formation des acteurs du milieu. Dans cette perspective, la participation citoyenne peut être perçue davantage comme un processus plutôt qu'une réaction en réponse à différentes valeurs associées à ses bénéfices (Rifkins, 1995). Malgré les obstacles liés à la participation, il est toujours possible pour les intervenants ou les éducateurs de prendre en considération certains barèmes dans la planification de leur programme en vue de favoriser l'*empowerment* des groupes avec lesquels ils interviennent. Certaines études en éducation relative à l'environnement, à la santé et en santé environnementale présentent des recommandations et des conditions de succès pour les programmes d'éducation communautaire : la négociation, le partenariat et la représentation, la définition des objectifs et des priorités, les audiences, la formation et l'information auprès des membres du comité et la sélection des membres. Ces études et ces conditions de succès seront décrites dans la prochaine section en vue de situer leurs zones d'influence et leurs implications possibles dans le programme d'éducation communautaire déployé au sein de la municipalité de SADL.

- La négociation

La négociation avec les acteurs du milieu relativement à la pertinence des activités et aux objectifs poursuivis constitue une condition de l'engagement et de l'atteinte des résultats d'un programme d'éducation communautaire en santé environnementale. Cet élément est d'ailleurs souligné par Kendall (1998) dans son étude de cas portant sur la gestion de la dengue au Honduras. Dans ce cas, les difficultés associées à la poursuite de projets à plus long terme étaient liées à l'absence de négociation de la pertinence des activités du programme et des mesures préconisées pour résoudre le problème entre le comité, formé de membres de la communauté, les praticiens et les membres de cette communauté.

Dans le cadre du programme étudié dans cette recherche, l'implication des riverains et des citoyens dans la sélection des thématiques traitées et les types d'activités sélectionnées (conférences, ateliers, porte-à-porte) pourrait être une piste d'amélioration afin de susciter la participation. Cette négociation pourrait notamment augmenter la valeur et la pertinence accordée aux activités offertes. En effet, ce mode de fonctionnement pourrait permettre une sélection de sujets jugés plus appropriés aux besoins de riverains et des citoyens, et ce, en fonction de leur représentation du problème.

- Le partenariat et la représentation

Le partenariat apparaît comme une composante essentielle à considérer dans le développement de programme d'éducation communautaire. La parité et l'égalité dans le processus de collaboration entre les membres de la communauté et les organismes communautaires impliqués a d'ailleurs été notifié dans la recherche évaluative de Ritchie (Ritchie, Parry et *al.*, 2004). L'exclusion de certaines personnes clés (membres de la communauté, travailleurs dans les organismes communautaires sollicités) du processus initial de décision dans lequel le programme évolue se répercute au niveau de l'enthousiasme et de la représentation associée au succès du programme. Toujours dans cette perspective, il importe ainsi de souligner qu'un leadership et une structure organisationnelle effective sont essentiels dans l'obtention de la participation de la communauté (Laverack et Wallerstein,

2001). Le partenariat et la représentation des membres se révèlent en ce sens comme autant de moyens pour parvenir à créer ce climat politique favorable.

Dans le cadre du programme communautaire étudié, le partenariat avec la municipalité constitue un élément à maintenir dans le développement et l'amélioration en continu du programme. Toutefois, une meilleure représentativité des membres, et ce, dans chaque comité et pour chaque organisme, pourrait s'avérer bénéfique. Cette structure pourrait générer un sentiment d'équité chez les non-riverains tout en augmentant l'impression de la pertinence de la démarche chez les riverains. Ce partenariat pourrait susciter un contexte favorable à la mise en place de solutions inclusives qui tient compte des différentes réalités des citoyens et des obstacles qui leur sont rattachées.

- La définition des objectifs et des priorités

L'importance de la définition des objectifs d'un programme en éducation relative en environnement a été soulignée par Curti et Valdez (2009). Dans la même perspective, l'analyse des besoins est également présentée comme un élément non négligeable pour susciter la collaboration. Comme le rapporte McCormik *et al.* (2000), les projets qui négligent la mise en perspective des barrières du milieu (barrières liées à la situation familiales, au programme ou la communauté par exemple), les ressources du milieu ainsi que les valeurs des participants ne sont pas bien reçues par la communauté. Or, l'analyse des besoins et de la situation s'avèrent bien souvent liées à la définition des objectifs.

Dans la présente recherche, l'analyse des besoins des citoyens riverains, des non riverains et des représentants commerciaux et municipaux pourrait être une avenue à envisager. En effet, l'analyse des besoins se base actuellement sur la réglementation en vigueur, les problématiques vécues sur le territoire ainsi que sur les résultats du RSVL des dernières années. Or, ce processus pourrait être amélioré par la considération d'une approche plus collaborative en allant interroger les membres de la communauté sur leurs besoins. Cette approche pourrait prendre la forme d'un sondage ou d'une invitation à un groupe de discussion en vue de cerner les priorités perçues par la communauté ainsi que les principaux

obstacles liés à la participation tels que les besoins en matière de communication ou encore les difficultés associées aux déplacements et aux horaires. En effet, il importe que les citoyens et les riverains se reconnaissent et se sentent parties prenantes du programme.

- Audiences

La connaissance de la population à former est un aspect à considérer en éducation communautaire. Cette connaissance permet d'une part de prévoir et d'adresser les barrières à la participation. D'autre part, elle permet de définir et de prioriser les groupes à former en fonction des objectifs du programme.

Il est important d'être réaliste et pratique dans les projets d'éducation communautaire. La question du temps et de l'argent vient toujours interférer, d'où l'importance de sélectionner les populations à former en priorité en fonction des objectifs établis par le programme afin d'atteindre des résultats recherchés. Sur ce plan, la création et la diffusion de matériel pertinent et adapté à la réalité et aux besoins de chaque groupe à former, et ce, de manière à ce qu'il soit arrimé aux objectifs du programme demeurent essentielles (Curti et Valdez, 2009). La connaissance des barrières à la participation doit aussi être prise en considération et celle-ci s'avère possible que par l'acquisition d'une plus grande connaissance sur la population à former. (McCormick *et al.*, 2000). Dans le cadre de leur recherche, les principales barrières s'avéraient être le manque de temps, l'accès difficile à un système de transport, le besoin d'un service de gardiennage et un doute envers le programme.

Le programme Bleu Laurentides aurait intérêt à avoir une meilleure connaissance des clientèles à sensibiliser et à former afin de les rejoindre une à une. Une meilleure compréhension de leur représentation sociale du problème et de ses solutions, de leurs difficultés ainsi que de leurs réticences à l'égard des moyens déployés pourrait être intéressante dans la définition des orientations du programme et du développement de ses activités. Dans la présente recherche, l'étude de l'organisation du contenu représentationnel des « désengagés » a permis de dégager que ces derniers avaient une idée floue des solutions et des problèmes liés de la gestion et de la protection de l'eau. En effet, aucun élément ne se

rapportait à la problématique dans le contenu de la représentation. Or, ces informations s'avèrent être d'importants repères pour rejoindre ces personnes. Par exemple, en référence au programme étudié, cette information permet d'avancer que les besoins des riverains désengagés se situent davantage dans la présentation du problème et de ses enjeux plutôt que dans la proposition de solutions. En effet, il importe que le problème soit dans un premier temps reconnu et compris par les membres du groupe afin que ces derniers s'engagent dans sa résolution. Pour cette raison, la connaissance des clientèles dans le développement des activités ainsi que leur mode de diffusion et de promotion prend toute son importance.

- La formation et l'information auprès des membres du comité

Dans le cadre d'un programme d'éducation communautaire, la formation des membres des comités constitue un facteur de réussite du programme. Par exemple, dans la recherche de Kendall (2008), l'explication du problème et la transmission d'informations quant aux objectifs liées au déploiement du programme ont été mis de l'avant dans la structure de projet. Or, dans le cadre de cette étude, cette transmission d'informations a permis de créer un terrain favorable à la négociation et à la concertation des efforts dans le développement de mesures adaptées au milieu.

Dans le programme Bleu Laurentides, la formation des membres des comités sur les obstacles relatifs à la participation ou sur les modèles d'éducation communautaire pourrait venir influencer les pratiques de formation ainsi que les pratiques environnementales. En effet, les membres des comités pourraient être à l'affût de ces obstacles et proposer par le fait même d'autres avenues de formation et de communication pour susciter la participation aux activités.

- La sélection des membres

La création d'un comité composé de membres de la communauté et agissant comme une sorte de coordonateur dans le programme communautaire est une structure récurrente en

éducation relative à la santé et à l'environnement. Cette structure est notamment exploitée dans plusieurs recherches (Kendall, 1998; McCormick *et al.*, 2000; Curti et Valdez, 2009; Parker *et al.*, 1998). Dans la décision de mettre en place une telle structure, certains barèmes doivent toutefois être respectés pour favoriser la collaboration dont la représentation des membres des organismes impliqués et de la population.

Puisque le succès d'un programme d'éducation communautaire dépend largement de la confiance et de l'acceptation du projet par la communauté, la sélection des membres devient d'autant plus importante afin de créer un climat de collaboration. La reconnaissance de la crédibilité des membres du comité pour leur expertise dans un domaine particulier ou pour leur implication au sein de la communauté constitue certes des facteurs à considérer.

Dans le cadre de cette recherche, le programme étudié prend en considération la constitution d'un comité. En effet, le CA de l'ABVLACS a pour mandat de coordonner l'équipe du RSVL, de veiller à la diffusion des activités de sensibilisation ainsi que de s'assurer de la recherche de financement et des levées de fonds. Dans ce contexte et dans la mesure du possible, l'établissement de critères dans la sélection des membres du comité pourrait être un axe d'amélioration. Cela permettrait d'assurer une complémentarité des compétences au sein du CA en ayant par exemple des personnes spécialisées en éducation, en gestion des ressources humaines ou encore en communication. Cette composition pourrait donner lieu à une plus grande reconnaissance et crédibilité au CA, et indirectement, aux activités du programme. De plus, cette complémentarité pourrait favoriser une synergie entre les membres dans l'accomplissement des différents mandats qui leur sont octroyés.

En résumé, deux groupes de riverains ont été présentés dans ce chapitre: les « engagés » et les « désengagés ». Leurs pratiques ainsi que leurs représentations de la gestion et de la protection de l'eau, notamment à l'égard de la mobilisation municipale, de leurs attentes et de l'engagement des riverains comme moyen d'intervention dans la protection des plans d'eau, ont en l'occurrence été analysées et comparées. Cette étude a permis de rapporter des similitudes et des différences au niveau des éléments de contenu des représentations sociales. Afin de clarifier davantage ces différences et cerner les liens

possibles entre les représentations et les pratiques, l'analyse des représentations des enjeux de la gestion et de la protection de l'eau pour chaque groupe a été menée. Cette analyse a permis de relever une organisation des éléments de contenu différente chez les deux groupes et a donné lieu à une présentation des relations entre ce contenu représentationnel et les pratiques.

En somme, ce chapitre a permis de comprendre les liens entre les représentations et les pratiques et d'expliquer les divergences des pratiques entre les « engagés » et les « désengagés ». En ce sens, il a permis d'amener des réflexions et des recommandations pour assurer la mise en place du programme d'éducation communautaire dans les meilleures conditions, et ce, en lien avec les faits saillants et les modalités du programme présenté dans le chapitre quatre.

Le prochain chapitre présentera les résultats les plus importants des chapitres quatre à sept ainsi que leurs limites en vue de déboucher sur les besoins rattachées aux futures recherches sur le sujet.

CONCLUSION

Cette section expose la synthèse des résultats et décrit leurs limites. En ce sens, elle reprend les faits saillants de tous les chapitres. Elle se termine par la présentation de pistes ou d'orientations pour de nouvelles recherches.

Dans le chapitre I, la situation de l'eau au Québec ainsi que le cadre législatif de la gestion de l'eau ont été décrits. Les limites du cadre réglementaire ainsi que les pouvoirs accordés aux acteurs de l'eau, relativement à GIBV, ont fait apparaître les programmes d'éducation communautaire comme solution appropriée pour agir dans la protection des plans d'eau. Une présentation du problème des algues bleues et une recension de recherches en éducation relative à l'environnement, en éducation à la santé et en santé environnementale ont permis de justifier la pertinence de mener une recherche portant sur l'étude des points de vue de la gestion de l'eau et de ses enjeux et des pratiques d'acteurs participant à un programme d'éducation communautaires sur les algues bleues.

Dans le chapitre II, le concept des représentations sociales a été défini. Une présentation des écoles de pensée a permis de justifier la définition et la méthode retenue dans le cadre de la recherche et démontrer que ce concept donnait lieu à la compréhension des acteurs sur la gestion de l'eau et de ses enjeux. Dans le même ordre d'idée, le lien entre les représentations sociales et les pratiques ont été expliqué et donner lieu aux objectifs de recherche. Rappelons que les objectifs de cette recherche étaient de : 1) décrire le programme d'éducation communautaire Bleu Laurentides; 2) de dégager les représentations sociales de la gestion de l'eau chez les riverain; 3) d'identifier les pratiques environnementales déclarées dans le cadre de ce programme d'éducation communautaire; et 4) d'analyser les relations entre les représentations sociales que se font les riverains de la gestion de l'eau et les pratiques environnementales déclarées.

Dans le chapitre III, la démarche générale de la recherche et son opérationnalisation sur le terrain a été présentée. Les étapes d'élaboration, de validation et de passation des outils ont également été décrites. La description de la méthode de traitement et d'analyse des données a aussi été présentée pour amener une compréhension de leur réduction, catégorisation et leur analyse avant la présentation des résultats.

Dans le chapitre IV, la description du contexte d'intervention du programme d'éducation communautaire «Bleu Laurentides» a permis de faire ressortir la complémentarité des rôles et responsabilités de l'Agence des bassins versants des lacs de Saint-Anne-des-Lacs (ABVLACS) et du Département de l'environnement de la municipalité. Par ailleurs, elle a donné lieu à la présentation de la structure de planification du programme communautaire mis en place. Celle-ci s'est présentée à première vue de façon favorable pour susciter l'adoption de nouvelles pratiques environnementales. En effet, une cohérence dans les orientations des instances impliquées a été constatée générant conséquemment une convergence possible des actions déployées sur le terrain (définition des objectifs, sélection du contenu, clientèle visée). Néanmoins, selon les données du rapport de l'agent de liaison, un faible taux de participation a été enregistré pour les formations et les conférences. À son opposé, la Journée Verte et la tournée porte-à-porte ont compté le plus grand nombre de participants.

Dans le chapitre V, les représentations sociales que se font les riverains de la gestion et de la protection de l'eau sur le territoire ont été présentées. Leurs représentations sociales de la mobilisation municipale, de l'engagement des riverains comme moyen d'intervention dans la protection des plans d'eau ainsi que de leurs attentes en regard de la gestion de l'eau ont en ce sens été analysées. De façon générale, la majorité des participants ont décrit positivement la gestion et la protection de l'eau sur le territoire (13/15). À ce niveau, la valorisation des efforts mis de l'avant (6/15) et l'application de la réglementation (4/15) sont apparues en tant que principaux arguments pour en témoigner. La mobilisation municipale a également été décrite positivement par la majorité des répondants (9/15). À ce niveau, le soutien aux associations (3/6) et la mise en place d'activité de sensibilisation (3/6) se sont avérées être les éléments les plus rapportés pour rendre compte de cette mobilisation.

L'amélioration de la réglementation (10/15) et l'emphase sur l'éducation des citoyens (6/15) sont par ailleurs ressortis au premier plan en termes d'attentes des riverains dans la protection des plans d'eau. Dans cet ordre d'idées, des liens ont pu être tissés entre les principaux arguments amenés pour critiquer l'action municipale et ces attentes. En effet, la majorité des éléments négatifs amenés par les participants pour témoigner de la gestion de l'eau et de la mobilisation municipale référaient à la réglementation.

L'analyse des représentations sociales des enjeux de la gestion et de la protection de l'eau a par la suite été menée de façon à dresser des relations entre les représentations sociales des enjeux de la gestion de l'eau et la représentation que se font les riverains de la gestion et de la protection de l'eau sur le territoire. En analysant le contenu des représentations sociales des enjeux de la gestion de l'eau, il est apparu que les catégories prégnantes et agissant à titre de principes organisateurs du contenu de les représentations sociales s'articulaient autour de la « gestion de la ressource » et aux « solutions de protection ». En l'occurrence, différents termes ont été utilisés par les riverains pour témoigner de cette gestion et de ces solutions et démontré les prises de positions à l'égard de celles-ci: *suivi, rigueur, laisser-faire, règles, suivi, bande riverain, et installations sanitaires*. Les catégories « communauté » et « sources du problème » ont été également dégagées en tant que principes organisateurs des prises de positions, mais de façon plus secondaire que les deux premières. Un lien a ainsi pu être dressé entre cet aspect de « communauté » évoqué et les éléments de « solution de protection » rapportés : *disponibilité, responsabilité, partage, respect, ensemble*. Par ailleurs, l'« éducation » a également été dégagée comme catégorie importante dans l'organisation du contenu.

Un rapprochement avec un principe organisateur « sources de solutions » a pu de nouveau être réalisé avec les items énoncés dans la catégorie « éducation » : *information, sensibilisation, transparence*. Il pouvait expliquer notamment pourquoi l'amélioration de la transmission de l'information en continue était exposée comme attente dans la gestion et la protection de l'eau.

Dans le chapitre VI, les pratiques environnementales déclarées des riverains et leur participation aux activités offertes sur le territoire ont été étudiées. À ce sujet, la vérification de l'installation septique s'est avérée être la pratique environnementale de protection de l'eau jugée comme étant la plus importante suivie de celles du respect de la banque riveraine, de l'utilisation de produits domestiques écologiques, de la pratique d'activités écologiques, de la participation dans un réseau de suivi volontaire et du suivi d'activités en matière de formation continue. Quant aux pratiques environnementales déclarées, les résultats ont démontré que la classification de ces dernières ne suivait pas la valeur d'importance qui leur avait accordée. Par exemple, la formation continue et l'utilisation de produits non néfastes pour l'environnement ont été rapportées par l'ensemble des répondants même si ces derniers n'apparaissaient pas parmi les trois premières pratiques jugées prioritaires. Toutefois, la vérification de l'installation sanitaire a été rapportée par l'ensemble des riverains témoignant par le fait même de l'importance qui lui avait été accordée. Quant à la pratique du respect de la bande riveraine, cette pratique s'est avérée être la moins souvent déclarées, et ce malgré qu'elle était apparue comme pratique de deuxième importance. Cet état de fait peut s'expliquer par la composition de l'échantillon. En effet, certaines personnes, n'étant pas riveraines, ne pouvaient pas mettre en application cette pratique. En ce qui concerne les activités offertes sur le territoire, la majorité des répondants les ont décrites positivement. L'obtention d'informations pour assurer une vigie sur les questions de l'eau, les échanges entres pairs, la possibilité de rejoindre un plus grand nombre de personnes via une variété d'activités et la création d'un contexte de mobilisation dans la protection des plans d'eau ont constitué les principales raisons évoquées par les riverains pour témoigner de leur utilité. Néanmoins, malgré cette vision positive, les résultats ont présenté un faible taux de participation. À cet égard, les raisons de la participation ou de la non participation ont été étudiées. L'obtention d'informations, l'intérêt pour le sujet et la disponibilité au moment de

la tenue de l'événement se sont ainsi avérées être les principales raisons rapportées pour justifier la participation. La non disponibilité, la méconnaissance de la tenue de l'activité et le manque d'intérêt pour le sujet ont été rapportées pour expliquer la non-participation.

Dans le chapitre VII, relativement aux divergences constatées entre les pratiques déclarées dans les activités proposées, les pratiques environnementales déclarées et leur importance ainsi que la vision positive de la gestion de l'eau sur le territoire, une analyse des relations entre ces éléments a été réalisée. Cette analyse a donné lieu à l'établissement de deux profils de riverains, soit les « engagés » et les « désengagés ». Les relations établies entre leurs représentations sociales de la gestion de l'eau et leurs pratiques ont permis de faire ressortir des distinctions. Il s'est avéré que plus de la moitié des « engagés » (11/15) se faisaient une image positive de la gestion de l'eau sur le territoire comparativement aux « désengagés » (2/4). Les arguments présentés pour critiquer négativement la gestion de l'eau sur le territoire s'avéraient toutefois similaires pour les deux groupes. Il s'agissait principalement du manque de suivi et d'application de la réglementation. Une nuance s'est également révélée perceptible entre les deux groupes au plan de leurs attentes. En effet, pour les « désengagés », les attentes se sont limitées au maintien du suivi et de l'application des règlements (3/4). Tandis que du côté des « engagés », les attentes se sont montrées plus précises et diversifiées. Un lien a donc été établi entre les pratiques des riverains et leurs représentations sociales de la gestion de l'eau sur le territoire.

L'étude des représentations sociales des enjeux de la gestion et de la protection de l'eau des « engagés » et des « désengagés » a ensuite été menée de façon à mieux comprendre s'il pouvait y avoir des liens entre cette représentation, la représentation sociale de la gestion de l'eau et les pratiques déclarées. Les catégories déterminantes dans l'organisation du contenu représentationnel des enjeux de la gestion de l'eau se sont ainsi avérées différentes chez les deux groupes. Du côté des « engagés », la catégorie « solutions de protection » et les items lui correspondant (*bande riveraine, protection des rives, installations septiques*), renvoyaient directement à l'idée d'actions de protection. De plus, la catégorie « gestion de la ressource », également fortement prégnante dans la définition du contenu de la représentation sociale, amenait des précisions à l'égard des critiques rapportées à l'endroit de la gestion de

la ressource (*règles, suivi, urgence*) et illustrait tout le contexte d'intervention, dont sa complexité (*bassin versant, ruissèlement*). Ce constat a permis de dénoter une vision utilitariste de la protection de l'environnement chez les « engagés » et cette dernière a permis de comprendre le côté pragmatique de leurs pratiques. À l'opposé, les principes organisateurs du contenu de la représentation sociale des désengagés ne renvoyaient à aucune idée de « solutions de protection » et de « gestion de la ressource » témoignant par le fait même du désengagement rapporté par le biais des pratiques déclarées. D'un autre côté, les catégories moins importantes de la représentation sociales des « engagés », mais plus secondaires que les deux premières, présentaient autant d'éléments se rapportant à des moyens d'intervention pour assurer la protection des plans d'eau (*information, sensibilisation, transparence, ensemble*) qu'à des « sources du problème ». Les catégories déterminantes dans l'organisation de la représentation sociale des « engagés » a permis de soulever une meilleure compréhension du problème et de ses enjeux et de mieux comprendre leur participation plus importante dans les activités proposées ainsi que leurs attentes et leurs propositions mieux définies. Du côté des « désengagés » les catégories « éducation », « source du problème » et « communauté » et « caractéristiques de la ressource » n'ont pas été considérées dans le contenu représentationnel. L'absence de ces principes organisateurs a permis de noter une compréhension plus floue du problème et de ses enjeux chez les désengagés. Un rapprochement a donc pu être établi entre leur vision idéologique de la protection de l'environnement et leurs pratiques de protection déclarées rares ou quasi inexistantes. En effet, le manque de connaissances ou de compréhension du problème peut expliquer le fait qu'aucune ne pratique soit mise en œuvre puisque ces pratiques peuvent être perçues comme étant impertinentes ou injustifiées.

Des liens se sont ainsi dessinés entre les principes organisateurs des enjeux de la gestion et de la protection de l'eau, les représentations sociales de la gestion de l'eau sur le territoire, les pratiques environnementales déclarées des riverains et les pratiques déclarées dans les activités du programme.

À la suite de l'identification de divergences, mais également des similitudes entre les deux groupes, différentes propositions ont été émises de façon à améliorer le programme d'éducation communautaire sur les éléments suivants : la négociation, la définition des objectifs et des priorités, la sélection des membres des comités, la représentativité des membres, la formation des membres des comités, la connaissance des clientèles et ainsi que le partenariat.

La conclusion que nous pouvons tirer de cette recherche est que les représentations sociales de la gestion de l'eau ont une relation de concomitance avec les pratiques environnementales déclarées des riverains et les pratiques déclarées dans les activités du programme. En l'occurrence, ces informations apportent des éclairages intéressants pour comprendre les difficultés associées au déploiement d'un programme d'éducation communautaire axée sur la protection des plans d'eau. D'une part, elles permettent de saisir de l'intérieur les prises de position des « engagés » et des « désengagés ». D'autre part, cette saisie donne lieu à la mise en place de propositions adaptées au contexte pour recadrer le programme de façon à susciter une participation plus importante des citoyens dans les activités du programme et la mise en application de nouvelles pratiques environnementales.

Par contre, étant donné le peu de recherches qui ont été menées sur les programmes d'éducation communautaires en réponse au problème des algues bleues et à la protection de l'eau, cette recherche qualitative s'est restreinte à l'analyse approfondie d'un site. Ainsi, elle a été réalisée avec un petit nombre de participants. Ce choix a pour limite de rendre compte d'un phénomène que dans la situation étudiée. Les résultats ne peuvent donc pas être généralisés et appliqués à d'autres situations. Puisque le programme est déployé dans plusieurs municipalités et que ce dernier porte à un changement à long terme à cause de l'implication et de l'engagement qu'il suppose chez les acteurs, il aurait été intéressant de sonder plus de riverains, et également des non-riverains à Saint-Anne-des-Lacs (SADL) mais aussi dans d'autres municipalités pour comparer les résultats. Par contre, les difficultés de recrutement de participants, les contraintes de temps et de ressources ainsi que la répartition géographique des autres municipalités bénéficiaires du programme Bleu Laurentides ont mené à cette orientation méthodologique dans le cadre de ce projet.

Ensuite, cette recherche s'appuie sur des données provenant des questions à développement à l'intérieur du questionnaire d'enquête ainsi que des discours des riverains, du président de l'Association des bassins versants de SADL et du directeur du Département de la municipalité. Il en résulte un effet possible de désirabilité sociale sur les résultats constituant ainsi une de ses limites. Pour réduire ce phénomène de désirabilité sociale, des observations terrains des pratiques sur le territoire auraient permis une compréhension et une description plus riche de celles-ci en plus de les valider. Les données recueillies, qui se basent sur les pratiques déclarées, présentent donc une seconde limite associée à la méthodologie de recherche. Par ailleurs, du point de vue des relations entre les pratiques et les représentations sociales, il n'est pas possible d'avancer que les représentations des enjeux de la gestion et de la protection de l'eau et de la gestion de l'eau sur le territoire l'eau peuvent modifier les pratiques environnementales. Cette recherche ne se veut ni comparative et longitudinale. Le petit nombre de participants, générant une faible représentativité de personnes dans le groupe des « désengagés », constitue ainsi une autre limite quand à la comparaison des résultats avec celui des « engagés ». La sélection des participants sous une base volontaire peut expliquer la faible représentativité de « désengagés ». En effet, l'échantillon a pour effet de biaiser les résultats puisque les participants avaient probablement déjà un intérêt dans la protection de l'eau avant de poursuivre une telle démarche.

Dans ce contexte, il apparaît important de poursuivre la recherche sur les programmes d'éducation communautaire sur l'eau, notamment le programme Bleu Laurentides. Des études longitudinales permettraient d'obtenir des informations plus détaillées sur les formes d'engagement, les pratiques environnementales et l'évolution des représentations sociales d'une part. D'autre part, elles permettraient de suivre l'évolution de la représentation sociale en fonction des stratégies et des activités de formation déployées en continu sur le territoire, ces dernières découlant d'un processus régulier de l'étude des relations entre les représentations sociales et les pratiques. En ce sens, elles pourraient valider la pertinence de l'analyse des relations entre les représentations sociales des enjeux de la gestion et de la protection de l'eau, les représentations sociales de la gestion de l'eau sur le territoire et les pratiques environnementales comme moyen d'évaluation de l'efficacité des programmes communautaires. Parallèlement, ces études permettraient de rendre compte de

l'utilité de l'analyse des représentations sociales dans le recadrage des contenus et des activités dans un programme d'éducation communautaire sur l'eau de façon à personnaliser le programme et d'évaluer si ces recadrages donnent lieu aux résultats attendus. D'autres études pourraient aussi être menées dans d'autres municipalités afin de comparer les profils des riverains, celui des non-riverains ainsi que les différentes représentations sociales de la gestion de l'eau. Ces informations pourraient certes conduire à de nouvelles solutions de formation pour agir sur la problématique de l'eau.

APPENDICE A

PLAN D'ACTION DÉTAILLÉ SUR LES ALGUES BLEU-VERT (MDDEP, 2008)

Plan d'intervention détaillé sur les algues bleu-vert 2007-2017

N° Action	Actions annoncées	Durée (année)	État d'avancement	Responsable(s)
1.1	Réaliser une recherche en toxicologie pour améliorer les connaissances sur les risques à la santé humaine associés à l'utilisation d'eau contaminée par les algues bleu-vert	0-3	- Lancement de l'étude, été 2008 - Résultats accessibles, décembre 2009	MSSS
1.2	Organiser un symposium d'experts sur l'analyse des risques à la santé humaine liés aux algues bleu-vert	0-1	- Tenue du symposium, 29 février 2008	MSSS
1.3	Renforcer la recherche et l'innovation	0-3	<i>Pour consulter la liste des programmes accessibles :</i> http://www.mdeie.gouv.qc.ca/index.php?id=369&no_cache=1&ixaffichagepages_pi1(pid)=1933&mde=arbo	MDEIE
1.3a	Appuyer une dizaine d'équipes de recherche dans le cadre d'une action concertée d'acquisition de connaissances		I- Action concertée de recherche - Appels de proposition, février 2008	
1.3b	Appuyer financièrement l'acquisition d'équipements de recherche (traitement des eaux et restauration des lacs)		I- Programme de soutien à la recherche Programme accessible, depuis octobre 2007	
1.3c	Assurer le transfert du savoir et des technologies vers les utilisateurs et leur démonstration pour amorcer leur commercialisation		I- Regroupement sectoriel - Programme accessible, depuis octobre 2007 II- Intensification technologique et CCTT - Programme accessible, depuis décembre 2007 III- Soutien à la valorisation et au transfert - Programme accessible, depuis octobre 2007 IV- Vitrine technologique - Programme accessible, depuis octobre 2007	
1.3d	Améliorer les mesures de diffusion et de concertation des intervenants concernés (chercheurs, entreprises, utilisateurs) sur les thématiques liées à la recherche et aux technologies reliées à la préservation de la qualité de l'eau		I- Avis scientifique et technique - Diffusion de l'avis, décembre 2008 II- Portrait dynamique de la recherche portant sur le sujet au Québec	

N° Action	Actions annoncées	Durée (année)	État d'avancement	Responsable(s)
			- Diffusion d'un premier rapport, septembre 2008 III- Promotion de la culture scientifique - Lancement de l'activité dans les régions prioritaires, mai 2008	
1.4	Mettre en place des projets pilotes (ex. sur trois lacs), afin d'expérimenter diverses mesures de restauration des lacs, le tout dans des conditions diversifiées	0-1	- Adoption des critères de sélection, décembre 2007 - Appel de proposition auprès des promoteurs, mars 2008	MDDEP
1.5	Créer une table de concertation sur la connaissance sur les algues bleu-vert avec les différents acteurs interpellés	0-1	- Tenue d'une première rencontre, janvier 2008	MDDEP
1.6	Augmenter à 700, d'ici 3 ans, le nombre de lacs sur lesquels un suivi sera réalisé par le biais du Réseau de surveillance volontaire des lacs	0-3	- Inscriptions débutées depuis le 26 septembre 2007 (78 demandes d'inscription reçues sur une possibilité de 150). http://www.mddp.gouv.qc.ca/eau/rsv-lacs/index.htm	MDDEP
1.7	Évaluer diverses trousse diagnostiques sur les algues bleu-vert et les cyanotoxines, en vérifier l'applicabilité au Québec	0-5	- Deux analyses en cours. - Résultats attendus pour mars 2008	MDDEP
1.8	Augmenter de 1M\$ par année le budget de soutien aux organismes de bassins versants (OBV) et aux conseils régionaux de l'environnement (CRE) dans la réalisation de leur mandat, notamment dans le cadre de la lutte contre les algues bleu-vert	0-5	- Conclusion des ententes auprès des OBV et des CRE, février 2008 - Allocation des budgets, avril 2008	MDDEP
1.9	Entreprendre, en concertation avec le Regroupement des organismes de bassins, une démarche de redécoupage du Québec méridional en zones de gestion intégrée de l'eau, afin que tous les bassins versants soient pris en compte dans les processus de connaissance, de protection et de gouvernance ; évaluer les ressources requises et les modalités d'implantation	0-3	- Début des travaux de concertation sur la démarche de redécoupage avec le ROBQ, février 2008	MDDEP
1.10	Prendre en compte la problématique de la prolifération des algues bleu-vert dans l'analyse de la capacité de support du lac et de la capacité épuratoire des terrains lors du développement de la villégiature sur les terres du domaine de l'État	0-5	- Mise en place d'un comité scientifique interministériel, mars 2008	MDDEP
N° Action	Actions annoncées	Durée (année)	État d'avancement	Responsable(s)
1.11	Conclure avec les gouvernements concernés par des lacs frontaliers touchés par les algues bleu-vert (ex. : lac Abitibi, lac Témiscamingue, la rivière des Outaouais) une entente de collaboration sur la connaissance des causes de dégradation, sur les mesures de prévention et sur les actions de restauration	0-1	- Discussions amorcées avec l'Ontario, depuis octobre 2007 - Identification et analyse problématiques transfrontalières relatives aux algues bleu-vert, mars 2008	MDDEP
2.1	Renforcer le Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (Q-2, r.8)	0-1	- Mise en œuvre d'un groupe de travail réunissant les principaux partenaires, janvier 2008	MDDEP
2.2	Renforcer les pouvoirs des municipalités afin de favoriser la vidange régulière par les municipalités, des boues des fosses septiques Modifier la Loi sur les compétences municipales pour donner aux municipalités le pouvoir de vidanger périodiquement les fosses septiques sur son territoire	0-1	- Adoption du projet de Loi 6, le 21 novembre 2007, modifiant diverses dispositions législatives en matière municipales http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=5&file=2007C10F.PDF	MAMR
2.3	Formation des inspecteurs municipaux dans le cadre du Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (Q-2, r.8) et mise en place d'un programme de soutien	0-1	- Mise en place du programme dès mars 2008	MAMR
2.4	Proposer une modification à la Loi sur les compétences municipales visant à permettre aux municipalités d'effectuer, aux frais du propriétaire, des travaux de mise aux normes de tout système privé de traitement des eaux usées. Avec une telle modification, une municipalité pourra emprunter pour effectuer de tels travaux	0-1	- Projet de loi 56 déposé à l'Assemblée nationale	MAMR

N° Action	Actions annoncées	Durée (années)	État d'avancement	Responsable(s)
2.5	Munir d'équipements de déphosphatation les ouvrages municipaux de traitement des eaux usées se déversant en lac ou en amont d'un lac lorsque de tels équipements ne sont pas présents Réviser les exigences de rejet des ouvrages de traitement des eaux usées se déversant en lac ou en amont d'un lac lorsque des équipements de déphosphatation sont présents et que la technologie le permet	0-1	- Conclusion d'un cadre d'entente MAMR-MDEP, février 2008 - Annonce auprès des municipalités concernées du contenu du programme de suivi, mars 2008	MAMR
2.6	Augmenter de 15 personnes les ressources du MDEP affectées aux interventions de contrôle et de suivi des lacs affectés par les algues bleu-vert	0-1	- Embauche des effectifs en cours	MDEP
2.7	Mise en place d'un programme visant un support financier et technique aux MRC les plus touchées par les algues bleu-vert pour l'embauche d'une ressource spécialisée (scientifique, juridique, etc.) pour appuyer les municipalités dans des actions de préventions d'algues bleu-vert (ex. aide à la mise en œuvre du Règlement (Q-2, r.8))	0-1	- Information des MRC visées, février 2008 - Entente de financement, mars 2008	MAMR
2.8	Assurer un suivi systématique de la mise en place de la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables auprès des MRC et des municipalités en priorisant les bassins versants touchés par les algues bleu-vert. Adopter d'ici 18 mois les décrets gouvernementaux permettant d'assurer la mise en application des dispositions de la Politique aux MRC et municipalités ne s'étant pas conformées	0-3	- Diffusion d'un état de situation, avril 2008	MDEP
2.9	Établir les diagnostics et des bilans agro-environnementaux complets des exploitations agricoles, prioritairement situés dans les bassins versants affectés par les algues bleu-vert, dans le but de corriger les problématiques environnementales et planifier les travaux correctifs	0-10	- Identification des zones d'intervention prioritaires, janvier 2008 - Début du programme de formation des conseillers, avril 2008	MAPAQ
N° Action	Actions annoncées	Durée (années)	État d'avancement	Responsable(s)
2.10	Réaliser les correctifs nécessaires et la mise en place de bonnes pratiques par les exploitations agricoles en adoptant et bonifiant les mesures d'aide du programme Prime-Vert « volet réduction de la pollution diffuse » et en priorisant les bassins versants affectés par les algues bleu-vert	0-10	- Modification du programme Prime-Vert, janvier 2008 - Début des interventions, mars 2008	MAPAQ
2.11	Adopter une réglementation limitant ou interdisant la présence de phosphates dans les détergents à vaisselle et demander au gouvernement fédéral d'en tenir compte	0-1	- Projet de règlement approuvé (21 novembre 2007) et publication préalable dans la Gazette officielle du Québec (12 décembre 2007)	MDEP
2.12	Adopter une réglementation provinciale habilitant les municipalités à régir les rejets d'eaux usées des embarcations de plaisance pour la protection des eaux des lacs et de leurs affluents	0-1	- Adoption du projet de règlement, 5 décembre 2007 - Publication préalable dans la Gazette officielle, 19 décembre 2007	MDEP
2.13	Intensifier le reboisement des rives par la fourniture gratuite de 1 000 000 d'arbres par an pendant 2 ans	0-3	- Programmation des besoins et du calendrier de distribution en cours d'élaboration via le ROBVO - Distribution et plantation de 1 000 000 arbres sous la coordination des OBV, mai 2008	MRNF
2.14	Réaliser les activités de maintenance des fossés, sur les abords autoroutiers, en utilisant la méthode du tiers inférieur et assurer un contrôle de l'érosion dans le cadre de tout projet routier (MTQ) avec travaux de terrassement	0-10	- Application des normes dans l'ensemble des activités de maintenance et de contrôle de l'érosion à l'ensemble du réseau routier relevant du MTQ, en onlinu depuis octobre 2007	MTQ
2.15	Renforcer le processus de planification et les normes sur l'allocation de tout nouveau bail de villégiature et reporter les développements de villégiature sur des lacs avec présence d'algues bleu-vert anormalement élevée Accroître le contrôle des normes réglementaires pour les baux de villégiature sur les terres publiques	0-5	- Révision en continu du processus de planification afin d'y intégrer la variable cyanobactérie - Établir un plan d'action avec les MRC visant à dresser un état de situation pour les emplacements situés sur les plans d'eau touchés par les algues bleu-vert (à déterminer avec les MRC concernées)	MRNF
3.1	Réviser le plan d'intervention gouvernemental en situation d'urgence qui vise la protection de la santé publique en présence d'algues bleu-vert	0-1	- Finalisation des procédures et des messages à véhiculer, mars 2008	MSSS

N° Action	Actions annoncées	Durée (année)	État d'avancement	Responsable(s)
3.2	Soutien financier à la mise aux normes du traitement des réseaux municipaux d'eau potable touchés par les algues bleu-vert pour l'implantation d'équipements de traitement appropriés	0-3	- Programme accessible depuis juin 2007 http://www.mamr.gouv.qc.ca/infrastructures/infr_prog.asp	MAMR
3.3	Entreprendre une campagne de sensibilisation pour le public sur la protection des plans d'eau pendant 3 ans	0-3	- Lancement de la campagne, printemps 2008	Secrétariat à la communication gouvern.
3.4	Supporter l'organisation de 17 forums régionaux sur les algues bleu-vert par les organismes de bassins versants et les conseils régionaux de l'environnement	0-1	- Tenue d'un forum régional au Saguenay--Lac-saint-Jean, septembre 2007 - Planification de la tenue du forum en cours au niveau régional via les OBV et les CRE - Soutien financier disponible	MODEP
3.5	Production de guides de mesures de prévention, d'aménagement et de gestion	0-3	- Accessible via le Portail gouvernemental, en continu depuis juin 2007 http://www.gouv.qc.ca/portail/quebec/pgs/commun/asurveiller?lang=fr&id=pgs.asurveiller.evenements.grands_dossiers.algues_documentation&location=pgs%2Fasurveiller%2Fevenements%2Fgrands_dossiers%2Falgues%2Fdocumentation	MODEP
3.6	Mise en place de programmes de formation sur les rôles et pouvoirs réglementaires des municipalités	0-1	- Proposition et plan de mise en œuvre, janvier 2008 - Outils disponibles, mai 2008	MAMR
3.7	Améliorer la vitrine Internet gouvernementale sur les algues bleu-vert pour y rassembler toute l'information disponible, notamment la publication annuelle des municipalités ayant réalisé l'inspection de leurs installations septiques	0-1	- Mise en onde des améliorations via la vitrine gouvernemental sur les algues bleu-vert, avril 2008	Services Québec
3.8	Campagne de sensibilisation pour tous les détenteurs de baux de villégiature sur les terres du domaine de l'État (environ 38 000) pour les informer des mesures à prendre pour réduire tout apport de phosphore dans leurs lacs	0-5	- Lancement de la campagne, printemps 2008 - Arrimage avec l'action 3.3	MRNF
N° Action	Actions annoncées	Durée (année)	État d'avancement	Responsable(s)
3.9	Promouvoir les développements de modèles adéquats de « développement urbain durable » autour de lacs de manière à en réduire les impacts sur les plans d'eau	0-3	- Lancement de la promotion, automne 2008	MODEP

APPENDICE B

QUESTIONNAIRE D'ENQUÊTE

Questionnaire sur la protection des plans d'eau de lacs de Saint-Anne-des-Lacs

À noter : le masculin est utilisé pour alléger le texte.

CONSIGNES

Avant de remplir ce questionnaire, lisez attentivement la lettre de présentation et le formulaire de consentement qui doit être impérativement signé et retourné avec le questionnaire.

S'il vous plaît, veuillez répondre à toutes les questions. Si vous disposez de la version papier, nous vous invitons à utiliser les feuilles vierges annexées à la fin du questionnaire si vous manquez d'espaces pour inscrire votre réponse à certaines questions. Si vous utilisez la version électronique du questionnaire, les cases s'ajusteront automatiquement au texte inscrit.

Les modalités de retour du questionnaire et du formulaire de consentement sont précisées à la fin du questionnaire.

SECTION A : INFORMATIONS SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES

Pour cette section, veuillez cocher la case correspondant aux informations qui correspondent à votre situation

Q1. Quel est votre groupe d'âge?

- Moins de 20 ans ☐
- 20 à 29 ans ☐
- 30 à 39 ans ☐
- 40 à 49 ans ☐
- 50 à 59 ans ☐
- 60 à 69 ans ☐
- 70 et plus ☐

Q2 Quel est votre genre?

- Masculin ☐
- Féminin ☐

Q3. Quel est votre statut de résident à Saint-Anne-des-Lacs ?

- Saisonnier ☐
- Annuel ☐

Q4. Êtes-vous riverain ?

Oui ☐

Si oui, quel est le nom de votre lac ? : _____

Non ☐

Veuillez ne pas répondre à cette question si vous avez répondu « oui » à la question précédente

Q5. Avez-vous accès à un lac ?Oui ☐

Si oui, quel est le nom du lac auquel vous avez accès ? : _____

Non ☐**Q6. Êtes-vous membre d'une association de lacs cette année ?**Oui ☐

Si oui, quel est le nom de votre association? : _____

Non ☐**Q7. Êtes-vous membre de l'Association des Citoyens de Saint-Anne-des-Lacs cette année?**Oui ☐Non ☐**Q8. Quel est votre plus haut niveau d'études?**Études secondaires non complétées ☐Diplôme d'études secondaires ☐Diplôme d'études professionnelles ☐Diplôme d'études collégiales ☐Certificat d'études universitaires ☐Diplôme d'études universitaires/1er cycle ☐Diplôme d'études universitaires/2e cycle ☐Diplômé d'études universitaires/3e cycle ☐

Q9. Si vous êtes propriétaire, quelle est la valeur de votre propriété selon l'évaluation municipale?

- | | |
|-------------------|--------------------------|
| Moins de 200 000 | <input type="checkbox"/> |
| 200 000 à 250 000 | <input type="checkbox"/> |
| 250 000 à 300 000 | <input type="checkbox"/> |
| 300 000 à 350 000 | <input type="checkbox"/> |
| 350 000 à 400 000 | <input type="checkbox"/> |
| 400 000 à 450 000 | <input type="checkbox"/> |
| 450 000 à 500 000 | <input type="checkbox"/> |
| 550 000 à 600 000 | <input type="checkbox"/> |
| 600 000 et plus | <input type="checkbox"/> |
| NA | <input type="checkbox"/> |

Q10. Quel est votre revenu annuel brut ?

- | | |
|---------------------|--------------------------|
| 0 à 24 000\$ | <input type="checkbox"/> |
| 25 000 à 49 999\$ | <input type="checkbox"/> |
| 50 000 à 69 999\$ | <input type="checkbox"/> |
| 75 000 à 99 999\$ | <input type="checkbox"/> |
| 100 000 à 124 999\$ | <input type="checkbox"/> |
| 125 000 à 149 999\$ | <input type="checkbox"/> |
| 150 000 et plus \$ | <input type="checkbox"/> |
| NA | <input type="checkbox"/> |

Q11. Quel est le domaine d'études de votre plus haut niveau de scolarité ?

Sciences de l'administration et de la gestion ☐

Arts et musique ☐

Lettre et langues ☐

Droit ☐

Communication et relations publiques ☐

Sciences de la santé et de la vie ☐

Sciences sociales et enseignement ☐

Sciences naturelles ☐

Économie et politique ☐

Sciences pures et appliquées (informatique,
mathématiques, biologie, chimie et géographie) ☐

Autres. Veuillez le nommer. _____

SECTION B : LA PROTECTION DES PLANS D'EAU

Q.11 Veuillez cocher les items correspondant à vos pratiques de protection des plans d'eau parmi la liste suivante et répondre aux questions s'y rapportant

- ☐ *Assurer la protection de la bande riveraine ou de votre berge*

Que faites-vous pour protéger votre berge?

- ☐ *Assurer une installation septique conforme et non déficiente*

Comment procédez-vous pour assurer la conformité de votre installation septique?

- ☐ *Privilégier des activités nautiques de façon à protéger les lacs*

Quelles activités nautiques pratiquez-vous ? Que faites-vous pour réduire votre empreinte environnementale lors de leur pratique?

- ☐ *Utiliser des produits ménagers non dommageables pour l'environnement*

Quels produits ménagers utilisez-vous et sur quoi vous basez-vous pour décider qu'ils sont moins dommageables ?

☐ *Mise à jour des connaissances sur la protection et la santé des lacs*

Que faites-vous pour mettre à jour vos connaissances en matière de protection des plans d'eau?

☐ *Autres*

Citez et expliquez les actions que vous faites pour protéger la santé de votre lac.

Q12 Sur une échelle de 1 à 6, 1 étant le plus important et 6 le moins important, veuillez classer par ordre de priorité la liste de pratiques de protection des lacs suivantes d'un point de vue collectif.

Protection des berges ☐

Vérification de l'installation septique de façon à ce qu'elle respecte les normes ☐

Utilisation de produits domestiques non dommageables à la santé des lacs ☐

Activités aquatiques écologiques ☐

Implication dans un réseau de suivi volontaire des lacs (RSVL) ☐

Formation en continue en ce qui a trait à la protection des plans d'eau et à leur santé ☐

Autres ☐

Veuillez nommer cette pratique :

Q13 En vous référant à votre premier choix à la question 12, expliquez pourquoi il s'agit de la priorité pour vous?

Q.14 Si vous étiez membre d'une association de lacs cette année, décrivez ce que vous avez fait dans votre association cet été.

Q.15 Si vous étiez membre de l'Association des Citoyens de Sainte-Anne-des-Lacs cette année, décrivez ce que vous avez fait dans votre association cet été.

Q16a Plusieurs conférences ont été offertes par votre agent de liaison du programme de *Soutien technique des lacs de Bleu Laurentides* (Gabriel Leblanc-Parent) cet été, veuillez cochez lesquelles auxquelles vous avez assisté.

Date	Titre de la conférence	Cochez
8 juin	Formation sur le protocole de mesure de la transparence de l'eau	<input type="checkbox"/>
15 juin	Formation sur le protocole de suivi visuel d'une fleur d'eau d'algues bleu-vert et sur le protocole de caractérisation de la bande riveraine	<input type="checkbox"/>
8 juillet	Présentation du film documentaire « Nos lacs sous la surface »	<input type="checkbox"/>
15 juillet	Conférence portant sur l'eutrophisation, ses causes et ses conséquences	<input type="checkbox"/>
22 juillet	Conférence portant sur l'érosion, ses causes et ses solutions	<input type="checkbox"/>

29 juillet	Conférence portant sur la faune, la flore ainsi que les milieux humides	<input type="checkbox"/>
------------	---	--------------------------

Q16b Si vous avez participé à certaines conférences, expliquez les raisons ou les motivations qui vous ont amenées à y assister.

Q16c Si vous n'avez pas participé à certaines conférences, expliquez les raisons ou les motivations qui vous ont amenées ne pas à y assister.

Q17. Avez-vous participé à la Journée Verte de Saint-Anne-des-Lacs le 10 juillet?

Oui ☐

Non ☐

Expliquez brièvement cette décision

Q18. Avez-vous participé à la Journée d'information régionale sur le réseau de surveillance volontaire des lacs (RSVL) organisée par le CRE Laurentides et les organismes de bassin versant du territoire le 19 juin?

Oui ☐

Non ☐

Expliquez brièvement cette décision

Q19. Étiez-vous présent à la journée d'information publique sur les installations septiques du 18 juin, organisée dans le cadre du Forum régional sur les lacs par le CRE Laurentides?

Oui ☐

Non ☐

Expliquez brièvement cette décision

Q20. Avez-vous reçu l'agent de liaison du programme de *Soutien technique des lacs de Bleu Laurentides* (Gabriel Leblanc-Parent) à votre domicile relativement à la tournée porte-à-porte ayant cours dans votre municipalité ?

Oui ☐

Non ☐

Si vous avez répondu « oui », expliquez les raisons ou les motivations qui vous ont amenées à recevoir cette visite?

Si vous avez répondu « non », expliquez pourquoi ?

SECTION C : L'EAU ET SON IMPORTANCE CHEZ LES CITOYENS ET LES RIVERAINS

Q21. Présentement, comment décririez-vous la protection et la gestion de l'eau des lacs de votre municipalité ?

Q22. Quelles sont vos attentes en regard de la protection et de la gestion de l'eau des plans d'eau en général?

Q23. Identifiez 8 mots qui vous viennent à l'esprit quand vous pensez à la « protection de l'eau » et à la « gestion de l'eau » en général.

- | | | | |
|----|----|----|----|
| 1. | 2. | 3. | 4. |
| 5. | 6. | 7. | 8. |

Parmi ces 8 mots, retenez les 4 mots qui caractérisent le mieux la « protection de l'eau » et la « gestion de l'eau » en général.

- | | | | |
|----|----|----|----|
| 1. | 2. | 3. | 4. |
|----|----|----|----|

Parmi ces 4 mots, sélectionnez les 2 mots qui caractérisent le mieux la «protection de l'eau» et la « gestion de l'eau » en général.

- | | |
|----|----|
| 1. | 2. |
|----|----|

Selon vous et de façon générale :

Q24. Quels sont les aspects positifs de l'engagement des riverains et des citoyens dans la protection et la gestion des plans d'eau de votre municipalité?

Q25. Quels sont les aspects négatifs de l'engagement des riverains et des citoyens dans la protection et la gestion des plans d'eau de votre municipalité?

Q26. Est-ce que votre municipalité est suffisamment mobilisée dans la protection de ses plans d'eau? Pourquoi?

Q27. Qu'est-ce qui pourrait être fait pour que les riverains et les citoyens soient davantage mobilisés et engagés dans la protection des plans lacs?

Q28. Accepteriez-vous que la responsable de recherche communique avec vous aux fins de réalisation d'une entrevue téléphonique?

Oui ☐
Non ☐

FIN

Retour des questionnaires et du formulaire de consentement

Je vous remercie de votre participation à mon projet de recherche. Je vous prie de me retourner ce **questionnaire** rempli ainsi que le **formulaire de consentement dûment signé** par courriel à marie-helene.brousseau@courrier.uqam.ca ou par envoi postal à l'adresse suivante au **plus tard le 24 septembre 2010** :

Marie-Hélène Brousseau
818 rue de la Mairie
Blainville, Québec
J7C 4A8

APPENDICE C

GUIDE D'ENTRETIEN DES RIVERAINS

Association/RSVL- Motivation

Quels sont vos intérêts et motivations à faire partie d'une association de lacs?

Pourquoi est-il important pour vous de faire partie d'une association de lac?

Pour quelles raisons ne faites-vous pas partie d'une association de lacs?

Qu'est-ce qui pourrait vous amener à vous impliquer?

Quels sont vos intérêts et motivations à faire partie d'un réseau de suivi volontaire?

Origine de l'intérêt dans la protection de l'eau et des pratiques

Décrivez-moi votre implication dans la protection des plans d'eau?

Pourquoi avez-vous choisi de vous impliquer dans la cause de la protection de l'eau plutôt qu'une autre?

Qu'est-ce qui vous a amené à vous impliquer dans la protection des plans d'eau?

Quelles sont vos principales pratiques environnementales?

Pourquoi avoir placé la pratique relative à «nommer la pratique» en priorité 1?

D'où viennent vos pratiques de protection environnementales?

Depuis quand mettez-vous en pratique les pratiques de protection de l'eau proposées par le Ministère de l'environnement et la municipalité?

Quel est votre intérêt de mettre en pratique les pratiques de protection de l'eau proposé par la Ministère de l'environnement et la municipalité?

(Pour les personnes dénonçant les contrevenants)

Dans vos pratiques, vous mentionnez que vous dénoncer les contrevenants aux règlements, comment cela se passe-t-il?

Quelles sont les répercussions associées au fait de dénoncer les gens de votre entourage quant à leur non-respect du règlement?

Représentations sociales des activités du programme

Avez-vous participé à d'autres activités portant sur la protection des plans d'eau que celles offertes dans le cadre du programme communautaire? Si oui, lesquels et qu'est-ce qui vous à amener à y participer?

Qu'est-ce que ces activités vous ont le plus rapporté?

Pour quelles raisons n'avez-vous pas assisté aux activités «nommer les activités non suivies par le participant»?

Si vous auriez eu plus de disponibilité est-ce que les activités offertes auraient pu vous intéresser, pourquoi?

Que pensez-vous des activités offertes sur le territoire dans le cadre du programme communautaire (conférences, journée verte, forum, journées d'information en termes de formation et de sensibilisation)?

Pourquoi avez-vous assisté aux activités offertes sur le territoire cet été? Quelles étaient vos motivations?

Que pensez-vous des activités qui ont été offertes sur le territoire cette année?

Pensez-vous que les activités offertes sur le territoire sont utiles ? Pourquoi?

Pensez-vous que les activités offertes sur le territoire peuvent amener à des changements de comportements ou de mentalités? Pourquoi?

Quels impacts peuvent avoir ces activités sur la population dans la municipalité?

Selon vous, est-ce que ces activités de formation et de sensibilisation sont suffisantes pour changer les comportements? Pourquoi?

Quelle activité ou actions pourraient avoir le plus grand impact sur la protection de l'eau, relativement à la participation citoyenne?

Selon vous, comment expliquer le faible taux de participation relatif aux activités offertes sur le territoire?

Qu'est ce qui aurait pu être fait pour augmenter la participation aux activités du programme?

Représentations relatives aux changements observés et à la mobilisation dans la protection des plans d'eau

Avez-vous observé des changements de comportements ou d'attitudes relativement à la protection des plans d'eau depuis les dernières années? Lesquels?

Dans votre voisinage, avez-vous observé des changements ou des actions concrètes relativement à la protection des plans d'eau sur le territoire? Si oui, de quel ordre?

Selon vous, depuis quand est-il possible d'observer la mise en place de nouvelles pratiques environnementales de la part des riverains et des citoyens?

Selon vous, qu'est-ce qui explique ce virage?

Dans votre entourage, est-ce que la plupart des gens de votre entourage appliquent les pratiques de protection de l'eau? Pourquoi selon vous?

Trouvez-vous qu'il y a une différence au niveau de l'implication entre les résidents annuels et saisonniers?

Depuis la mise en place d'activité sur la protection des plans d'eau sur le territoire, avez-vous observé des changements sur les lacs de la municipalité de part l'implication des citoyens et des riverains? Lesquels?

Pensez-vous que trop de responsabilités sont octroyées aux riverains dans la protection des plans d'eau? Pourquoi?

Pourquoi est-ce important que les riverains s'engagent dans la protection des plans d'eau?

Que pensez-vous de la réglementation mise en vigueur dans la Municipalité?

Quels sont les impacts associés à la mise en vigueur de la réglementation dans la Municipalité?

Qu'est-ce qui pourrait être fait pour que les riverains et les citoyens soient davantage responsabilisés et se prennent en charge?

L'environnement et la protection de l'eau en général

Dans le questionnaire, vous deviez sélectionner des mots qui vous venaient à l'esprit lorsque vous pensez à la gestion de l'eau ou à la gestion de la protection de l'eau, les deux mots étant les plus significatifs pour vous se sont avérés être «nommer les deux mots de la dernière liste». Pourquoi avez-vous choisi ces mots? À quoi cela vous fait-il penser?

Qu'entendez-vous par «nommer les mots de la dernière liste de l'association un après l'autre»?

Que pensez-vous de la diminution de la présentation du problème des algues bleues dans les médias sur la mobilisation citoyenne dans la protection des plans d'eau?

Que pensez-vous de l'impact des médias sur la mobilisation et la mise en place de pratiques environnementales?

Qu'entendez-vous par protection de l'environnement? Quelles cloches cela vous sonnent?

APPENDICE D

GUIDE D'ENTRETIEN AVEC BLEU LAURENTIDES

Guide destiné à la chargée de projet de Bleu Laurentides

Processus général

Quel est le processus de contact avec les municipalités? Est-ce que les MRC communiquent avec vous?

Quelles sont les attentes des acteurs municipaux envers le CRE Laurentides?

Quel est le rôle du CRE Laurentides dans la supervision du soutien technique? Comment se fait l'encadrement?

Quel est le rôle du CRE Laurentides dans la planification du Forum sur le lacs, le chalet des sciences et la table de concertations sur les lacs?

En quoi consiste le service d'expertise? Qui sont les membres de ce service?

DE quelle façon le programme de santé des lacs se coordonne-t-il?

Selon vous, pourquoi certaines associations adhèrent au suivi complémentaire?

Quels points sont traités dans le sondage que vous dispensez dans les municipalités? À quoi servent les informations colligées?

Est-ce que des plans d'action globaux de gestion de l'eau ont été développés dans les municipalités depuis la mise en place du programme Bleu Laurentides?

Le réseau du suivi volontaire des Lacs (RSVL)

Quels facteurs incitent les associations à adhérer au suivi volontaire des lacs?

Pourquoi certaines associations adhérentes au RSVL décident de se prévaloir du soutien technique?

Sensibilisation et formation

En quoi se distinguent les capsules des fiches techniques?

Quel est le mode de diffusion des capsules?

Acteurs

Qu'est-ce que la Conférence régionale des élus?

Il était question de la revue du positionnement des acteurs dans le rapport 2008 du CRE Laurentides. Qu'en est-il aujourd'hui?

Les représentations du CRE Laurentides

En quoi consiste :

le kiosque ?

la formation sur les protocoles de la Trousse des Lacs?

la journée de l'environnement sur les lacs du territoire?

la conférence sur la protection des lacs?

la conférence sur les bienfaits de former une association de lacs?

le projet de gestion des fossés routiers?

la présentation publique des plans d'action?

la formation sur le protocole de caractérisation de la banque riveraine?

la journée sans phosphore?

L'agent de liaison

Comment se définissent les activités de communication de l'agent de liaison auprès des associations de lacs, des gestionnaires municipaux et des gestionnaires du secteur privé?

En quoi diffèrent les ateliers de sensibilisation de l'agent de liaison de ceux offerts par CRE Laurentides?

En quoi consistent les activités de caractérisation de l'agent de liaison?

Comment s'élabore le plan d'action entre les municipalités, le CRE Laurentides et les associations de lacs?

Quel est le rôle de l'agent de liaison dans la définition du contenu de ce plan d'action?

Quel est le rôle de l'agent de liaison dans la gestion du plan d'action?

APPENDICE E

GUIDE D'ENTRETIEN POUR LA MUNICIPALITÉ

Guide destiné au Conseiller en environnement à SADL

Mission/Vision/Orientations reliées à la protection des plans d'eau

Comment la Division environnement a-t-elle vu le jour à SADL?

Quels étaient ses orientations et ses objectifs au départ? Qu'en est-il aujourd'hui?

Comment les membres du CCE sont-ils recrutés?

Qui sont les personnes du CCE depuis les dernières années?

Quel est le mandat du CCE?

Quelle est la position du CCE par rapport à la protection des lacs?

Existe-t-il à la mairie une planification à long terme des activités portant sur la protection des plans d'eau (journée verte, forum)? Comment se fait cette planification?

Comment ces activités sont-elles sélectionnées?

Dans quel but travaillez-vous avec ABVLACS sur la protection des plans d'eau? Comment se définit votre collaboration?

Dans quel but travaillez-vous avec agent de liaison de concert le CRE Laurentides depuis les deux dernières années?

Comment définissez-vous le mandat de l'agent de liaison?

Quelles sont les retombées observées quant à l'embauche d'un agent de liaison depuis les dernières années?

Modalités des activités du programme d'éducation communautaire

Quels types d'activités sur la protection des plans offrez-vous principalement? Pourquoi?

Comment le contenu de ces activités est-il sélectionné?

Qui est la principale clientèle ciblée par ces activités? Pourquoi?

Quelles sont les personnes qui ont le plus participé aux activités offertes sur le territoire cet été? Comment expliquez-vous ce phénomène?

Comment décrivez-vous la participation aux activités relatives à la protection des plans d'eau cet été?

Quels sont les changements observés quant à la participation citoyenne à vos activités depuis les dernières années?

Comment faites-vous valoir vos activités auprès de la communauté?

Quelles sont les mesures mises en place pour inciter les gens à participer à vos activités?

Questions générales sur la participation citoyenne dans la protection des plans d'eau

De façon générale, comment décrivez-vous l'engagement des riverains et des citoyens dans la protection des plans d'eau à SADL?

Quels sont les aspects positifs et négatifs associés à cet engagement?

Qu'est-ce qui pourrait être différent pour que ces acteurs soient davantage mobilisés?

Quelles sont les principales difficultés rencontrées pour atteindre les objectifs relatifs à la protection des lacs?

Que reste-t-il à faire?

APPENDICE F

GUIDE D'ENTRETIEN POUR L'ABVLACS

Guide destiné au Président et aux membres du CA d'ABVLACS

Mission/Vision/Orientations reliées à la protection des plans d'eau

Comment l'organisme ABVLACS a-t-il vu le jour?

Quels étaient ses orientations et ses objectifs au départ? Qu'en est-il aujourd'hui?

Comment les membres d'ABVLACS sont-ils recrutés? (Qui sont les membres d'Association de lacs? Comment sont-ils recrutés)

Quelles sont les personnes du RSVL depuis les dernières années?

Quel est le mandat du CA d'ABVLACS?

Quelle est la position du CA par rapport à la protection des lacs?

Existe-t-il à ABVLACS une planification à long terme des activités de sensibilisation et de formation à dispenser aux riverains et aux citoyens de la municipalité?

Dans quel but ABVLACS décide-t-elle d'offrir ces activités?

Comment ces activités sont-elles sélectionnées?

Dans quel but travaillez-vous avec agent de liaison de concert le CRE Laurentides depuis les deux dernières années?

Comment définissez-vous le mandat de l'agent de liaison?

Quelles sont les retombées observées quant à l'embauche d'un agent de liaison depuis les dernières années?

Modalités des activités du programme d'éducation communautaire

Quels types d'activités portant sur la protection des plans offrez-vous principalement (conférences, séminaires, communiqués)? Pourquoi?

Comment le contenu de ces activités est-il sélectionné?

Quelle est la principale clientèle ciblée par ces activités? Pourquoi?

Quelles sont les personnes qui ont le plus participé aux activités offertes sur le territoire cet été? Comment expliquez-vous ce phénomène?

Comment décrivez-vous la participation aux activités portant sur la protection des plans d'eau cet été?

Quels sont les changements observés quant à la participation citoyenne à ces activités depuis les dernières années?

Comment faites-vous valoir les activités de sensibilisation et de formation sur la protection des plans d'eau auprès de vos membres et de la communauté?

Quelles sont les mesures mises en place pour inciter les gens à participer à vos activités?

Questions générales sur la participation citoyenne dans la protection des plans d'eau

De façon générale, comment décrivez-vous l'engagement des riverains et des citoyens dans la protection des plans d'eau à SADL?

Quels sont les aspects positifs et négatifs associés à cet engagement?

Qu'est-ce qui pourrait être différent pour que ces acteurs soient davantage mobilisés?

Quelles sont les principales difficultés rencontrées pour atteindre les objectifs relatifs à la protection des lacs?

APPENDICE G

LETTRE D'INFORMATION POUR LE GROUPE PILOTE

Invitation à participer à l'évaluation d'un questionnaire d'enquête

Bonjour,

Je suis une étudiante à la maîtrise en éducation à l'Université du Québec à Montréal et mon projet de mémoire a pour titre : « *Étude des représentations sociales des enjeux de l'eau des acteurs impliqués dans un programme d'éducation communautaire sur les algues bleues : engagement et pratique* ».

Grâce à la collaboration et à la proposition de Madame Mélissa Laniel, mon projet portera sur le programme **Bleu Laurentides à Saint-Anne-des-Lacs**. Avant de mener cette recherche, je dois dans un premier temps mettre à l'épreuve mon questionnaire d'enquête afin d'évaluer sa fidélité, sa validité et sa fiabilité. Votre participation à cette étape serait grandement appréciée.

Pour ce faire :

Je suis à la recherche de 6 à 7 personnes du CRE Laurentides pour répondre à un questionnaire d'enquête dont le temps de passation est d'environ 30 minutes.

Mon questionnaire comprend **3 sections**.

La première section vise à recueillir des données **socio-démographiques**. Toutes les questions doivent être remplies.

La deuxième partie du questionnaire aborde les **pratiques de protection des plans d'eau et la participation aux activités** déployées par le programme cet été. Certaines questions ne pourront donc pas être répondues. Conséquemment, un court formulaire d'évaluation de 6 questions a été joint en vue de recueillir vos commentaires.

La troisième section porte sur **la protection des plans d'eau en général**. Vous ne devriez pas éprouver de difficulté pour les questions de cette section puisqu'elles peuvent être abordées en fonction de ce qui se passe dans votre propre municipalité.

Je vous remercie à l'avance pour votre implication dans l'évaluation de mon outil de recherche. Je vous invite par la même occasion à consulter le document-synthèse de mon projet de recherche si vous souhaitez en apprendre davantage sur ce dernier.

En l'attente d'une suite favorable, je vous prie d'agréer, mes sincères salutations,

Marie-Hélène Brousseau

APPENDICE H

FORMULAIRE DE CONSENTEMENT

FORMULAIRE D'INFORMATION ET DE CONSENTEMENT (sujet majeur)

Étude des représentations sociales des enjeux de l'eau des riverains impliqués dans un programme d'éducation communautaire sur les algues bleues : engagement et pratiques

IDENTIFICATION

Chercheuse responsable du projet : Marie-Hélène Brousseau

Programme d'enseignement : Maîtrise en éducation

Adresse courriel : brousseau.marie-helene@courrier.uqam.ca

Téléphone : 438-882-0729

BUT GÉNÉRAL DU PROJET ET DIRECTION

Vous êtes invité à prendre part à ce projet visant à saisir les raisons qui poussent les riverains à s'engager dans la protection des lacs. Il vise également à comprendre comment ces derniers perçoivent la protection et la gestion de l'eau sur leur territoire et expliquer comment cette représentation influe sur la mobilisation et la mise en place de nouvelles pratiques en matière de protection des plans d'eau. Ce projet est réalisé dans le cadre d'un mémoire de maîtrise sous la direction de Chantal Ouellet, professeure au département d'éducation et formation spécialisées de la Faculté des Sciences de l'éducation, et de Catherine Garnier, Directrice du Groupe d'étude sur l'interdisciplinarité et les représentations sociales (GEIRSO) de la Faculté des sciences humaines. Madame Ouellet peut être jointe au (514) 987-3000 poste 4188 ou par courriel à l'adresse : ouellet.chantal@uqam.ca. Madame

Garnier peut être joint au (514) 987-3000 poste 4071 ou par courriel à l'adresse : garnier.catherine@uqam.ca.

PROCÉDURE(S)

Votre participation consiste dans un premier temps à répondre à un questionnaire d'enquête. Il vous sera demandé de décrire votre engagement en matière de protection des lacs, vos pratiques de protection des plans d'eau ainsi votre perception générale quant à la protection et la gestion de l'eau dans votre municipalité. La passation du questionnaire prendra environ 30 minutes de votre temps. La transcription sur support informatique de vos réponses ne pourra donner lieu à votre identification.

Dans un deuxième temps, votre participation consiste à donner une entrevue téléphonique au cours de laquelle il vous sera demandé de préciser le sens donné à la protection des plans d'eau et clarifier les raisons entourant vos pratiques de protection des lacs et votre engagement dans la protection de l'eau. La participation à cette entrevue est facultative et sollicitée dans le questionnaire d'enquête. Cette entrevue est enregistrée sur cassette audio avec votre permission et prendra environ 20 minutes de votre temps. Le lieu et l'heure de l'entrevue sont à convenir avec la responsable du projet. La transcription sur support informatique qui en suivra ne permettra pas de vous identifier.

AVANTAGES et RISQUES

Votre participation contribuera à l'avancement des connaissances sur les programmes d'éducation communautaire en santé environnementale et en environnement par une meilleure compréhension de la vision qu'ont les riverains et les citoyens de la protection et de la gestion de l'eau. Il n'y a pas de risque d'inconfort important associé à votre participation à cette rencontre. Vous devez cependant prendre conscience que certaines questions pourraient raviver des émotions désagréables liées à une expérience ou une pratique environnementale que vous avez peut-être mal vécue. Vous demeurez libre de ne pas répondre à une question que vous estimez embarrassante sans avoir à vous justifier. Une ressource d'aide appropriée pourra vous être proposée si vous souhaitez discuter de votre situation. Il est de la responsabilité de la chercheuse de suspendre ou de mettre fin à l'entrevue s'il estime que votre bien-être est menacé.

CONFIDENTIALITÉ

Il est entendu que les renseignements recueillis lors du questionnaire et de l'entrevue sont confidentiels et que seuls, la responsable du projet et les directrices de recherche, Marie-Hélène Brousseau, Chantal Ouellet et Catherine Garnier, auront accès à votre questionnaire ainsi qu'à votre enregistrement et au

contenu de sa transcription le cas échéant. L'anonymat et la confidentialité de vos réponses sont assurés. Le matériel de recherche (questionnaire codé, cassette codée et transcription) ainsi que votre formulaire de consentement seront conservés séparément sous clé par la responsable du projet pour la durée totale du projet. Les cassettes ainsi que les formulaires de consentement seront détruits 2 ans après les dernières publications. Les données recueillies sont entièrement confidentielles et ne peuvent donner lieu à l'identification des participants. L'anonymat et la confidentialité de vos réponses sont assurés.

PARTICIPATION VOLONTAIRE

Votre participation à ce projet est volontaire. Cela signifie que vous acceptez de participer au projet sans aucune contrainte ou pression extérieure, et que par ailleurs vous êtes libre de mettre fin à votre participation en tout temps au cours de cette recherche. Dans ce cas, les renseignements vous concernant seront détruits. Votre accord à participer implique également que vous acceptez que la responsable du projet puisse utiliser aux fins de la présente recherche (articles, conférences et communications scientifiques) les renseignements recueillis à la condition qu'aucune information permettant de vous identifier ne soit divulguée publiquement à moins d'un consentement explicite de votre part.

COMPENSATION FINANCIÈRE

Votre participation à ce projet est offerte gratuitement. Les avantages de votre participation résident dans la satisfaction retirée au fait de contribuer à l'avancement des connaissances liées au phénomène d'engagement des riverains dans la protection des plans d'eau et le développement de programme d'intervention communautaire sur l'eau. Un résumé des résultats de recherche vous sera transmis au terme du projet.

DES QUESTIONS SUR LE PROJET OU SUR VOS DROITS?

Vous pouvez contacter la responsable du projet au numéro (438) 882-0729 pour des questions additionnelles sur le projet. Vous pouvez également discuter avec les directrices de recherche des conditions dans lesquelles se déroule votre participation et de vos droits en tant que participant de recherche.

Le projet auquel vous allez participer a été approuvé au plan de l'éthique de la recherche avec des êtres humains. Pour toute question ne pouvant être adressée aux directrices de recherche ou pour formuler

une plainte ou des commentaires, vous pouvez contacter le Président du Comité institutionnel d'éthique de la recherche, Joseph Josy Lévy, au numéro (514) 987-3000 # 4483. Il peut être également joint au secrétariat du Comité au numéro (514) 987-3000 # 7753.

REMERCIEMENTS

Votre collaboration est essentielle à la réalisation de ce projet et nous tenons à vous en remercier.

SIGNATURES :

Je, _____ reconnais avoir lu le présent formulaire de consentement et consens volontairement à participer à ce projet de recherche. Je reconnais aussi que la responsable du projet a répondu à mes questions de manière satisfaisante et que j'ai disposé suffisamment de temps pour réfléchir à ma décision de participer. Je comprends que ma participation à cette recherche est totalement volontaire et que je peux y mettre fin en tout temps, sans pénalité d'aucune forme, ni justification à donner. Il me suffit d'en informer la responsable du projet.

Signature du participant :

Date :

Nom (lettres moulées) et coordonnées :

Signature du responsable du projet :

Date :

Veuillez conserver le premier exemplaire de ce formulaire de consentement pour communication éventuelle avec l'équipe de recherche et remettre le second avec le questionnaire d'enquête.

APPENDICE I

**TABLEAU DE LA RÉPARTITION DES PRIORITÉS
ACCORDÉES AUX PRATIQUES ENVIRONNEMENTALES**

Pratiques environ- nementales/ Priorité accordée aux pratiques	Protection des berges	Conformité de l'installation septique	Utilisation de produits ménagers biologiques	Pratiques d'activités aquatiques écologiques	Faire partie d'un RSVL	Formation continue en matière de protection de l'eau	Effets politiques pour augmenter la superficie des forêts
1	s f ff v d i	s dd v g a bb m l y	s e y	s y		s h	
2	h	ff d	f dd v g a bb	v i m		l	
3	dd g a bb m l y	f	ff h d		i y	v e	
4		h e	m	f dd ff g a bb d l	v bb	bb i	
5	e		i	h	f dd ff g d m l	g a	
6		i	l		s h a e	f dd ff d m y	
7				e			h

N.B. Dans le tableau présenté, les lettres font référence aux participants. Elles permettent ainsi de repérer les priorités accordées aux différentes pratiques pour chaque participant.

RÉFÉRENCES

- Abric, J.-C. 1987. *Coopération, compétition et représentations sociales*. Cousset (Sui.): DelVal, 229 p.
- Abric, J.C. 1994. *Pratiques sociales et représentations*. Paris : Presses Universitaires de France, 251 p.
- Abric, J.-C. 2003a. «Les représentations sociales : aspects théoriques». Dans *Pratiques sociales et représentations*, p. 11-35. 4^e éd. Coll. «Psychologie sociale», Paris : Presses Universitaires de France.
- Abric, J.-C. 2003b. «Pratiques et représentations sociales». Dans *Pratiques sociales et représentations*, p. 217-238. 4^e éd. Coll. «Psychologie sociale», Paris: Presse Universitaire de France.
- Argiropoulos, D., R. Paradisi et J. Charlemagne. 2000. «Lignes générales du plan sanitaire régional 1999-2001 pour la région Emilie-Romagne». *Études tsiganes*, vol. 14, p.131-144.
- Asopa, S. K. 1993. «Environmental Conservation through the People's Movements in India». *International Journal of Environmental Education and Information*, vol. 12, no 4, p. 297-306.
- Auger, P. et J. Baudrand. 2004. «Gestion intégrée de l'eau par bassin versant au Québec : Cadre de référence pour les organismes de bassins versants prioritaires». Consulté le 10 avril 2010. (fichier pdf, 20 p.)
<http://www.mddep.gouv.qc.ca/eau/bassinversant/cadre-ref.htm>.
- Barrett, J. R. 2001. «Health oasis in the Desert Southwest». *Environmental health perspectives*, vol. 109, no 5, p. A206-207.

- Barrie, J. et T. Miller, 1995. *The "Generation Earth" Companion Manual: Your Guide to Environmental Education Replication*, Oakland, 47 p.
- Begley, K., M.-L. McLaws, J. Gold et M.W. Ross. 2008. «Cognitive and behavioural correlates of non-adherence to HIV anti-retroviral therapy: Theoretical and practical insight for clinical psychology and health psychology». *Clinical Psychologist*, vol.12, no 1, p. 9-17.
- Bélanger, G. 2007. «Prolifération record de cyanobactéries dans les lacs du Québec en 2006, Petits envahisseurs, grands défis !», sur le site *FrancVert : le magazine du web*. Consulté le 10 avril 2010.
<http://www.francvert.org/pages/33dossierproliferationrecorddecyanobacter.asp>.
- Blair, M. 2008. «Community environmental education as a model for effective environmental programmes». *Australian Journal of Environmental Education*, vol. 24, p. 45-53.
- Bouchard, S., et C. Cyr. (dir. publ.). 2005. *Recherche psychosociale : pour harmoniser recherche et pratique*. 2^e éd., Sainte-Foy (Qué.) : Presses de l'Université du Québec, 641 p.
- Bougerra, M. 2003. *Les batailles de l'eau: pour un bien commun de l'humanité*. Coll. «Enjeux planète», vol 7. Montréal : Éditions Écosociété; Paris : Éditions de l'Atelier, 239 p.
- Burger, J. 2005. « Fishing, fish consumption, and knowledge about advisories in college students and others in central New Jersey ». *Environmental Research*, vol. 98, no 2, p. 268-275.
- Cale, L. et J. Harris. 2006. «Interventions to promote young people's physical activity: Issues, implications and recommendations for practice». *Health Education Journal*, vol.65, no 4, p.320-337.
- Chaire de recherche du Canada en éducation à la santé. 2008. Consulté le 10 avril 2010.
<http://www.er.uqam.ca/nobel/creces/chaire/index.php>.
- Chawla, L. 1999. «Life Paths into Effective Environmental Action». *Journal of Environmental Education*, vol. 31, no 1, p. 15-26.

- Cimon, M. 1994. «Promotion de la santé et paupérisation». Dans *Promouvoir la santé : Réflexion sur les théories et les pratiques*, sous la dir. de R. Bastien et coll., p.39-52, Coll. «partage», Montréal : Éditions du RÉFIPS.
- Chiu, L. F. et R. M. West. 2007. «Health intervention in social context: Understanding social networks and neighbourhood». *Social Science & Medicine*, vol. 65, no 9, p. 1915-1927.
- Clémence, A., W. Doise et F. Lorenzi-Cioldi. 1994. «Prises de position et principes organisateurs des représentations sociales». Dans *Structures et transformations des représentations sociales*, sous la dir. de C. Guimelli, p. 119-125, Coll. «Texte de base en sciences sociales», Suisse : Delachaux & Niestlé Neuchâtel.
- Cohen, F. G., H. E. Arnold et A. Warner. 2009. «Youth and environmental action: Perspectives of young environmental leaders on their formative influences». *Journal of Environmental Education*, vol. 40, no 3, p. 27-36.
- Colburn, E. A. 1997. *Certified: A Citizen's Step-By-Step Guide to Protecting Vernal Pools*. 6^e éd. Lincoln (MA): Massachusetts Audubon Society, 104 p.
- Collins, K. et R. Medbery. 2008. «Go to the source : High school athletic directors and coaching». *Journal of Coaching Education*, vol. 1, no 2, p.1.
- Curti, M. et U. Valdez. 2009. «Incorporating community education in the strategy for Harpy eagle conservation in Panama». *Journal of Environmental Education*, vol. 40, no 4, p. 3-15.
- Dauphin, K. 2008. «Les cyanobactéries et la situation du Centre-du-Québec». sur le site du Ministère Agriculture, Pêcherie et Alimentation, Consulté le 10 avril 2010. (fichier Power Point)
http://www.mapaq.gouv.qc.ca/NR/rdonlyres/F2D948E5-B71B-4EA4-B9CB-3346D75A62D5/14387/SituationcyanobactriesauCentreduQubec_INPACQBassin.pdf.
- Doise, W. 1985. «Les représentations sociales: définition d'un concept». *Connexions*, vol. 45, p. 243-253.

- Doise, W. 1989. «Attitudes et représentations sociales». Dans *Les représentations sociales*, sous la dir. de D. Jodelet, p. 240-258. 5^e éd. Coll. «Sociologie d'aujourd'hui», Paris : Presses Universitaires de France.
- Doise, W. 1992. «L'ancrage dans les études sur les représentations sociales». *Bulletin de psychologie*, vol. 45, no 405, p. 189-195.
- Doise, W., A. Clémence et F. Lorenzi-Cioldi. 1992. *Représentations sociales et analyse des données*. Coll. «Vies sociales», vol 7. Grenoble: Presses Universitaires de Grenoble, 261 p.
- Duhaime, R. 1998. «Le projet OLO et la conscientisation. Une expérience terrain du milieu populaire». Dans *Pratique de conscientisation 2 : Logement, alphabétisation, aide sociale, féminisme, syndicalisme, santé, politique*, sous la dir. de Collectif québécois, p. 215-245, Québec Éditions populaire.
- Environnement Canada (2009). «L'utilisation judicieuse de l'eau», sur le site *Environnement Canada*. Consulté le 12 avril 2010.
<http://www.ec.gc.ca/eau-water/default.asp?lang=fr&n=F25C70EC-1>
- Eyssartier, C., R.-V. Joule et C. Guimelli. 2007. «Effets comportementaux et cognitifs de l'engagement dans un acte préparatoire activant un élément central versus périphérique de la représentation du don d'organes». *Psychologie Française*, vol.52, no 4, p. 499-517.
- Flament, C. 1994. «Structure, dynamique et transformation des représentations sociales». Dans *Pratiques sociales et représentations*, sous la dir. de J-C. Abric, p. 37-58. 4^e éd. Paris : Presses Universitaires de France.
- Francoeur, L.-G. 2004 . «Virage à 180° du Conseil mondial de l'eau» sur le site *Le devoir*. Consulté le 10 avril 2010. <http://www.ledevoir.com/non-classe/50438/virage-a-180-du-conseil-mondial-de-l-eau>
- Gagnon, Y.-C. 2005. *L'étude de cas comme méthode de recherche : guide de réalisation*. Sainte-Foy (Qué.) : Presses de l'Université du Québec, 128 p.
- Gallanter, M. 1979. «A Hudson River Dream-Reality». *Communicator*, vol. 10, no 2, p. 2-5.

Garnier, C. et L. Sauvé. 1998. «Apport de la théorie des représentations sociales à l'éducation relative à l'environnement : Conditions pour un design de recherche». Dans *Education relative à l'environnement: regards-recherches-réflexions*, p. 65-77. vol. 1 Montréal : Université du Québec à Montréal : Faculté des sciences de l'éducation; Arlon (Bel.) : Fondation universitaire luxembourgeoise.

Gouvernement du Québec (2002). «L'eau. La vie. L'avenir. Politique nationale de l'eau», sur le site du *Ministère du Développement Durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP)*, Consulté le 10 avril 2010. (fichier pdf, 103 p.)
<http://www.mddep.gouv.qc.ca/eau/politique/politique-integral.pdf>

Gouvernement du Québec (2008). «Services Québec Citoyens», sur le site de *Portail Québec*. Consulté le 10 avril 2010. <http://www.alguesbleuvert.gouv.qc.ca/fr/fiche.asp?sujet=19>

Gouvernement du Québec. (2010a). «Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables», sur le site la Gazette officielle du Québec. Consulté le 10 avril 2010. http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=3&file=/Q_2/Q2R17_3.HTM.

Gouvernement du Québec. (2010b). *Loi sur la qualité de l'environnement*, sur le site la Gazette officielle du Québec. Consulté le 10 avril 2010. http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/Q_2/Q2.html.

Hansen, N. R. 1988. *Controlling Nonpoint-Source Water Pollution: A Citizen's Handbook*. Washington (DC): The Conservation Foundation, 174 p.

Huckle, T., K. Conway, S. Casswell et M. Pledger. 2005. «Evaluation of a regional community action intervention in New Zealand to improve age checks for young people purchasing alcohol». *Health Promotion International*, vol. 20, no 2, p. 147-155.

Hughey, J., N. A. Peterson, J. B. Lowe et F. Oprescu. 2008. «Empowerment and sense of community: Clarifying their relationship in community organizations». *Health Education & Behavior*, vol. 35, no 5, p. 651-663.

- Jodelet, D. 1984. «Représentations sociales : phénomènes, concept et théorie». Dans *Psychologie sociale*, sous la dir. de S. Moscovici, p. 358-378, Coll. «PUF Fondamental», Paris : Presses Universitaires de France.
- Jodelet, D. (dir. publ.). 1989. *Les représentations sociales*. Coll. «Sociologie d'aujourd'hui», Paris : Presses Universitaires de France, 424 p.
- Jodelet, D. 2003. «Aperçus sur les méthodologies qualitatives». Dans *Les méthodes des sciences humaines*, sous la dir. de S. Moscovici et F. Buschini, p.134-162, Coll. «PUF fondamental», Paris: Presses Universitaires de France.
- Karsenti, T., et L. Savoie-Zajc. 2000. *Introduction à la recherche en éducation*. Sherbrooke : Éditions du CRP, 350 p.
- Kegler, M. C. et K. Miner. 2004. «Environmental health promotion interventions: considerations for preparation and practice». *Health Education & Behavior*, vol. 31, no 4, p. 510-525.
- Kendall, C. 1998. « The role of formal qualitative research in negotiating community acceptance: the case of dengue control in El Progreso, Honduras ». *Human Organization*, vol. 57, no 2, p. 217-221.
- Kesson, K. et C. Oyler. 1999. « Integrated curriculum and service learning: Linking school-based knowledge and social action ». *English Education*, vol. 31, no 2, p. 135-149.
- Klassen, T. P., J. M. MacKay, D. Moher, A. Walker et A. Jones. 2000. «Community-based injury prevention interventions». *Future of Children*, vol. 10, no 1, p. 83-110.
- Labonte, R. 1994. «Health promotion and Empowerment : reflections on professional practice». *Health Education Quarterly*, vol. 21, no 2, p. 253-268.
- Laniel, M. 2008. «Intégration du concept de capacité de support d'un plan d'eau aux apports en phosphore à l'aménagement du territoire au Québec : Réalité ou utopie?». Mémoire de maîtrise, Montréal, Université de Montréal, 274 p.
- Laverack, G. Et N. Wallerstein. 2001. «Measuring community empowerment: a fresh look at organisational domains». *Health Promotion International*, vol. 16, no 2, p.179-185.

- Lessard-Hébert, M., G. Goyette et G. Boutin. 1995. *La recherche qualitative : fondements et pratiques*. 2^e éd. Coll. «Éducation (Éditions Nouvelles)», Montréal : Éditions nouvelles, 124 p.
- Lohrmann, D. K., R. J. Alter, R. Greene et T.M. Younoszai. 2005. «Long-term impact of a district-wide school/community-based substance abuse prevention initiative on gateway drug use». *Journal of drug education*, vol. 35, no 3, p. 233-253.
- Mamontoff, A.-M. 1996. «Transformation de la représentation sociale de l'identité et schèmes étranges : le cas des Gitans ». *Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale*, vol. 29, p. 64-77.
- Mariotti, F. 2003. «Tous les objets sociaux sont-ils des objets de représentations sociales? Questions autour de la pertinence». *Journal International des Représentations Sociales*, vol. 1, p. 2-18.
- Markova, I. et P. Wilkie. 1987. « Representations, concepts and social change: the phenomenon of AIDS ». *Journal for the Theory of Social Behaviour*, vol. 17, no 4, p. 389-409.
- McCormick, A., M. M. McKay, M. Wilson, L. McKinney, R. Paikoff, C. Bell, D. Baptiste, D. Coleman, G. Gillming, S. Madison et R. Scott. 2000. «Involving families in an urban HIV preventive intervention: how community collaboration addresses barriers to participation». *AIDS education and prevention: official publication of the International Society for AIDS Education*, vol. 12, no 4, p. 299-307.
- Mead, G.H. 1934. *Mind, Self and Society*. Chicago: Chicago University Press, 401 p.
- Michel-Guillou, E. 2006. «Représentations sociales et pratiques sociales : l'exemple de l'engagement pro-environnemental en agriculture». *Revue Européenne de Psychologie Appliquée/European Review of Applied Psychology*, vol. 56, no 3, p. 157-165.
- Ministère de la santé et des services sociaux. 2010. «Algues bleu-vert», sur le site du MSSS. Consulté le 10 avril 2010. http://www.msss.gouv.qc.ca/sujets/santepub/environnement/index.php?algues_bleu-vert.

Ministère des affaires municipales Régions et Occupation du territoire. 2010a. «Le schéma d'aménagement», sur le site du MAMROT. Consulté le 10 avril 2010. http://www.mamrot.gouv.qc.ca/amenagement/outils/amen_outi_plan_sche.asp.

Ministère des affaires municipales Régions et Occupation du territoire. 2010b. «Le plan d'urbanisme», sur le site du MAMROT. Consulté le 10 avril 2010. http://www.mamrot.gouv.qc.ca/amenagement/outils/amen_outi_plan_plan.asp

Ministère du Développement durable de l'Environnement et des Parcs. 2002. *Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection*, sur le site du MDDEP. Consulté le 10 avril 2010. <http://www.mddep.gouv.qc.ca/eau/protection/index.htm>.

Ministère du Développement durable de l'Environnement et des Parcs. 2008. «Algues bleu-vert : Bilan au 16 septembre 2008», sur le site du MDDEP. Consulté le 10 avril 2010. <http://www.mddep.gouv.qc.ca/infuseur/communiquer.asp?No=1426>.

Ministère du Développement durable de l'Environnement et des Parcs. 2009. «Protection des plans d'eau : Le gouvernement poursuit ses activités de sensibilisation» sur le site du MDDEP. Consulté le 10 avril 2010. <http://www.mddep.gouv.qc.ca/infuseur/communiquer.asp?No=1501>.

Moliner, P. 1993. «Cinq questions à propos des représentations sociales». *Cahiers internationaux de psychologie sociale*, vol. 20, p. 5-14.

Moliner, P. 1994. «Les méthodes de repérages et d'identification du noyau des représentations». Dans *Structures et transformations des représentations sociales*, sous la dir. de C. Guimelli, p. 199-232. Coll. «Texte de base en sciences sociales», Suisse : Delachaux & Niestlé Neuchâtel.

Moliner, P., P. Rateau et V. Cohen-Scali. 2002. *Les représentations sociales. Pratiques des études de terrain*. Coll. «Diact psychologie sociale», Rennes: Presses Universitaires de Rennes, 230 p.

Moscovici, S. 1961. *La psychanalyse, son image et son public : étude sur les représentations sociales de la psychanalyse*. Coll. «Bibliothèque de psychanalyse et de psychologie clinique», Paris : Presses Universitaires de France, 650 p.

- Negura, L. 2006. «L'analyse de contenu dans l'étude des représentations sociales», sur le site *Sociologies, Théories et recherches*. Consulté le 15 mai 2010. <http://sociologies.revues.org/index993.html>
- Noah, M. 2001. «Internet-based recording service solves maintenance reporting problems». *Small Flows Quarterly*, vol. 2, no 4, p. 25-27.
- Nozu, Y., M. Watanabe, M. Kubo, Y. Sato, N. Shibata, C. Uehara, N. Kikuchi, Y. Kawahara, N. Takahashi et H. Kito. 2006. «Effectiveness of drug abuse prevention program focusing on social influences among high school students: 15-month follow-up study». *Environmental health and preventive medicine*, vol. 11, no 2, p.75-81.
- Oleckno, W. A. 1995. «Guidelines for Improving Risk Communication in Environmental Health». *Journal of environmental health*, vol. 58, no 1, p. 20-23.
- Ouellet, C. 2005. «Pratiques et représentations de la formation chez les travailleurs ayant suivi une formation en compétence de base». Thèse de doctorat, Montréal, Université du Québec à Montréal, 293 p.
- Parker, E. A., G. T. Baldwin, B.A. Israel et M. Salinas. 2004. «Application of health promotion theories and models for environmental health». *Health Education & Behavior*, vol. 31, no 4, p. 491-509.
- Parker, E. A., A. J. Schulz, B.A. Israel, et R.M.Hollis. 1998. «Detroit's East Side Village Health Worker Partnership: community-based lay health advisor intervention in an urban area». *Health Education & Behavior*, vol. 25, no 1, p. 24-45.
- Parker, M. W., J. M. Bellis, P. Bishop, M. Harper, R.M. Almann, C. Moore et P. Thompson. 2002. «A multidisciplinary model of health promotion incorporating spirituality into a successful aging intervention with African American and white elderly groups». *The Gerontologist*, vol. 42, no 3, p. 406-415.
- Parvez, F., Y. Chen, M. Argos, A. Hussain, H. Momotaj, R. Dhar, A. Van Geen J.-H. Graziano et H. Ashan. 2006. «Prevalence of arsenic exposure from drinking water and awareness of its health risks in a Bangladeshi population: results from a large population-based study». *Environmental health perspectives*, vol. 114, no 3, p. 355-359.

- Philips Jr, B. U., D. L. Chambers, L.H. Whiting et C.L. Smith. 2001. «Ethical Issues in community-based cancer control: Considerations in designing interventions». *Family & Community Health*, vol. 23, no 4, p. 62-74.
- Rammelt, C. F. et J. Boes. 2004. «Arsenic mitigation and social mobilisation in Bangladesh». *International Journal of Sustainability in Higher Education*, vol.5, no 3, p.308-319.
- Reynolds, P., D. E. Goldberg et S. Hurley. 2004. «Prevalence and Patterns of Environmental Tobacco Smoke Exposures Among California Teachers ». *American Journal of Health Promotion*, vol.18, no 5, p. 358-365.
- Rifkin, S. 1995. «Paradigms Lost : Toward a new understanding community participation in health programmes». *Acta Tropica*, vol. 61, no 2, p. 79-92.
- Rimal, R. N. et K. Real. 2005. «Assessing the perceived importance of skin cancer: how question-order effects are influenced by issue involvement». *Health Education & Behavior*, vol. 32, no 3, p. 398-412.
- Ritchie, D., W. Gnich, O. Parry et S. Platt. 2004. «Issues of participation, ownership and empowerment in a community development programme: tackling smoking in a low-income area in Scotland». *Health Promotion International*, vol. 19, no 1, p. 51-59.
- Roland-Lévy, C. (2002). «Comment manipuler les représentations sociales : une exploration». Dans *Les représentations sociales : Balisage du domaine d'études*, sous la dir. de C. Garnier et W. Doise, p. 124-423. Montréal : Éditions nouvelles.
- Rouquette, M.-L. et P. Rateau (Éds). 1998. «La notion de représentations sociales». Dans *Introduction à l'étude des représentations sociales*, p. 13-27. Coll. «Psychologie en plus», Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.
- Sauvé, L. 2007. Chaire ERE-UQAM. Consulté le 10 avril 2010. <http://www.unites.uqam.ca/ERE-UQAM/mission.html>.
- Sauvé, L. et L. Machabée. 2000. «La représentation : point focal de l'apprentissage ». Dans *Education relative à l'environnement: regards-recherches-réflexions*, p. 183-194. vol. 2 Montréal : Université du Québec à Montréal : Faculté des sciences de l'éducation; Arlon (Bel.) : Fondation universitaire luxembourgeoise.

- Schautz, J. W., et C. M. Conway. 1995. *The Self-Help Handbook for Small Town Water and Wastewater Projects*. New York: Rensselaerville Institute, 300 p.
- Shearer, D. L., K. M. Gallagher, S. L. Gyaben et L.V., Klerman. 2005. «Selecting, implementing, and evaluating teen pregnancy prevention interventions: Lessons from the CDC's Community Coalition Partnership Programs for the Prevention of Teen Pregnancy». *Journal of Adolescent Health*, vol. 37, no 3, p. 42-52.
- Souchet, L. et E. Tafani. 2004. «Pratiques, engagement et représentations sociales : Contribution expérimentale à un modèle de la dynamique représentationnelle». *Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale*, vol. 63, p.81-92.
- Stevens, P. E. et J. M. Hall. 1998. «Participatory action research for sustaining individual and community change: a model of HIV prevention education». *AIDS education and prevention: official publication of the International Society for AIDS Education*, vol. 10, no 5, p. 387-402.
- Tafani, E. 2001. «Attitudes, engagement et dynamique des représentations sociales: Études expérimentales./Attitudes, commitment, and the dynamics of social representations: Experimental studies». *Revue Internationale de Psychologie Sociale*, vol. 14, no 1, p. 7-29.
- Taylor, R. 1995. «Community Environmental Learning». *Convergence*, vol. 28, no 4, p.81-88.
- Teutsch, M. R. 1998. «Wildlife Counts». *Science Teacher*, vol. 65, no 2, p.30-33.
- Trozzolino, L., P. S. Thompson, M. S. Tansman et S. P. Azen. 2003. « Effects of a psychoeducational group on mood and glycemic control in adults with diabetes and visual impairments ». *Journal of Visual Impairment & Blindness (JVIB)*, vol. 97, no 4, p. 230-239.
- Van Steenberghe, E. 2004. «Caractériser l'appartenance sociale pour de meilleures pratiques en éducation relative à la santé environnementale». Dans *Education relative à l'environnement : regards-recherches-réflexions*, p.121-130. vol. 5. Montréal : Université du Québec à Montréal : Faculté des sciences de l'éducation; Arlon (Bel.) : Fondation universitaire luxembourgeoise.

- Vézina, C. 2008. «L'eau prise aux mots : res communes ou marchandises? La participation de La Presse et du Devoir dans la construction d'une culture environnementale lors du débat sur la privatisation de l'eau au Québec de 1995 à 2005». Mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 176 p.
- Walters, E. A., T. Micciulla, N. Pelligrino et P. A. Tara. 1998. «Environmental activism». *Science Teacher*, vol. 65, no 5, p.48-49.
- Whelan, J. 2005. «Popular education for the environment: Building interest in the educational dimension of social action». *Australian Journal of Environmental Education*, vol. 21, p.117-128.
- Young, C. F. et J. A. Witter. 1994. «Developing Effective Brochures for Increasing Knowledge of Environmental Problems: The Case of the Gypsy Moth». *Journal of Environmental Education*, vol. 25, no 3, p. 27-34.